



CORSICA PRUSPETTIVA

DÉMARCHE PROSPECTIVE À HORIZON 2050

SOCLE PROSPECTIF

ENJEUX ET VARIABLES CLÉS

DOCUMENT DE TRAVAIL – SEPTEMBRE 2025

SOMMAIRE

00

INTRODUCTION

Du temps 0 aux enjeux de 2050

>> *page 3*

01

LES VARIABLES CLÉS

Approche synthétique des évolutions passées et futures

>> *page 19*

02

ÉTAT DES LIEUX DES INTERDÉPENDANCES ENTRE LES VARIABLES

Représentations schématiques

>> *page 49*

03

VERS LA SCÉNARISATION À 2050

Classer les variables et les projeter sur un temps long

>> *page 102*

Avec l'appui de la



BANQUE des
TERRITOIRES





00

Introduction :
Du temps 0 aux enjeux de 2050

L'intérêt de la prospective

Dans un monde en pleine transformation, entre développement de l'intelligence artificielle et raréfaction des ressources, où la pression anthropique est sans précédent et où se mêlent enjeux locaux et internationaux, l'exercice de la prospective doit nous aider à prendre du recul et à démêler les interdépendances entre les dimensions économiques, sociales, environnementales, institutionnelles et culturelles de notre territoire.

Pour l'Assemblée de Corse, l'objectif est quadruple : renforcer la compréhension des changements et enjeux à venir, élargir la focale pour voir plus loin et plus global, éclairer la complexité du territoire par une approche systémique qui dépasse la segmentation classique par politique publique et clarifier le réel.

Ce travail de recherche collectif doit permettre d'orienter les décisions publiques pour construire un futur souhaitable pour la Corse, soumise à plusieurs grands défis ; des mutations démographiques en cours aux enjeux géopolitiques en Méditerranée, en passant par l'intensification des risques naturels. L'outil systémique qui en découle doit être perçu comme un outil d'aide à la décision, ouvrant des pistes de réflexion aux élus de l'Assemblée de Corse comme aux citoyens.

La prospective permet d'anticiper les évolutions à venir, de mieux comprendre les dynamiques complexes et d'évaluer les conséquences à long terme des choix politiques actuels. Elle aide ainsi à se projeter dans l'avenir pour éviter de subir ces tendances, tout en saisissant les opportunités avant qu'elles ne deviennent évidentes. L'intégration de cet outil de réflexion stratégique offre également la possibilité de tester différents scénarios pour préparer la Corse aux défis multiples qui se profilent.

La démarche est conduite, depuis sa genèse, par un groupe de réflexion nommé « laboratoire de prospective », piloté par la Présidence de l'Assemblée de Corse et composé de personnalités qualifiées, d'un représentant de chaque groupe politique de l'hémicycle, de conseillers exécutifs et de représentants du CESEC et de l'Assemblea di a Giuventù.

Des conférences publiques ont également été organisées, afin d'ouvrir la réflexion autour de certaines thématiques à la société civile et d'enrichir la construction de cet outil par une participation citoyenne.

Les 5 enjeux du système territorial corse

La première étape de ce travail a été d'aboutir, en juillet 2023, à la production d'un diagnostic de **temps 0** synthétisant et structurant des études déjà menées en Corse, afin de capitaliser sur les travaux existants et de définir un point de départ, avant toute projection vers l'avenir.

Ce document fournit un état des lieux de la Corse sur plusieurs thématiques :

- Dynamiques démographiques : évolutions de la population, pyramide des âges, ...
- Dynamiques économiques : croissance, balance commerciale, emploi, pouvoir d'achat, emploi public, fiscalité et agriculture, ...
- Tourisme : fréquentation, mutation de l'offre de logement, ...
- Bien-être et cohésion sociale : revenu, précarité, précarisation et isolement, couverture médicale, enseignement et culture, vie sociale, jeunesse et sports, ...
- Connectivités : mobilités résidentielles, desserte maritime, desserte aérienne, usages, consommation énergétique de la mobilité, ...

Pour enrichir ce diagnostic de l'existant, l'Assemblée a noué un partenariat avec l'OCDE, ce qui a conduit à la réalisation de la **première étude de l'OCDE sur la Corse**, publiée en 2024 en anglais, en français et en corse. Établissant un *Diagnostic de l'attractivité de la Corse dans le nouvel environnement mondial*, l'organisation internationale a fourni une analyse quantitative permettant une comparaison avec d'autres territoires, en particulier avec les îles européennes ayant pris part à ce programme d'étude, complétée par approche qualitative permise par une **visite de l'OCDE en juin 2023**.

Dans le même temps, les personnalités qualifiées du laboratoire ont proposé à la réflexion collective de **premières notes de cadrage prospectif**. Marc Muselli a ainsi abordé les enjeux énergétiques et climatiques, Jean-Dominique Giuliani a analysé les questions européennes et géopolitiques, Christian Mantei a traité des perspectives dans le secteur du tourisme, Sébastien Simoni a exploré les évolutions technologiques, et Charles-Henri Filippi a apporté son expertise sur les domaines économiques et financiers.

À l'issue de ces travaux, le laboratoire de prospective a retenu **5 enjeux pour le territoire corse** qui constituent la **base des analyses présentées dans ce document** :

- Changement climatique et environnement
- Développement humain
- Fractures et continuités du territoire
- Connectivités et mobilités
- Dynamiques institutionnelles

1^{ÈRE} ÉTAPE

LANCEMENT ET IDENTIFICATION
DES ENJEUX DE PROSPECTIVE

NOTES DE CADRAGE PROSPECTIF

TEMPS 0

Temps 0

● Session de l'Assemblée
de Corse juillet 2023

PARTENARIAT OCDE

Publication janvier 2024

Etude OCDE

Contributions des personnalités qualifiées

2^{ÈME} ÉTAPE

CONSTRUCTION DE L'OUTIL PROSPECTIF

CADRAGE MÉTHODOLOGIQUE

SOCLE PROSPECTIF

SCÉNARIOS

● Laboratoire de prospective
octobre 2024

● Laboratoire de prospective
septembre 2025

● Session de l'Assemblée de
Corse juillet 2025

Socle Prospectif

CONFÉRENCES PUBLIQUES

Démographie

Enjeux globaux et projections locales

23 juillet 2023

Connectivités et transport

Des réseaux mondiaux, des enjeux insulaires

29 avril 2024

Inégalités et pauvreté

D'aujourd'hui et à venir

25 février 2025

Adaptation au changement climatique

Risques et opportunités pour les villes et le rural

19 janvier 2024

Les mutations du travail

Trajectoires d'hier, tensions d'aujourd'hui,
opportunités de demain

26 novembre 2024

Intelligence artificielle

Algorithmes, enjeux, solutions

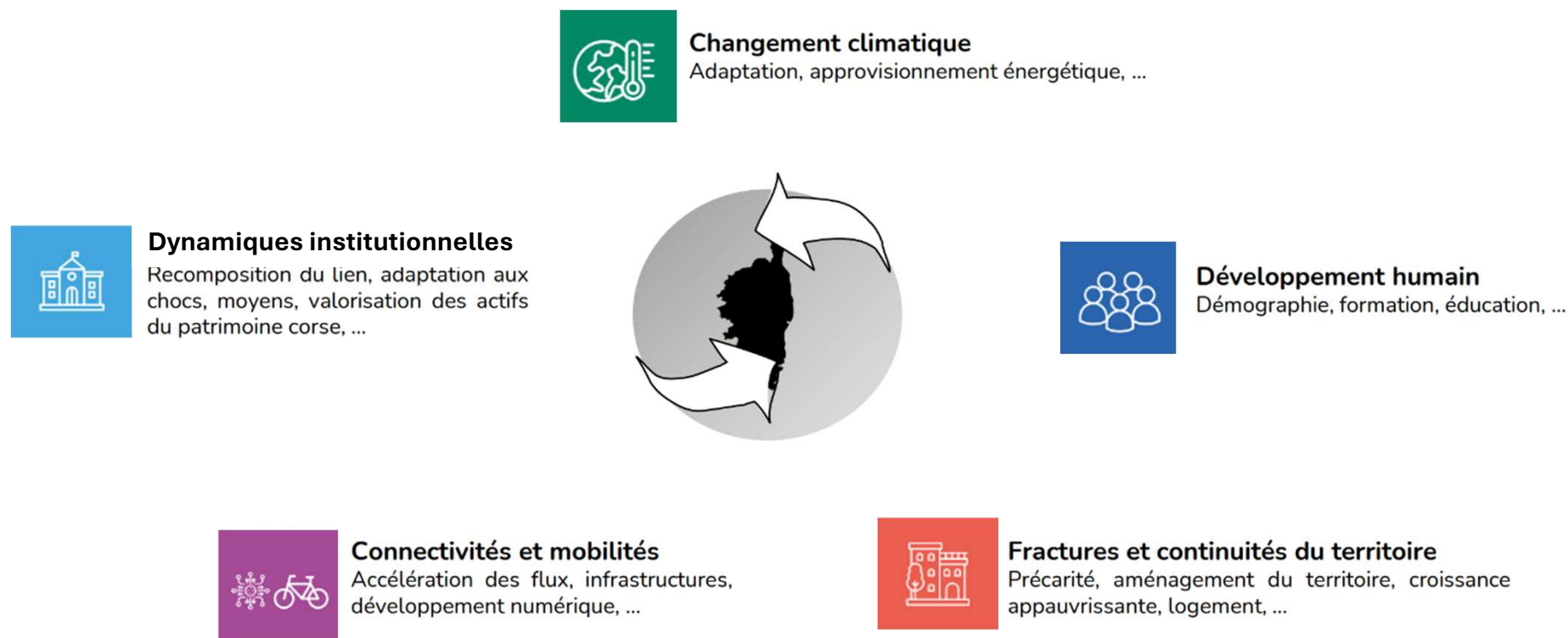
16 juillet 2025

Appréhender le système dans son ensemble

Si ces enjeux présentent chacun leurs propres dynamiques, leurs propres déterminants et leurs propres leviers d'action, la prospective vise à déterminer les interactions qu'ils entretiennent les uns avec les autres sur un temps long.

Cet exercice, que l'on nomme « analyse systémique », vise ainsi à s'affranchir de l'approche « en silo », pour construire un système global qui reflète la complexité des tendances économiques, sociales, environnementales et institutionnelles à l'œuvre en Corse, et qui ne sauraient être analysées séparément.

Le présent document de travail constitue une première version de cette analyse systémique, appelée à être enrichie et actualisée.



Quelques définitions préalables

Prospective

Explorer le futur à partir de la connaissance du présent et du passé. Examiner les évolutions possibles, les avenir imaginables, y compris ceux difficilement concevables. Un processus à la fois créatif, pluridisciplinaire, participatif, impliquant les parties prenantes pour penser l'homme, son environnement, l'organisation de la société. L'objectif final est d'éclairer la prise de décision et l'action dans le présent.

Variable

Une variable est **un objet, une caractéristique qui peut prendre différentes valeurs** et comprenant de l'information mesurable (variable quantitative) ou non (qualitative). Une variable peut être dépendante (variable influencée par les autres) ou indépendante (variable dont la valeur est déterminée en dehors du modèle, et qui ne dépend pas des autres variables). Les variables sont identifiées sur la base de l'étude documentaire, des entretiens avec les personnalités qualifiées, des conférences publiques et d'une veille globale.

Variable dépendante ou interne

Certaines variables sont « internes » dans la mesure où elles caractérisent l'objet ou le système étudié et dépendent des mécanismes internes à ce système. Elles sont façonnées par des facteurs locaux et peuvent être modifiées par les actions ou les décisions des acteurs présents sur le territoire. *Exemples de variables internes : l'attachement des habitants à leur lieu de vie, l'évolution de l'urbanisation, ...*

Variable indépendante ou externe

Certaines variables sont « externes » dans la mesure où elles caractérisent l'environnement dans lequel évolue l'objet d'étude. Elles sont souvent issues de facteurs ou de décisions provenant de l'extérieur du territoire, et échappent généralement à son contrôle direct. Ces variables reflètent des hypothèses contextuelles et peuvent influencer l'évolution du territoire sans qu'il ait d'influence sur elles. *Exemples de variables externes : réglementations européennes, bouleversements géopolitiques, ...*

Quelques définitions préalables

Enjeu

Un enjeu est une **thématique essentielle à étudier pour l'avenir**. Il est constitué d'un regroupement de variables et met en évidence ce qui est le plus « en jeu » pour l'avenir du système à horizon 2050. 5 enjeux ont été identifiés pour la Corse (cf. supra).

Tendance/Rupture

Une tendance est une **possibilité d'évolution d'une variable**. Pour chaque variable identifiée, il existe plusieurs tendances. Les « tendances en cours » sont des dynamiques déjà à l'œuvre découlant des évolutions passées. Elles peuvent être troublées voire bouleversées par des facteurs de rupture ou d'incertitude.

Invariant

Un invariant est une tendance lourde supposée permanente jusqu'à l'horizon étudié, à forte inertie mais pouvant affecter un phénomène sur une longue période. *Exemple d'invariant : le vieillissement de la population.*

Hypothèse

Une hypothèse est une **proposition/supposition concernant une relation entre des variables, une évolution possible d'une variable ou un phénomène à tester**, souvent dans le but d'expliquer ou de

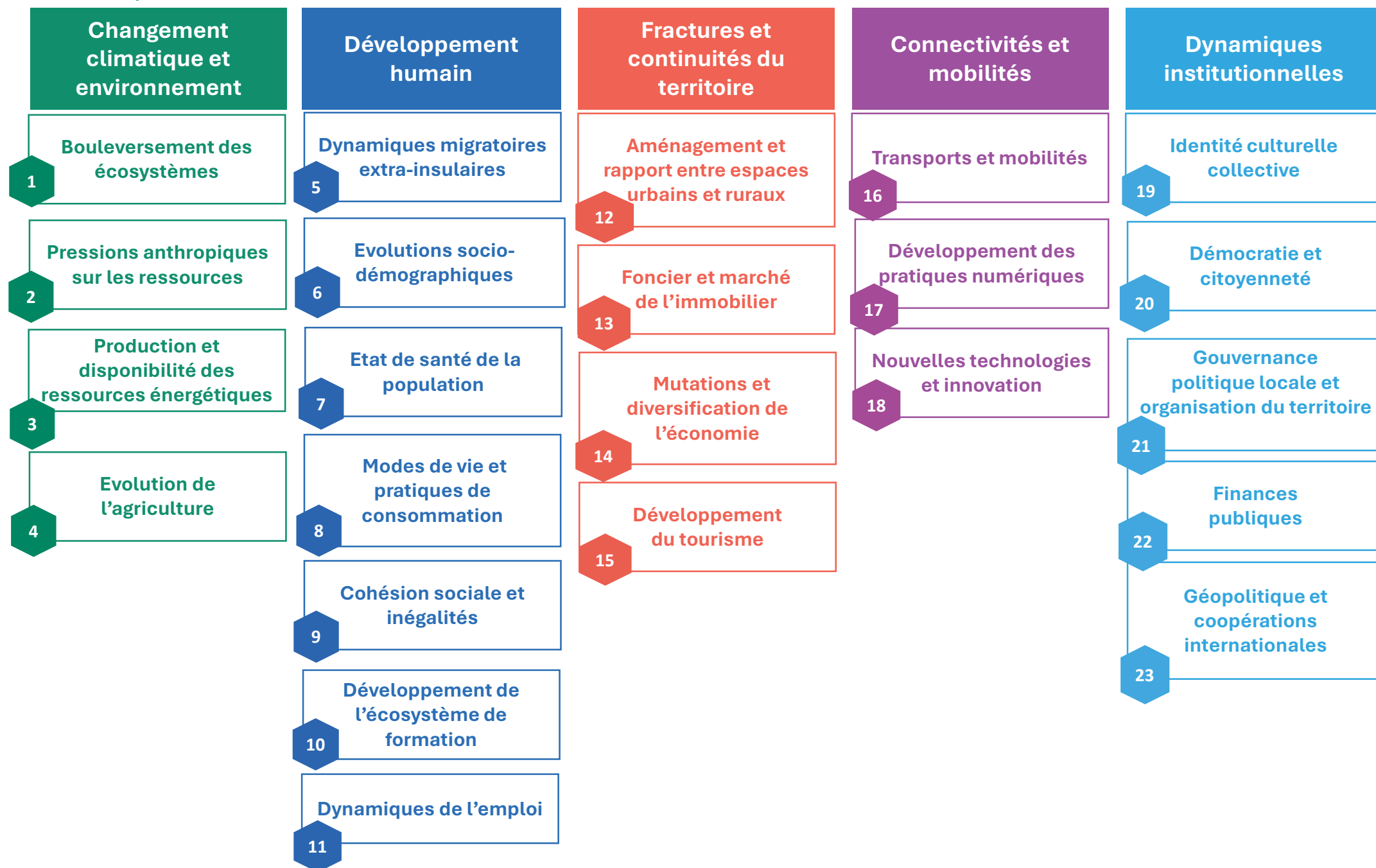
prédire l'évolution future d'un phénomène. Elle repose sur des observations initiales et sert de point de départ pour l'analyse, afin de vérifier si elle est confirmée ou infirmée par les données et les résultats obtenus. En phase de construction des scénarios, des hypothèses seront construites pour chaque variable.

Matrice

Une matrice est une **représentation sous forme de tableau** à double entrée. Une matrice à m lignes et n colonnes est un tableau de m*n coefficients.

Analyse structurelle / systémique

C'est une méthode qui consiste à **décrire un système complexe** en utilisant une matrice représentant les relations entre ses différents éléments constitutifs. Elle permet de représenter les interactions, d'identifier les variables influentes et dépendantes et de mettre en évidence les variables essentielles à l'évolution du système. Elle vise à comprendre les dynamiques sous-jacentes et à repérer les leviers d'action qui pourraient avoir un impact significatif sur son évolution.



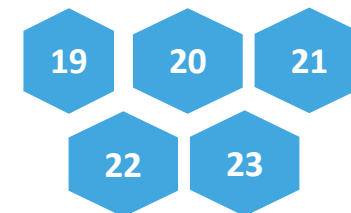
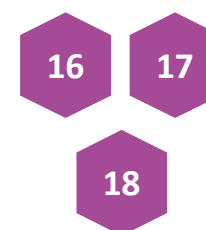
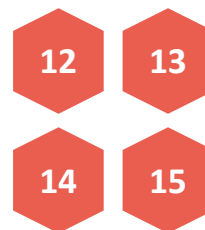
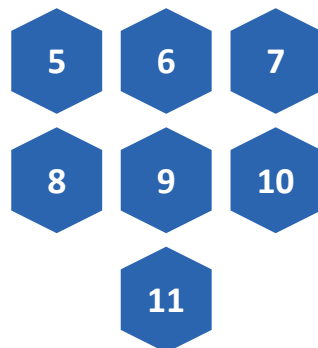
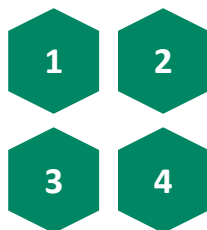
00 | 23 VARIABLES DÉCLINÉES EN 84 TENDANCES

Une structuration en niveaux

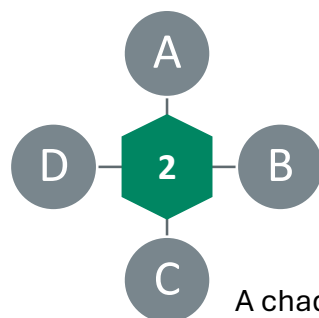
5 ENJEUX



23 VARIABLES



84 TENDANCES



A chaque variable correspondent plusieurs tendances (entre 2 et 6)

Chaque tendance est caractérisée par :

- Son effet : opportunité / menace / indéfini (selon le point de vue, peut constituer une opportunité comme une menace) ;
- Son niveau de certitude : certain / peu certain / incertain ;
- Son niveau d'impact : fort / moyen / faible ;
- Sa temporalité : court terme / moyen terme / long terme.

Vision macro des premières analyses

Chaque variable est caractérisée par plusieurs tendances, qui sont plus ou moins certaines, sur une temporalité variable (court, moyen et long terme) et aux impacts plus ou moins forts. Les tableaux suivants permettent de caractériser les 84 tendances.

La plupart des tendances sont certaines, à court terme et avec un impact fort.

	Changement climatique	Développement humain	Fractures et continuités	Connectivités et mobilités	Dynamiques institutionnelles
Certain	12	14	7	5	3
Moyennement certain	2	6	3	5	7
Incertain	2	3	5	1	9

Exemples de **tendances incertaines** :

- Le renforcement d'un écosystème de formation et de R&D
- Un niveau restreint d'acceptabilité de l'activité touristique
- Une lente décentralisation des compétences territoriales, dans la continuité des évolutions que la Corse a connues, menant davantage à un statu quo qu'à une véritable autonomisation de l'île

	Changement climatique	Développement humain	Fractures et continuités	Connectivités et mobilités	Dynamiques institutionnelles
Court terme	8	16	12	5	7
Moyen terme	5	7	3	3	9
Long terme	3	0	0	3	3

Exemples de **tendances de long terme** :

- Un développement des liaisons entre l'île et les pays / régions limitrophes
- Une élévation du niveau de la mer entraînant un recul important du trait de côte
- L'approfondissement de l'automatisation et de la digitalisation dans les métiers des services

	Changement climatique	Développement humain	Fractures et continuités	Connectivités et mobilités	Dynamiques institutionnelles
Faible impact	1	1	0	0	2
Impact moyen	2	12	7	4	7
Fort impact	13	10	8	7	10

Exemples de **tendances à fort impact** :

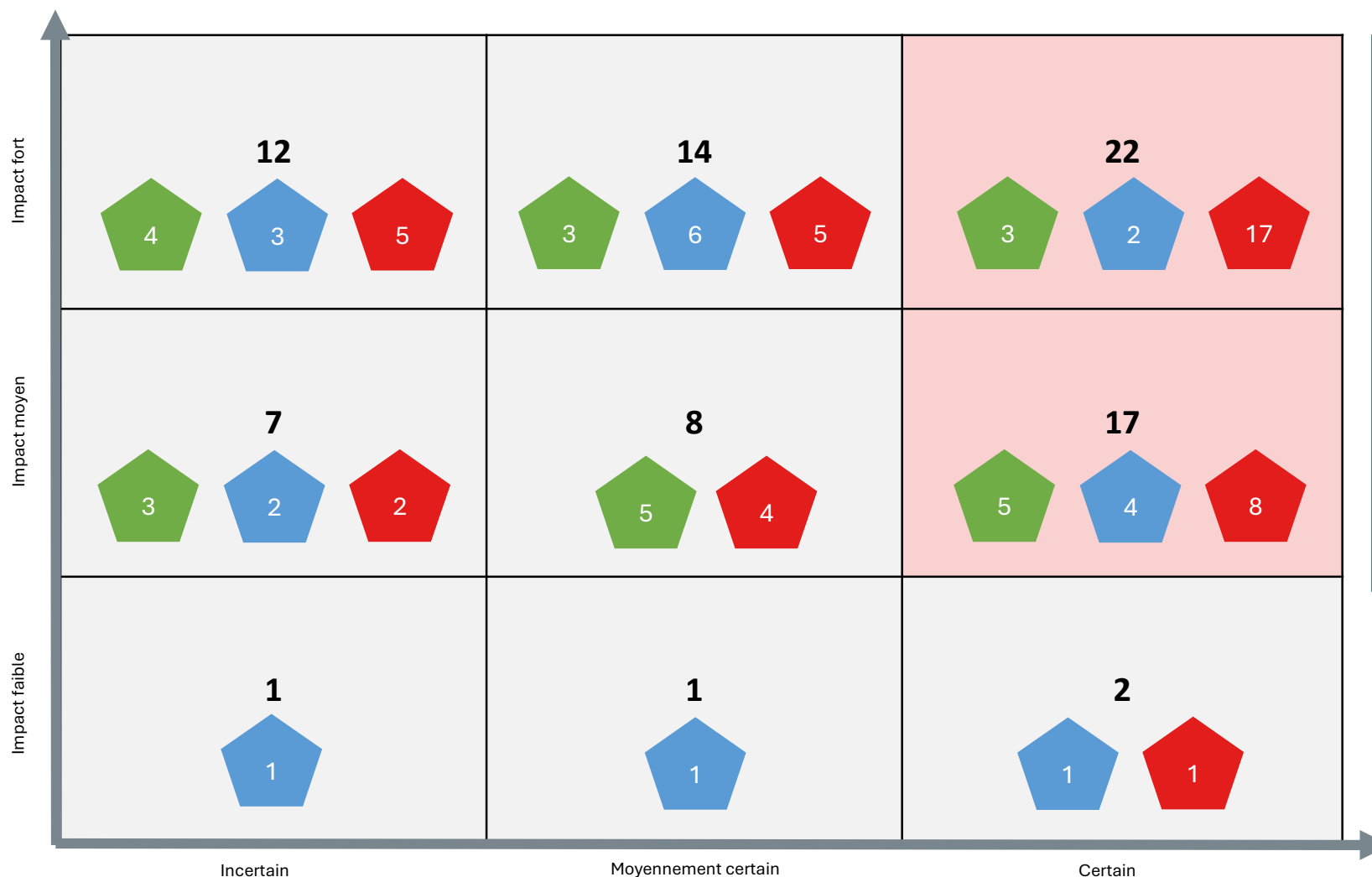
- L'artificialisation des sols et leur dégradation
- L'augmentation de nouvelles pratiques agricoles ayant un moindre impact sur l'environnement
- Un taux d'isolement important

LA MAJORITÉ DES TENDANCES SONT CERTAINES AVEC UN IMPACT FORT ET MOYEN

Répartition des 84 tendances selon les caractéristiques (impacts et niveaux de certitude)

L'objectif de l'exercice de prospective est de mettre en évidence les tendances déjà engagées à horizon 2050, et les incertitudes et facteurs de rupture qui pourraient les bouleverser, dans un sens souvent encore indéfini.

La plupart des tendances identifiées sont déjà en cours, et ont un impact fort ou modéré.



Exemples de **tendances en cours** à l'impact fort :

- Une pression sur la ressource en eau avec des conflits d'usage accentués en raison d'une disponibilité de plus en plus limitée
- Une dynamique globale de vieillissement particulièrement prononcée
- Une concentration toujours plus forte de la population, des activités et des services en ville : un phénomène de métropolisation et de littoralisation



Croisements des variables entre elles

L'intérêt principal d'une approche systémique est **de penser l'influence de chaque variable sur les autres**. Il peut y avoir des influences directes (fortes comme modérées) ou indirectes (par le biais d'une ou plusieurs variables).

Ce travail permet d'illustrer dans quelle mesure une décision sur une variable donnée peut en affecter une autre.

Dans cet exercice, **les 23 variables ont été croisées à l'ensemble des 22 autres variables** dans une matrice, ce qui a donné **529 croisements**. La somme des croisements d'une variable A avec l'ensemble des variables permet d'affirmer si la variable est **motrice / influente** (qu'elle a de l'impact sur un grand nombre de variables) ou si elle est **dépendante du système et influencée par lui** (que les autres variables ont beaucoup d'impact sur elle).

Enfin, pour une bonne compréhension, il est important de **justifier les croisements établis**. Afin de limiter au maximum toute part de subjectivité dans ce travail, une **revue scientifique** a été établie pour documenter dans la mesure du possible chaque justification de lien entre des variables (ex: étude ESTATE de l'Université de Corse établissant un lien entre le développement des meublés de tourisme et le prix du foncier), des **ateliers de travail** avec des experts se sont tenus et ces travaux ont été **encadrés méthodologiquement par la SCET** (filiale de la Caisse des dépôts et consignations) suivant les standards de la prospective territoriale.

MÉTHODOLOGIE POUR OBJECTIVER LES CROISEMENTS



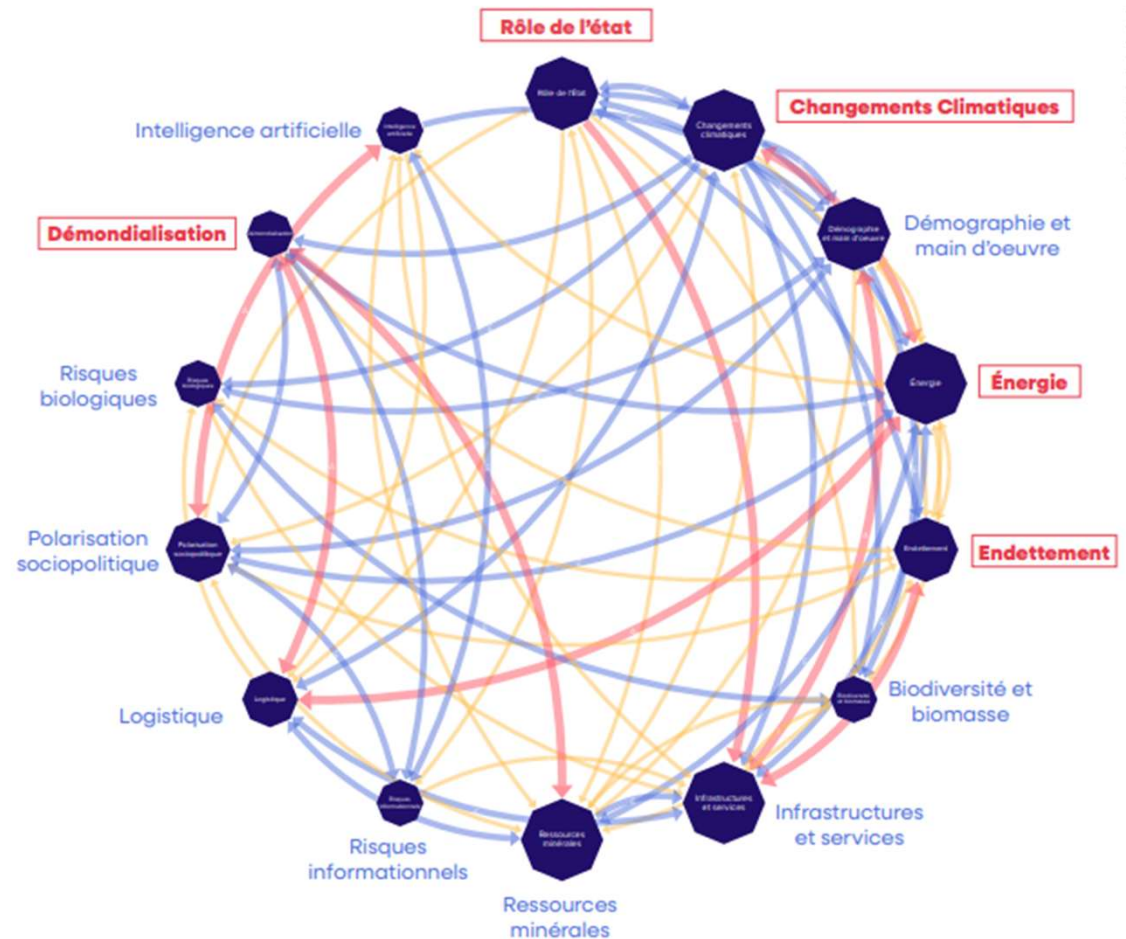
Chaque croisement entre variables a été catégorisé en 4 niveaux :

- Niveau 3 : impact direct et fort de la variable X sur la variable Y.
- Niveau 2 : impact direct et modéré ou faible de la variable X sur la variable Y.
- Niveau 1 : impact indirect de la variable X sur la variable Y (via une ou plusieurs variables Z).
- Niveau 0 : impact faible ou inexistant.

Des schémas par variables

La représentation des 529 croisements entre l'ensemble des 23 variables donnerait un graphique difficilement lisible, comme l'exemple ci-contre.

Nous avons pris le parti **de proposer pour chacune des variables, deux schémas. Le premier permet de recenser l'ensemble des variables impactées par la variable donnée, le second les variables impactant la variable donnée.**



Exemple tiré de l'étude **Québec 2040 sur l'économie québécoise**, par l'entreprise **Coboomb** (Auteurs : Elisabeth Vonarburg, Alain Ducharme, Geneviève Blouin, Jean-Louis Trudel et Josée Bérubé) <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.fr>

Pour assurer une analyse cohérente et structurée des variables, nous avons réalisé pour chaque variable :



1

Des **fiches variables** détaillant les caractéristiques, les interrelations et les enjeux que chaque variable présente dans le cadre de notre étude.

La structure des fiches est présentée à la page 17.

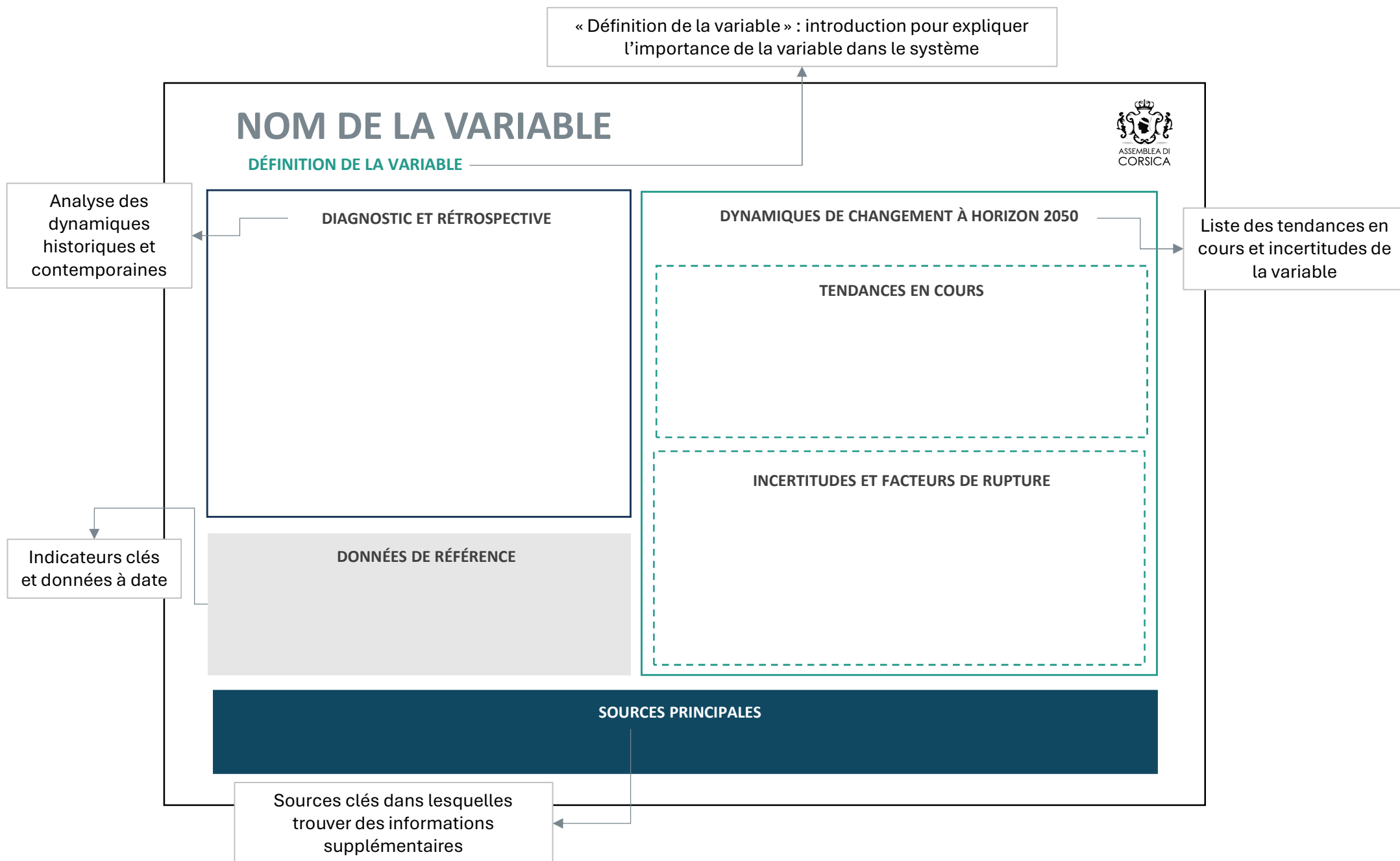
2

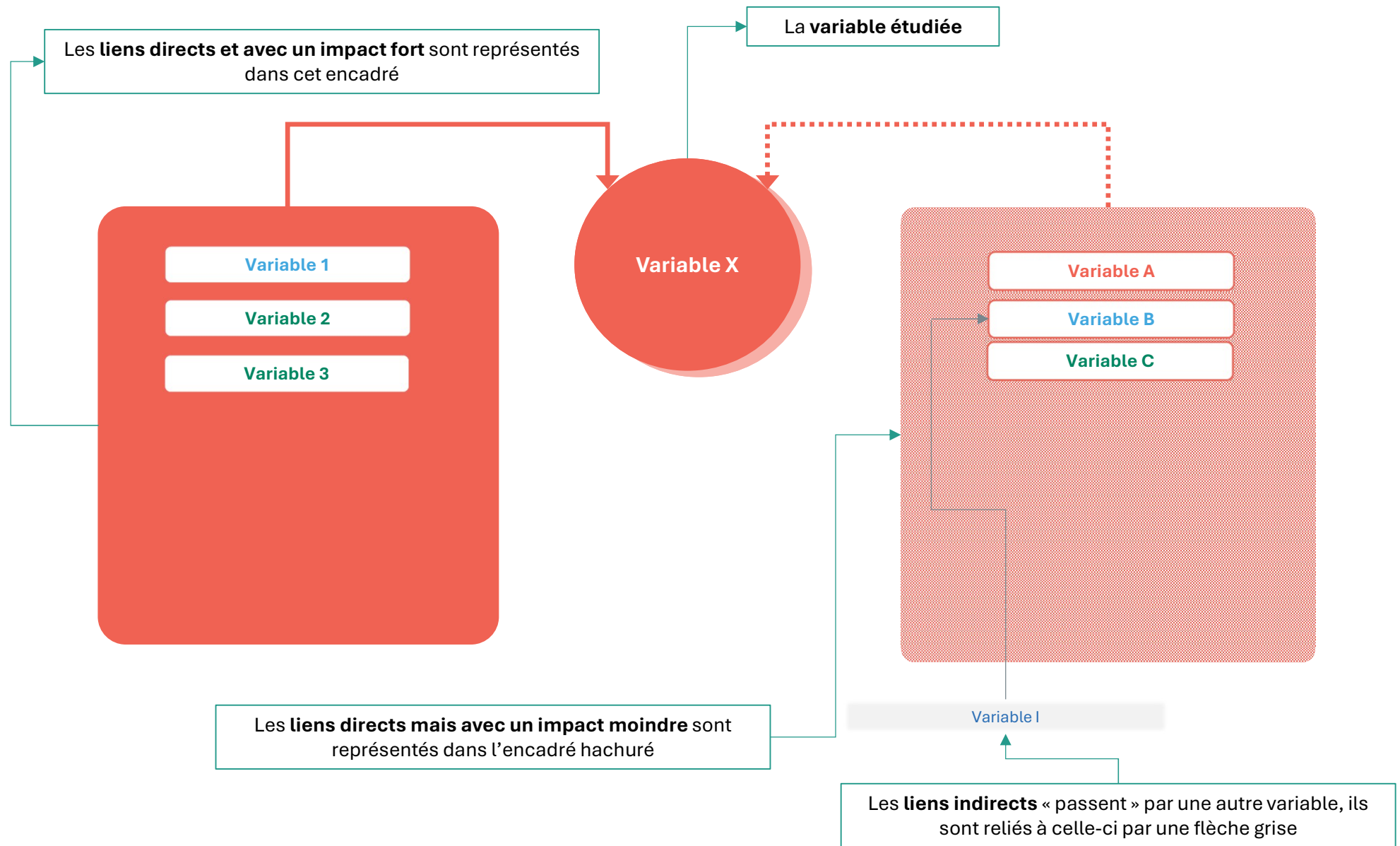
Un **état des lieux des interdépendances entre les variables** à travers des représentations schématiques qui illustrent et simplifient l'ensemble des liens (forts, modérés et indirects), tout en synthétisant leurs déterminants.

Un **schéma correspondant aux liens d'influence de la variable**, illustrant en quoi cette variable peut déterminer l'évolution d'autres composantes du système.

Un **schéma correspondant aux liens de dépendance de la variable**, illustrant en quoi cette variable est pour partie déterminée par d'autres composantes du système.

Les conventions schématiques sont présentées à la page 18.





Pour chaque variable, deux schémas sont représentés : l'impact de la variable sur le système et l'impact du système sur la variable.



01

LES VARIABLES CLÉS

Approche synthétique des évolutions passées et futures

01 | SOMMAIRE DES FICHES VARIABLES

Bouleversement des écosystèmes	p.22
Pressions anthropiques sur les ressources	p.23
Production et disponibilité des ressources énergétiques.....	p.24
Evolution de l'agriculture	p.25
Dynamiques migratoires extra-insulaires.....	p.27
Evolutions socio-démographiques	p.28
Etat de santé de la population.....	p.29
Modes de vie et pratiques de consommation.....	p.30
Cohésion sociale et inégalités	p.31
Développement de l'écosystème de formation	p.32
Dynamiques de l'emploi	p.33
Aménagement et rapport entre espaces urbains et ruraux	p.35
Foncier et marché de l'immobilier	p.36
Mutations et diversification de l'économie	p.37
Développement du tourisme	p.38
Transports et mobilités	p.40
Développement des pratiques numériques	p.41
Nouvelles technologies et innovation	p.42
Identité culturelle collective	p.44
Démocratie et citoyenneté	p.45
Gouvernance politique locale et organisation du territoire	p.46
Finances publiques	p.47
Géopolitique et coopérations internationales.....	p.48

ENJEU N°1 : CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENT

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ENTRAÎNE DES PERTURBATIONS DES ÉCOSYSTÈMES, MODIFIANT DURABLEMENT SES DÉTERMINANTS, NOTAMMENT LES TEMPÉRATURES, LA BIODIVERSITÉ, LES RESSOURCES NATURELLES. EN CORSE, LES EFFETS DE CES TRANSFORMATIONS DE FOND SERONT PARTICULIÈREMENT MARQUÉS D'ICI 2050, EXACERBÉS PAR AILLEURS PAR L'INTENSIFICATION DES ÉVÉNEMENTS CLIMATIQUES EXTRÊMES (VAGUES DE CHALEUR, TEMPÊTES, INCENDIES).

DIAGNOSTIC ET RÉTROSPECTIVE

La Corse est **riche en ressources naturelles aujourd'hui menacées** par le changement climatique. Les effets sur les écosystèmes des modifications thermiques et hydriques seront incontestables. De **nombreux facteurs sont aggravants** pour le système insulaire comme les risques d'intrusion salines, la faiblesse des débits de cours d'eau ou l'évapotranspiration.

La faune et la flore bénéficient déjà de dispositifs de protection, notamment grâce à une biodiversité marine exceptionnelle mais menacée. On compte également de multiples zones humides, une réserve biologique, sept réserves naturelles et 92 sites Natura 2000.

Le dérèglement climatique en Corse implique une **hausse importante des températures** avec une variation de **+1,3°C** d'écart entre la normale 1951-1980 et la normale 1991-2020 (+1,8°C avec la référence du GIEC) et la multiplication de nuits tropicales et de vagues de chaleur (35 depuis 1945 dont 30 depuis 2000). Les **régimes hydriques devraient aussi être modifiés** avec un débit annuel moyen moins important (entre -10 et -40%) et des précipitations plus importantes sur l'Ouest du territoire. De plus, les effets du changement climatique se traduisent par une **augmentation globale de la probabilité d'occurrence et de la gravité des risques**. Par exemple, 107 des 360 communes sont menacées par un risque d'inondation et le **niveau de la mer** devrait augmenter de 60 cm d'ici 2100 entraînant l'érosion de 10% du littoral oriental.

DYNAMIQUES DE CHANGEMENT À HORIZON 2050

TENDANCES EN COURS

La plupart des tendances sont **déjà en cours** et se poursuivront dans l'avenir :

- La **hausse des températures** et des contrastes saisonniers.
- La **sensibilité accrue des écosystèmes aux risques naturels** comme les feux de forêts et de maquis, la submersion marine ou les épisodes d'inondation.
- **L'élévation du niveau de la mer** entraînant un recul du trait de côte en Méditerranée.
- La **migration des étages de végétation** vers des étages en plus hautes altitudes, voire la disparition de certains types de végétation.
- La **diminution de la biodiversité** et l'augmentation des **espèces invasives**.
- La fermeture des milieux, par la progression d'espaces boisés et de maquis.

DONNÉES DE RÉFÉRENCE

- Température : **à l'horizon 2050**, la température devrait augmenter de **+2°C** par rapport à la période de référence (Météo France, DRIAS)
- Pluviométrie : **de -10 à -30** mm de précipitations annuelles à horizon 2050 et **+10% de précipitations extrêmes** (Météo France, DRIAS)
- Niveau des nappes phréatiques : **bas** à Linguizzetta, **haut** à Palasca et **très bas** à Pruprià (Info-Sécheresse)
- **98%** des surfaces touchées par des conditions propices aux départs de feux en 2007 (Météo France)
- **4,8%** de la population en Haute-Corse et **3,7%** en Corse du Sud exposés au risque submersion marine en 2017 dans l'Enveloppes Approchées des Inondations Potentielles (EAIP)
- **107 communes** sur les 360 de l'île couvertes par un Plan de Prévention des Risques Inondations (ARMC)

SOURCES PRINCIPALES

- | | | |
|--|---------------------|--|
| ▪ Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse | ▪ Culturel de Corse | ▪ Observatoire du Développement Durable de Corse |
| ▪ CEREMA | ▪ DREAL de la Corse | ▪ Office de l'Environnement de la Corse |
| ▪ CNRS | ▪ INSEE | ▪ Office français de la biodiversité |
| ▪ Conseil Economique, Social, Environnemental et | ▪ Météo France | ▪ Office National des Forêts |

LES ACTIVITÉS HUMAINES LOCALES ONT UN IMPACT MAJEUR SUR LES RESSOURCES NATURELLES, NOTAMMENT SUR LA RESSOURCE EN EAU, SUR LES SITES NATURELS ET LEUR BIODIVERSITÉ MAIS AUSSI SUR LES SOLS NON-ARTIFICIALISÉS. D'ICI 2050, LES DIFFÉRENTES FORMES DE PRESSIONS ANTHROPIQUES RISQUENT D'ACCENTUER LA RARÉFACTION DES RESSOURCES ET D'AGGRAVER LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE.

DIAGNOSTIC ET RÉTROSPECTIVE

En Corse, **les pressions anthropiques locales impactent de nombreuses ressources** et accentuent les effets du changement climatique. On constate une baisse de 3% des espaces agricoles entre 2000 et 2018 contre 45% de terres artificialisées supplémentaires sur la même période, majoritairement sur le littoral.

La ressource en eau et les zones humides sont également menacées par les **pics de consommation** durant les saisons touristiques, alors même que leur niveau est plus critique l'été. Le trafic (maritime, aérien) intense entraîne des risques importants de **pollution** et de collision avec les mammifères marins. L'utilisation de la voiture individuelle, mode de transport le plus utilisé par les touristes, est également une source de pollution importante.

Face à la **dégradation de certains sites naturels**, l'Office de l'Environnement de la Corse a mis en place une politique de quotas depuis mai 2023 pour réguler la fréquentation de quatre sites naturels emblématiques (Bavella, A Restonica, Scandola et les îles Lavezzi) et veiller à réduire l'impact du tourisme sur l'environnement.

Ainsi, les pressions anthropiques sur les ressources, notamment **stimulées par les dynamiques d'autres variables telles que la démographie, le tourisme, les modes de consommation, ou le marché foncier**, renforcent les effets du changement climatique sur les écosystèmes.

DYNAMIQUES DE CHANGEMENT À HORIZON 2050

TENDANCES EN COURS

L'ensemble des tendances sont **déjà en cours** et se poursuivront dans les années à venir :

- La **tension sur la ressource en eau** avec des conflits d'usage accentués en raison d'une disponibilité de plus en plus limitée.
- La **congestion** des sites naturels en période estivale.
- La **pollution** de l'ensemble des ressources naturelles par l'activité humaine : pollutions diffuses des sols et de l'eau, pollution de la qualité de l'air (ex. centrales aux fiouls en France).
- L'**artificialisation** et la dégradation de la qualité des sols.

DONNÉES DE RÉFÉRENCE

- Changement d'occupation des sols à effectuer par **comparaison des deux cartes du MOS** (Mode d'occupation des Sols) de Corse en cours de réalisation et disponibles début 2025
- Entre 2006 et 2012, **645 hectares** d'espaces naturels, agricoles et forestiers ont été consommés (CORINE Land Cover)
- En 2021, **40 personnes au km²** en Corse contre 106,5 en France (INSEE)
- Mesure de la pollution de l'air (Qualitair.corsica) et de l'eau (Office français de la biodiversité)
- **88%** des masses d'eau superficielles jugées bon état ou très bon état écologique, contre **10%** en état moyen et **1%** en état médiocre (Office français de la biodiversité)
- Fréquentation et quotas des sites naturels (étude de la Collectivité de Corse)

SOURCES PRINCIPALES

- ADEME
- Agence Européenne pour l'environnement
- CEREMA : rapport d'étude sur l'analyse du changement climatique en Corse
- Office Hydraulique de Corse
- Plan régional Santé Environnement
- PREV'AIR
- Rapport d'information de l'Assemblée corse : expérimentation de quotas
- Réseau de surveillance de la qualité de l'air

DU FAIT DE L'INSULARITÉ, ET EN PARTICULIER DE L'ABSENCE DE CONNEXION AU RÉSEAU ÉLECTRIQUE FRANÇAIS, LA CORSE EST, EN MATIÈRE ÉNERGÉTIQUE, STRUCTURELLEMENT DÉPENDANTE DE SES IMPORTATIONS (GAZ, FIOUL, ÉLECTRICITÉ ITALIENNE), APPELANT DE COMPLEXES ENJEUX POUR ATTEINDRE L'AUTONOMIE ÉNERGÉTIQUE D'UNE PART, ET LA DÉCARBONATION DU MIX D'AUTRE PART. LE DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES, L'ÉVOLUTION DES DEUX CENTRALES ÉLECTRIQUES AU FIOUL, ET LA PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE, SONT LES LEVIERS AU CŒUR DE CETTE TRANSITION DE LONG TERME.

DIAGNOSTIC ET RÉTROSPECTIVE

En Corse, **86% de la consommation d'énergie primaire relève d'importations**, dont 9% via des interconnexions électriques et 76% via l'importation de pétrole.

Concernant le mix électrique, la répartition des énergies s'établit à environ un tiers pour chacune des trois sources : les centrales thermiques de Lucciana et du Vazzio (dont la transition est l'un des enjeux énergétiques centraux, y compris en matière de pollution locale) ; les liaisons SACOI et SARCO depuis l'Italie et la Sardaigne pour les interconnexions ; et les énergies renouvelables locales (EnR), l'hydroélectricité et le photovoltaïque pour l'essentiel.

La Programmation Pluriannuelle de l'Energie fixe en 2023 un objectif de production de 40% d'EnR pour atteindre l'autonomie énergétique d'ici 2050 (AUE). L'énergie hydraulique représente la première source d'EnR sur l'île. Le photovoltaïque est en expansion mais reste encore limité en termes de capacité. Le secteur de la biomasse et du bois est en phase de développement, tandis que l'éolien, particulièrement concentré sur le Cap Corse et à Calinzana, ainsi que l'énergie marine, sont encore peu exploités, bien qu'ils constituent des pistes prometteuses pour l'avenir énergétique de l'île.

À moyen et long terme, **les besoins énergétiques de la Corse devraient croître**, malgré les efforts de décarbonation des activités économiques. Le défi majeur résidera dans la réduction de la consommation, avec des répercussions potentielles sur divers secteurs tels que le **tourisme**, le **logement** (notamment en matière d'isolation thermique), les **transports**, et le **déploiement des infrastructures numériques**... Le développement de nouvelles sources d'énergie nécessitera des investissements en **formation** et aura un impact significatif sur le **marché de l'emploi** en Corse.

DONNÉES DE RÉFÉRENCE

- Production annuelle locale d'électricité renouvelable : **éolien** (trois parcs, **11,3 GWh**), **solaire** (**238 GWh**), **hydraulique** (cinq barrages, **500 GWh**), **biogaz** (**6,3 GWh**) en 2020 - OREGES
- Part des énergies renouvelables dans la production d'énergie (**45,5% en 2020** - OREGES)

SOURCES PRINCIPALES

- Agence internationale de l'Energie
- Ecorsicawatt – EDF Corse : bilan prévisionnel de l'équilibre offre-demande d'électricité en Corse
- Eurostat
- Observatoire du développement durable de Corse (ODDC)
- Observatoire Régional de l'Energie des Gaz à Effet de Serre de Corse (OREGES)
- Observ'ER : Observatoire des énergies renouvelables

DYNAMIQUES DE CHANGEMENT À HORIZON 2050

TENDANCES EN COURS

Certaines tendances sont **déjà en cours** et devraient se poursuivre dans les années à venir :

- Les **besoins énergétiques** (individuels comme collectifs) toujours en croissance pour poursuivre les activités humaines, satisfaire les besoins de mobilités, l'utilisation de technologies, l'installation de climatisations...

INCERTITUDES

Certaines tendances sont plus incertaines au sujet de l'avenir de la production et des besoins énergétiques :

- Notamment, **la bascule du mix énergétique existant** (énergies fossiles et importées via le réseau électrique) **vers le développement de sources d'énergie renouvelables reste incertain** à horizon 2050.
- La **décroissance des besoins pour la consommation** du fait d'une meilleure performance énergétique des équipements et de la rénovation thermique.
- Le développement de réseaux de froid, notamment à partir des profondeurs marines.

01 | ÉVOLUTION DE L'AGRICULTURE

L'AGRICULTURE EST À LA FOIS UN ÉLÉMENT CONSTITUTIF DE L'IDENTITÉ CULTURELLE CORSE, LE PREMIER SECTEUR EXPORTATEUR DE L'ÎLE, ET UN PILIER CENTRAL DE L'ATTRACTIVITÉ TOURISTIQUE DU TERRITOIRE. HISTORIQUEMENT ET PHYSIQUEMENT FONDÉE SUR LA CONSTANCE DU CLIMAT, L'AGRICULTURE EST SANS DOUTE L'ACTIVITÉ HUMAINE LA PLUS DIRECTEMENT IMPACTÉE PAR LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE. AU-DELÀ DES QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES, LE SECTEUR AGRICOLE DOIT PAR AILLEURS FAIRE FACE À D'IMPORTANTS DÉFIS ÉCONOMIQUES, AUX ÉVOLUTIONS DES PRATIQUES, ET AUX MUTATIONS SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES.

DIAGNOSTIC ET RÉTROSPECTIVE

En Corse, le secteur agricole occupe 20% du territoire et est majoritairement exercé à de petites échelles, 50% des exploitations agricoles sont de petite taille dont 65% d'entre ces dernières en Haute-Corse (viticulture et arboriculture) et 35% en Corse du Sud (élevage) selon la DRAAF Corse. **Les productions agricoles traditionnelles ne couvrent que 33% de la demande du territoire.** D'après l'AGRESTE (2024), l'agriculture corse ne contribue qu'à environ 4% à la fourniture d'aliments à la population locale, ne permettant pas d'atteindre l'autonomie alimentaire.

17% des agriculteurs ont opté pour l'agriculture biologique, positionnant l'île au 2^e rang national, tandis que **80% des producteurs privilégient la vente en circuits courts**, plaçant ainsi la Corse en tête à l'échelle nationale. Avec une **production d'une valeur de 342 millions d'euros**, l'agriculture représente néanmoins seulement **3% du PIB** de l'île. Parmi les différentes filières, 80% de la valeur des productions agricoles provient des filières végétales, la viticulture en étant la principale.

Si la Corse comptait près de **9 000 exploitations agricoles en 1970, ces dernières étaient moins de 3 000 en 2020**. Néanmoins, depuis une dizaine d'années, le nombre d'exploitations ne baisse plus en Corse, contrairement à la tendance nationale, connaissant même une légère hausse, en partie tirée par l'installation de jeunes exploitants, mais de moins en moins rapide depuis 2019.

Dans un contexte de **raréfaction des ressources**, l'agriculture fait face à des **défis environnementaux majeurs**, notamment en Plaine Orientale. Alors que de nouvelles périodes de sécheresse sont attendues, l'irrigation des cultures représente 52 % des prélèvements, dont la majeure partie en Haute-Corse. Face à ces enjeux, les agriculteurs adaptent leurs cultures, en introduisant des variétés résistantes comme l'avocat et le kiwi, pouvant néanmoins induire une augmentation des consommations en eau, et cherchent activement des solutions pour contrer les menaces croissantes posées par les espèces invasives.

D'autres variables ont un impact important sur l'agriculture comme la **pression foncière** liée à l'étalement urbain qui peut entraîner des **conflits d'usage** entre les terres agricoles et la construction d'équipements et de logements.

DONNÉES DE RÉFÉRENCE

- Superficie Agricole Utilisée (SAU) : **25% de surfaces agricoles soit 168 000 ha** en 2021 – DRAAF Corse
- Recensement agricole (Agreste) : **+0,4% en Corse d'exploitation entre 2010 et 2020** – DRAAF Corse
- **790 producteurs bio** en 2021 pour **5 878 ha de production bio** – DRAAF Corse

DYNAMIQUES DE CHANGEMENT À HORIZON 2050

TENDANCES EN COURS

- L'accentuation des **fragilités agricoles** qui sera renforcée par la pression foncière et les nouvelles espèces invasives.
- Les **changements de pratiques**, bien que nécessaires, pour adapter l'agriculture au contexte climatique nouveau, qui auront un coût financier pour les exploitants.
- Le **vieillessement des exploitants**, et des difficultés de transmission.

INCERTITUDES ET FACTEURS DE RUPTURE

Ce qui est plus incertain est l'**ampleur que vont prendre ces tendances à horizon 2050** :

- Le **bouleversement des pratiques agricoles** pour intégrer les enjeux environnementaux, comme l'extension de l'agriculture vers des altitudes plus élevées qui dépendra de la disponibilité foncière et des aides de l'Etat envers les propriétaires agricoles.
- Les **nouvelles dynamiques agricoles en lien avec les avancées de la biotechnologie**, qui pourraient avoir des impacts en termes d'acceptabilité et d'inégalités entre agriculteurs face au coût de telles innovations.

SOURCES PRINCIPALES

- Chambres d'agriculture
- DRAAF Corse
- INRAE
- Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (Agreste, statistiques, évaluation et prospective du ministère)
- Office du Développement Agricole et Rural de Corse (ODARC)

ENJEU N°2 : DÉVELOPPEMENT HUMAIN

01 | DYNAMIQUES MIGRATOIRES EXTRA-INSULAIRES

LA CORSE ENREGISTRE UNE CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE EXCLUSIVEMENT PORTÉE PAR UN SOLDE MIGRATOIRE POSITIF. TÉMOIN DE L'ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE, CETTE DYNAMIQUE IMPLIQUE UNE CROISSANCE DES BESOINS EN SERVICE PUBLIC, EN EMPLOI ET EN LOGEMENT, APPELANT PAR AILLEURS DES DÉFIS EN TERMES DE COHÉSION SOCIALE ET CULTURELLE.

DIAGNOSTIC ET RÉTROSPECTIVE

Entre 2015 et 2021, 20 310 nouveaux résidents ont été enregistrés par l'INSEE en Corse, pour une croissance annuelle de l'ordre de 1% par an, exclusivement permise par un solde migratoire positif (en 2020, 7 700 arrivées pour 4 800 départs).

Bien que les **nouveaux arrivants soient majoritairement français** (86,6 % en 2016), leur profil pourrait évoluer dans un contexte international incertain. Actuellement, le territoire bénéficie d'un **potentiel d'attractivité** notable, 60% des nouveaux arrivants sont actifs et 7% sont des étudiants. L'héliotropisme des seniors, représentant seulement 15 % des arrivées en 2016, a un impact encore limité. Ainsi, **les migrations actuelles tendent davantage à ralentir le vieillissement démographique qu'à l'accroître**.

Les **dynamiques migratoires** ont un impact complexe et difficile à qualifier. Elles peuvent constituer une **opportunité** pour le territoire (permettant de contrebalancer le solde naturel négatif) tout en engendrant des **implications significatives pour les politiques publiques** (logement, transports, santé, etc.) et pour l'équilibre social et culturel de l'île.

Concernant les **départs**, ceux-ci sont principalement motivés par la **recherche d'opportunités professionnelles ou de formations**, notamment pour les jeunes de 18 à 24 ans. Toutefois, la mobilité des Corses reste faible, la région figurant parmi les trois régions métropolitaines présentant les taux de départs les plus bas.

Sur le territoire insulaire, **les flux migratoires sont fortement polarisés autour des zones urbaines et littorales, et influencent surtout l'urbanisation et l'étalement des agglomérations**, déjà importantes, tout en accentuant l'isolement des espaces ruraux, souvent mal desservis, et présentant pour certains un déclin démographique.

DONNÉES DE RÉFÉRENCE

- Entre 2015 et 2021, **+0,8%/an de population** (INSEE), si l'augmentation se poursuit de la même manière, il y aura 385 000 habitants en Corse en 2070 contre 350 000 actuellement
- Diversité des profils de personnes arrivées en Corse : **60% de population active dont 10% de chômeurs, 7% d'étudiants et 15% de retraités en 2016** (INSEE)
- Nationalités des personnes arrivées en Corse : **moins de 1 000 d'étrangers en 2020 sur 7 700 arrivées**
- Pourcentage de résidences secondaires : **39,3% des logements en 2021** (INSEE)
- Nombre d'arrivants en Corse : **7 700 en 2020**, dont environ 900 étrangers (INSEE)
- Nombre de départs de Corse : **4 800 en 2020** (INSEE)
- Taux de **mobilité moyen du parc locatif social de 10,3%** en 2023 et **taux de vacance de 0,9%** (DREAL)

DYNAMIQUES DE CHANGEMENT À HORIZON 2050

TENDANCES EN COURS

- Un **solde migratoire positif mais qui se stabilise** sur le long terme soutenant la croissance démographique de la Corse d'ici 2050, mais suivant un rythme de plus en plus faible, du fait de la décroissance du solde naturel.

INCERTITUDES ET FACTEURS DE RUPTURE

Ce qui est plus incertain est l'**ampleur que vont prendre ces tendances à horizon 2050** :

- Les **migrations en provenance du bassin méditerranéen**, liées au changement climatique, restent pour l'instant relativement faibles en Corse, où peu d'étrangers s'installent.
- Un phénomène d'héliotropisme accru à horizon 2050 avec l'arrivée de retraités qui acquièrent des maisons secondaires et/ou choisissant de s'installer en Corse.

SOURCES PRINCIPALES

- Enquêtes de recensement INSEE et projections Omphale
- Organisation Internationale pour les Migrations
- Registres municipaux, nationaux et d'état civil

EN CORSE, LES TENDANCES D'ÉVOLUTIONS SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES REPRÉSENTENT DAVANTAGE DES MENACES QUE DES OPPORTUNITÉS POUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE EN RAISON DU RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE ET DE SES EFFETS SUR L'ÉCONOMIE, LE MARCHÉ DE L'EMPLOI ET, DE MANIÈRE PLUS GÉNÉRALE, SUR LA COHÉSION SOCIALE.

DIAGNOSTIC ET RÉTROSPECTIVE

En Corse, la **croissance démographique moyenne est de 1% par an**, soit la plus importante de France métropolitaine), marquée par une contribution négative du **solde naturel (-0,1%)** et un solde migratoire positif (2 900 habitants en 2020, pour 7 700 arrivées et 4 800 départs).

La population est particulièrement âgée avec, en 2021, **120 personnes de 65 ans ou plus pour 100 jeunes de moins de 20 ans** (86,3 en France). **Le nombre de jeunes diminue**, notamment dans les territoires ruraux, phénomène s'expliquant par des difficultés d'accès à l'emploi.

Ces dynamiques risquent d'accentuer plusieurs phénomènes comme l'isolement des personnes âgées et précarisées mais aussi d'autres types de population. L'**hétérogénéisation des modes de vie** (augmentation des familles monoparentales, des divorces...) peut également entraîner l'isolement de personnes plus jeunes. Par ailleurs, bien que le développement du numérique **n'implique pas nécessairement l'isolement**, il peut favoriser ce phénomène lorsque les interactions sociales deviennent majoritairement dématérialisées.

Les projections réalisées par l'INSEE sur l'évolution démographique de la Corse prévoient une **croissance annuelle plus faible d'ici 2070**, avec une **baisse des naissances** et une hausse des décès. Le vieillissement de la population entraînera une baisse de la main-d'œuvre disponible, avec **moins d'un habitant sur deux en âge de travailler** (entre 15 et 64 ans).

Les **tendances sont relativement certaines** concernant l'évolution socio-démographique de l'île avec des **impacts significatifs à court terme**. Cela remet en question l'équilibre économique, soulevant des enjeux en matière de redistribution, de développement du système de soins et de lutte contre l'isolement.

DONNÉES DE RÉFÉRENCE

- **Age moyen : 44 ans en 2022** (INSEE)
- Taux d'isolement des personnes âgées : **39% des 80 ans et plus vivent isolés en 2017** (INSEE)
- Taux de croissance : **1% par an entre 2015 et 2021** (INSEE)
- Espérance de vie à la naissance : **86 ans pour les femmes et 80 ans et 8 mois pour les hommes en 2023** (INSEE)
- Types de ménage : **33% de ménage unipersonnel, 25% de ménages couple / enfants et 12% de ménages monoparentaux** en 2021 (INSEE)
- Age moyen de la mère à la première naissance : **31,2 ans en 2023** (INSEE)
- Nombre de divorces : **371 divorces** en 2017 (INSEE)

DYNAMIQUES DE CHANGEMENT À HORIZON 2050

TENDANCES EN COURS

- Une **poursuite de la croissance démographique, mais à un rythme plus modéré**.
- Une **dynamique globale de vieillissement** plus prononcée que dans les autres régions, pouvant entraîner un ratio de 240 seniors pour 100 jeunes en 2070 (contre 120 en 2021).
- Un **taux d'isolement** élevé, notamment parmi les personnes âgées et dans des territoires ruraux.

INCERTITUDE

Il est plus incertain de mesurer la tendance à l'**hétérogénéisation des modes de vie** : éclatement des noyaux familiaux, nouvelles formes de modèles familiaux, nouvelles formes de relations, augmentation de l'éloignement des membres d'une famille, etc. Une tendance nationale à la remise en cause du modèle traditionnel de la cellule familiale comporte un **risque d'isolement**. Pour autant, des nouvelles pratiques (notamment numériques et en matière de mobilité) pourraient atténuer ce risque.

SOURCES PRINCIPALES

- Données administratives
- Projections OMPHALE de l'INSEE
- Registres municipaux, nationaux et d'état civil
- Statistiques INSEE

SI L'ESPÉRANCE DE VIE DES CORSES TEND À AUGMENTER, L'ÉTAT DE SANTÉ GLOBAL A TENDANCE À SE DÉGRADER NOTAMMENT EN TERMES DE SANTÉ MENTALE MAIS AUSSI DE NOMBREUSES MALADIES CHRONIQUES LIÉES AU VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION ET À LA FORTE PRÉCARITÉ. L'ACCÈS AU SOIN DEVIENT ALORS UN ENJEU DE PRÉOCCUPATION MAJEUR, QUI EST ABORDÉ DE MANIÈRE PLUS DÉTAILLÉE DANS LES FICHES VARIABLES AMÉNAGEMENT ET EMPLOI.

DIAGNOSTIC ET RÉTROSPECTIVE

En Corse, les taux de mortalité, de mortalité prématurée et infantile sont globalement similaires aux taux nationaux. Néanmoins, le territoire est marqué par des **spécificités environnementales** qui influencent l'état de santé général de la population, notamment la présence du « radon », un gaz radioactif ainsi que l'amiante naturel. De plus, les réseaux d'eau et les installations de traitement des secteurs ruraux sont souvent obsolètes rendant l'eau du robinet non potable pour environ 12% de la population. Par ailleurs, certains comportements influencent le taux de mortalité chez les jeunes, notamment les accidents mortels de la route qui touchent davantage les 18-30 ans.

En ce qui concerne le **vieillessement** de la population, la Corse compte une **proportion importante d'habitants âgés de 60 ans ou plus (30%)** ce qui entraîne un **isolement supérieur** à la moyenne nationale. Environ 29% des seniors vivant à domicile sont touchés par une ou plusieurs limitations fonctionnelles, dont 21% de limitations physiques, 13% sensorielles et 6% cognitives. Cependant, seulement **89% d'entre eux bénéficient d'une aide professionnelle ou technique**.

L'offre de santé sur le territoire souffre de certaines lacunes, notamment en termes de spécialités médicales, ce qui contraint les patients à se déplacer hors de l'île, notamment à Marseille, pour des traitements spécifiques. La Corse est l'unique **région dépourvue de CHU** et de nombreuses zones rurales sont considérées comme des **déserts médicaux**. Seules les communautés de communes de Bastia et d'Ajaccio disposent d'une offre de santé suffisamment développée.

À l'avenir, les tendances nationales et mondiales envisagent la **multiplication des maladies chroniques** liées à nos modes de vie, aux dégradations de nos pratiques de consommation et à l'impact négatif de notre environnement.

DONNÉES DE RÉFÉRENCE

- Espérance de vie en bonne santé : **63,4 ans pour les hommes et 64,5 pour les femmes en 2023** (INSEE)
- Taux de suicide des jeunes : **75,1 tentatives pour 100 000 habitants** (en moyenne au national en 2017 : 148/100 000), INSEE
- Tendances addictives des jeunes : **31% des 17 ans sont fumeurs** quotidiens (contre 25% en France), et **3% sont consommateurs de cannabis** (contre 7% en France) – INSEE 2023
- Nombre de structure de soins (ARS)
- Nombre de médecin et infirmiers par habitant et par microrégions (ARS)

DYNAMIQUES DE CHANGEMENT À HORIZON 2050

TENDANCES EN COURS

- Davantage de maladies dues au **vieillessement de la population** avec des problèmes liés à l'**autonomie**.
- **L'augmentation des maladies chroniques** (obésité, allergies, diabète, etc.) dues à des facteurs multiples (vieillessement, exposition aux polluants, influence des espèces invasives, etc.) dans une dynamique similaire à celle observée au niveau mondial.
- **L'augmentation des maladies et troubles psychiatriques**, notamment parmi les populations les plus jeunes.

SOURCES PRINCIPALES

- Observatoire français des drogues et des tendances addictives (OFDT)
- Programme ICOPE de l'OMS
- Projet Régional de Santé de Corse 2023-2028 (Agence Régionale de Santé)
- Rapport "Santé 2030 : une analyse prospective de l'innovation en santé"
- Santé publique France

LA CONSOMMATION CONSTITUE LE PRINCIPAL MOTEUR DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE CORSE. LES HABITUDES DE CONSOMMATION ÉVOLUENT AU FIL DU TEMPS ET INFLUENCENT AINSI LES DYNAMIQUES ÉCONOMIQUES. L'AGRICULTURE, LE TOURISME, ET LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE, SOCLES DE CETTE DYNAMIQUE, SONT ELLES-MÊMES INFLUENCÉES PAR DE MULTIPLES FACTEURS : LE POUVOIR D'ACHAT, L'IMPACT DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, L'ÉVOLUTION DES MOBILITÉS, ET L'ÉVOLUTION DES COMPORTEMENTS DES CONSOMMATEURS.

DIAGNOSTIC ET RÉTROSPECTIVE

Les pratiques de consommation ont beaucoup évolué depuis la seconde guerre mondiale : standardisation des produits, réduction du temps de travail et accès accru aux loisirs. Aujourd'hui la **capacité de consommation semble jouer un rôle plus déterminant que la position d'un individu dans la hiérarchie sociale** que son métier ou son statut. Néanmoins, ces dernières années, de signaux faibles semblent témoigner de l'affirmation d'une logique de « consommer mieux », plutôt que « consommer plus », notamment dans le cadre de la transition écologique.

La Corse est davantage une **économie de consommation que de production** (OCDE), dans laquelle le tourisme occupe une place centrale (la **consommation touristique représente 39% du PIB** de l'île). Dans un territoire où **les prix à la consommation sont nettement supérieurs** à la moyenne nationale, cette centralité des mécanismes de consommation a des implications sociales et économiques lourdes.

De plus, la croissance démographique contribue à l'**accroissement de la demande**.

En miroir de cette consommation, et de cette dynamique touristique, la Corse présente une **production de déchets importante, fortement saisonnée**. Bien qu'une baisse de 8 % des déchets par habitant ait été observée depuis 2021, la production touristique de déchets supplémentaires (environ 160 tonnes de plus en période touristique) **surcharge les centres d'enfouissement, soulignant la nécessité de renforcer les infrastructures de tri et de valorisation des déchets**.

À l'avenir, **deux tendances opposées risquent de se renforcer** : d'une part, la **standardisation** des habitudes de consommation, favorisée par l'expansion des zones commerciales et le développement du **e-commerce** ; d'autre part, un attrait croissant pour les **produits locaux de terroir**, de qualité, recherchés tant par la population corse que par les touristes.

DONNÉES DE RÉFÉRENCE

- **Prix à la consommation : 14% supérieurs pour les produits alimentaires** à la moyenne nationale en 2022, et 7% pour tous les biens et services.
- Développement de labels locaux, comme Gusti di Corsica par l'ODARC
- Nombre de points de vente pour 1000 habitants : -8% entre 2015 et 2020
- **Augmentation projetée de + 27% de kg de déchets** d'ici 2033 (Plan territorial de Gestion des Déchets de la Collectivité de Corse)

DYNAMIQUES DE CHANGEMENT À HORIZON 2050

TENDANCES EN COURS

Les tendances liées à la consommation sont déjà en cours et devraient se poursuivre avec les années, notamment :

- Les attentes croissantes de consommation locale en **circuit-courts** ou les pratiques de **consommation collaboratives**, qui peuvent améliorer la cohésion sociale et veiller à promouvoir le métier de producteur / d'éleveur.
- La sensibilité des marchés pour des **produits de terroir / locaux** y compris à l'international.
- La poursuite des attentes **d'authenticité et de qualité environnementale** de la part des touristes notamment et des consommateurs de manière générale.
- À l'inverse, la **standardisation des habitudes** de consommation, liée au développement du e-commerce, à l'influence des réseaux sociaux et à l'augmentation du nombre de grandes surfaces par rapport aux commerces de proximité, exerce également une influence majeure sur les dynamiques économiques locales.
- La baisse relative de la **production de déchets** (-4% entre 2024 et 2022), mais des coûts de traitement toujours très élevés, et le maintien de fortes problématiques de traitement et d'enfouissement des déchets.

SOURCES PRINCIPALES

- Déchetteries
- Observatoire de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Corse
- Publications du Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de vie
- Rapports d'information de la délégation sénatoriale à la prospective. Exemple : « Vers une alimentation durable : Un enjeu sanitaire, social, territorial et environnemental majeur pour la France » publié en 2012
- SYVADEC

SI LA CORSE CONNAIT DEPUIS PLUSIEURS ANNÉES UNE FORTE CROISSANCE DE SON PIB, LA DISPERSION DES REVENUS ET LE TAUX DE PAUVRETÉ DEMEURENT ÉLEVÉS, TÉMOIGNANT D'UN ENRICHISSEMENT POUR PARTIE POLARISÉ. LES INÉGALITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES DÉPENDENT TOUT À LA FOIS DE LA STRUCTURE DE L'EMPLOI, DE L'EMPLOYABILITÉ DE LA POPULATION (NIVEAU DE DIPLOME), MAIS ÉGALEMENT DES MÉCANISMES REDISTRIBUTIFS ET SOCIAUX. PLUS LES INÉGALITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES SONT IMPORTANTES, PLUS LA COHÉSION SOCIALE EN EST AFFAIBLIE. SI LE SECTEUR ASSOCIATIF, DENSE EN CORSE, JOUE UN RÔLE ESSENTIEL DANS LA PRÉSERVATION DE LA COHÉSION SOCIALE, ET PEUT ÊTRE UN PILIER DE LA SOLIDARITÉ, LA RARÉFACTION DES RESSOURCES PUBLIQUES CONSTITUE UN RISQUE MAJEUR, TANT AU NIVEAU NATIONAL QUE TERRITORIAL.

DIAGNOSTIC ET RÉTROSPECTIVE

La Corse a le **taux de pauvreté le plus élevé des régions métropolitaines avec 18%** en 2021. Les moins de 30 ans (24%), de même que les personnes âgées de plus de 75 ans (18,5%) sont particulièrement touchés par ces situations de précarité. Par ailleurs, l'accès à l'emploi ne suffit plus à s'affranchir de ces situations, car, si le taux de chômage est relativement proche de la moyenne nationale (6,5 % en 2024, contre 7,4 % au niveau national), 40% des salariés corses perçoivent des bas salaires, le revenu médian s'élève à 22 390€ en 2021, inférieur à la médiane nationale de 23 080€, et les prix des produits alimentaires sont 14% plus élevés.

Par ailleurs, un phénomène de captation et de polarisation de la croissance économique, illustrée par la **forte dispersion des revenus** dans l'île, renforce ce contexte d'inégalités socio-économiques.

La pauvreté se manifeste sous diverses formes, dépassant la seule dimension monétaire, et inclut notamment des **difficultés d'accès au logement, à la santé et l'affirmation de mécanismes d'exclusion sociale**. Ce phénomène est également marqué par une fragmentation des services, un affaiblissement des liens sociaux et une désertification de certains territoires.

La cohésion sociale en Corse est étroitement liée à l'identité qui joue un rôle central dans l'intégration et la vie sociale des habitants. Le secteur associatif, en particulier, fortement actif en Corse, témoigne de la richesse de ce lien. Néanmoins, l'avenir de ses actions reste incertain, dans un contexte de raréfaction de la ressource publique dont il dépend, et de croissance des besoins auxquels il doit répondre.

Au-delà de l'action associative, la croissance de ces besoins impacte également les marges de manœuvre financières des collectivités et de l'Etat, laissant entrevoir pour les années à venir des réformes sociales pouvant contribuer à aggraver la situation territoriale.

DONNÉES DE RÉFÉRENCE

- Part de la population des 18-24 ans scolarisée : **43% en 2021** (INSEE)
- Taux de chômage : **6,5% en 2024** (France Travail)
- Statut de l'emploi : **80% de salariés** dont 70% de titulaires de la fonction publique en CDI et 8% de CDD et **20% de non-salariés** dont 12% indépendants en 2021 (INSEE)
- Revenu médian : **21 500€ en 2020** (INSEE). Premier décile : 11 180€ // Neuvième décile : 40 320€
- Inégalités salariales : **les femmes gagneraient 12% de moins que les hommes** (INSEE 2021)
- 83 000 et 90 000 bénévoles associatifs dont 35 000 à 37 000 bénévoles réguliers (CRESS Corsica)
- Aides sociales : 40 M€ d'allocation RSA versée en 2021 par la Collectivité de Corse

DYNAMIQUES DE CHANGEMENT À HORIZON 2050

TENDANCES EN COURS

Certaines tendances sont **déjà en cours** et pourraient se poursuivre à l'avenir :

- Les **inégalités socio-économiques** marquées en Corse, qui vont continuer de croître (niveau de revenu et pouvoir d'achat, accès à la formation et à l'emploi).
- **Réduction des ressources publiques dans un contexte d'accroissement des besoins.**

INCERTITUDES ET FACTEURS DE RUPTURE

- **Réduction de la densité d'action du tissu associatif corse**, notamment par manque de moyens.
- **Allègement de l'Etat providence** et recul de l'intervention de l'Etat en matière sociale.
- A l'inverse, renforcement d'une **fiscalité redistributrice, y compris à l'échelle territoriale.**

SOURCES PRINCIPALES

- Enquêtes de recensement
- CRESS
- INSEE
- OCDE
- Préfecture
- Rapports des agences pour l'emploi

LES ENJEUX DE FORMATION SE SITUENT AU CROISEMENT DES BESOINS DES ENTREPRISES DU TERRITOIRE, DE LA SITUATION SOCIALE DE LA POPULATION, ET DU DÉVELOPPEMENT DE NOUVEAUX SECTEURS D'ACTIVITÉS SUR L'ÎLE. PLUS LARGEMENT, L'OFFRE DE FORMATION IMPACTE L'ÉCONOMIE ET LES MODES DE VIE. LES INÉGALITÉS D'ACCÈS AUX FORMATIONS ENTRAÎNENT DES INÉGALITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES SUR LE TERRITOIRE.

DIAGNOSTIC ET RÉTROSPECTIVE

En Corse, **l'offre de formation demeure limitée**, avec seulement 400 formations disponibles, qui ne correspondent pas toujours aux exigences du marché insulaire. Le territoire ne dispose que d'une seule université, l'Université de Corse, qui propose une gamme de formations diversifiées. Toutefois, tant cette université que les autres organismes de formation tendent à **s'adapter progressivement aux besoins spécifiques du territoire**, en développant des formations plus variées et davantage en adéquation avec les réalités économiques et professionnelles locales.

Les secteurs du bâtiment, du tourisme, et les métiers du *care* sont en tension et connaissent des **difficultés à recruter**, en partie à cause de **l'inadéquation des formations proposées avec les compétences demandées par les employeurs**. Par ailleurs, **l'accès à la formation** reste inégalitaire, en raison de problèmes liés à la mobilité, à la localisation des centres de formation et à la méconnaissance des options disponibles. Malgré la création de nouvelles formations, il est essentiel de pouvoir **susciter des vocations chez les jeunes** notamment dans le domaine de la santé.

De nombreuses opportunités de développement de secteurs économiques sur le territoire reposent sur la **capacité de formation des jeunes et des employés en reconversion**, afin de disposer de la main-d'œuvre nécessaire à ces nouvelles activités. Par exemple, le **développement de nouvelles sources d'énergie** nécessiterait un recrutement important alors que l'offre locale de formations diplômantes dans ce domaine reste très limitée.

De plus, le développement de nouvelles technologies et l'évolution de certains métiers impliquent des besoins en formation continue pour les employés afin d'assurer une mise en œuvre efficace de ces nouvelles pratiques.

DONNÉES DE RÉFÉRENCE

- Indicateur de concentration d'emploi (nombre d'emplois occupés dans une zone pour 100 actifs résidant dans la zone et ayant un emploi) : **99,2 en 2021** (INSEE)
- Dépenses en R&D : **60€/habitant** en 2019 (INSEE)
- Nombre de publication de brevets : **une dizaine par an** (INSEE)
- Nombre de diplômes proposés en Corse (organismes de formation)
- Nombre de diplômés par type de diplôme par an (organismes de formation)

DYNAMIQUES DE CHANGEMENT À HORIZON 2050

INCERTITUDES ET FACTEURS DE RUPTURE

Si le sujet de la formation et de l'offre disponible est central pour de nombreuses variables du système corse, les tendances à ce sujet sont incertaines à horizon 2050 :

- La question de l'adéquation entre les **formations professionnelles** proposées localement et les **besoins de main-d'œuvre. Quels effets d'une inadéquation pour le marché de l'emploi et les futurs diplômés ?** Le développement de l'Université de Corse, en lien avec la création de nouveaux cursus dans d'autres villes moyennes corses permettraient de renforcer l'offre de formation sur l'île et d'attirer de nouveaux étudiants, les formant aux métiers en tension ou en développement sur le territoire.
- Le renforcement d'un **écosystème de formation et de R&D**, en réponse aux nouveaux besoins du territoire et aux aspirations des jeunes générations.

SOURCES PRINCIPALES

- CNRS
- INSEE
- Ministères de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation
- Ministère du travail et de l'emploi
- Organismes de formation : université, AFPA, écoles, etc.
- Rapport des agences pour l'emploi

01 | DYNAMIQUES DE L'EMPLOI

L'EMPLOI EN CORSE, FORTEMENT TERTIARISÉ ET PUBLIC, PEU TOURNÉ VERS L'INDUSTRIE, EST POUR PARTIE LE FRUIT DES IMPLICATIONS STRUCTURELLES DE L'INSULARITÉ : COMPÉTITIVITÉ PLUS FAIBLE À L'EXPORTATION, COÛT PLUS ÉLEVÉ DES MATIÈRES PREMIÈRES, BESOINS DE SERVICES PUBLICS RENFORCÉS POUR UNE DENSITÉ DE POPULATION FAIBLE. IL EST ÉGALEMENT INFLUENCÉ PAR DE MULTIPLES VARIABLES, TELLES QUE LES MOBILITÉS, LA CRÉATION DE LIENS SOCIAUX, LES MUTATIONS ET LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE AINSI QUE L'OFFRE DE FORMATIONS DISPONIBLES SUR LE TERRITOIRE.

DIAGNOSTIC ET RÉTROSPECTIVE

Bien que la Corse affiche un **taux d'emploi record**, le vieillissement de la population risque de ralentir la productivité de l'île en raison de la **baisse structurelle du nombre d'actifs**. En effet, l'île est la région dans laquelle la **part de la silver economy est la plus élevée, représentant 7,42% de l'ensemble des emplois**.

Le **manque de main-d'œuvre** dans certains secteurs stratégiques a des impacts importants sur le **développement des infrastructures**, et freine *in fine* pour partie l'aménagement de l'île. Les **métiers de la santé sont aussi en tension**, avec 27 000 personnes sans médecin traitant en 2022 et une moyenne de 93 médecins généralistes pour 100 000 habitants (allant de 66/100K en Centre Corse à 132/100K dans l'Ouest). De plus, avec le vieillissement de la population, de nombreux secteurs voient leurs besoins en main-d'œuvre augmenter.

De nombreux jeunes en Corse occupent des **emplois saisonniers**, principalement dans le secteur du tourisme, ce qui contribue à la précarité et renforce les inégalités socio-économiques entre les habitants.

Le **secteur public** est largement dominant dans l'emploi corse tandis que le secteur privé peine à se développer pour absorber la main-d'œuvre locale disponible. Une baisse du nombre d'emplois de la fonction publique en Corse pourrait ainsi contribuer à déséquilibrer le marché de l'emploi.

À l'avenir, le **développement futur de nouvelles formes d'énergie** sur le territoire pourrait se heurter à un manque de **main-d'œuvre qualifiée** si aucune formation supplémentaire n'est mise en place. Enfin, l'arrivée de personnes formées à ces technologies serait nécessaire, au détriment des populations locales en recherche d'emploi.

DONNÉES DE RÉFÉRENCE

- Emploi salarié total : +0,4% contre +0,5% au niveau national en 2024 (INSEE)
- Taux de chômage : **6,5% en 2024** (INSEE)
- Nombre de médecins généralistes par habitant : **93 médecins généralistes pour 100 000 habitants** (entre 66/100K en Centre Corse et 132/100K dans l'Ouest)
- Proportion de l'emploi public sur les emplois : **parmi les salariés, 70% sont titulaires de la fonction publique en CDI** en 2021 (INSEE)
- Création d'entreprises : **+16,1% contre +0,5% au niveau national** en 2024 (INSEE)

DYNAMIQUES DE CHANGEMENT À HORIZON 2050

TENDANCES EN COURS

Certaines tendances sont **déjà en cours** et pourraient se poursuivre avec les années comme :

- Les **tensions sur les métiers du care** dans une société vieillissante et au taux d'isolement important, soulèvent des problématiques liées à la disponibilité de la main-d'œuvre, ainsi qu'à l'accès aux médecins et spécialistes. Ces enjeux englobent des questions de mobilité sur le territoire, d'inégalités socio-économiques et d'augmentation du nombre de seniors vivant sur l'île.
- La **diminution générale de la main-d'œuvre disponible** pour le développement de nouveaux secteurs malgré de possibles arrivants extérieurs à la Corse.
- Les **créations d'emploi dans des domaines nouveaux et en développement sur le territoire** (énergies renouvelables, robotique) qui pourraient intéresser les jeunes diplômés et renforcer l'attractivité du territoire corse.

INCERTITUDES ET FACTEURS DE RUPTURE

- La **baisse du nombre d'emplois dans la fonction publique**, au niveau national comme local, qui impliquerait à court terme un déséquilibre pour la Corse.

SOURCES PRINCIPALES

- Agence Régionale de Corse
- Direction générale de l'administration et de la fonction publique
- France Travail
- INSEE
- Ministères : du Travail, de l'Economie et de la Fonction Publique
- OCDE
- Rapport des agences pour l'emploi

ENJEU N°3 : FRACTURES ET CONTINUITÉS DU TERRITOIRE

01 | AMÉNAGEMENT ET RAPPORT ENTRE ESPACES URBAINS ET RURAUX

LE TERRITOIRE CORSE EST MARQUÉ PAR DES INÉGALITÉS DE DÉVELOPPEMENT ET D'ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES ENTRE LES ESPACES CÔTIERS, URBAINS, RURAUX ET MONTAGNEUX, CE QUI SOULÈVE UN DÉFI EN MATIÈRE D'ÉQUILIBRE TERRITORIAL. PAR AILLEURS, CERTAINS ESPACES CONNAISSENT UN ÉTALEMENT URBAIN IMPORTANT, PARFOIS AU DÉTRIMENT DES ESPACES NATURELS OU AGRICOLES.

DIAGNOSTIC ET RÉTROSPECTIVE

Les **zones côtières et urbaines bénéficient des meilleures connexions**, grâce à des **infrastructures plus développées** et une capacité d'accueil plus importante, tout en profitant de l'attractivité touristique des régions littorales.

Depuis 2013, la forte **croissance économique et démographique observée dans les zones urbaines et périurbaines** des principales agglomérations, majoritairement alimentées par leurs périphéries, contraste avec la croissance plus modérée des espaces ruraux et de l'intérieur de l'île.

En 2023, aucun SCoT n'a été adopté, et le seul PLUi a été annulé par le Tribunal Administratif de Bastia. Actuellement, seulement 18% des 360 communes disposent d'un PLU et 24,7% d'une carte communale. Face à la rareté des documents d'urbanisme, il est probable que la **polarisation littorale continue de s'intensifier**. Dans ce contexte, la **révision de PADDUC** pourrait permettre de structurer le développement de l'île tout en conciliant les impératifs environnementaux, sociaux et économiques.

Aujourd'hui, les dix communes les plus peuplées regroupent près de **170 000 habitants**, soit plus de **50% de la population totale** de l'île, et plus de **60% des emplois** sont localisés sur **les pays Ajaccien et Bastiais**. La recherche d'un habitat individuel accentue le phénomène d'étalement urbain autour des centres très développés. À l'inverse, le développement des **zones rurales**, plus enclavées, **reste limité par rapport à la dynamique du littoral**. La **croissance démographique plus faible** témoigne d'une **moindre attractivité**. Ces territoires souffrent notamment d'un **manque de services et d'infrastructures de transport**.

Les enjeux liés à l'aménagement du territoire croisent ceux du changement climatique, de la cohésion sociale, des prix de l'immobilier, de la mobilité et de l'emploi pour les habitants.

SOURCES PRINCIPALES

- CEREMA
- Diagnostic de l'attractivité de la Corse dans le nouvel environnement mondial, OCDE 2024
- INSEE
- PADDUC et documents d'urbanisme locaux

DYNAMIQUES DE CHANGEMENT À HORIZON 2050

TENDANCES EN COURS

Les tendances observées actuellement pourraient se poursuivre en créant un risque important de **fracture territoriale** :

- La concentration toujours plus importante de la population, des activités et des services, renforçant le phénomène **d'urbanisation des villes et de leur périphérie et de littoralisation**.
- La **désertification de territoires centraux enclavés** engendrant une accentuation des inégalités territoriales d'accès aux services et équipements (déserts médicaux, etc.). Les villages historiquement habités connaissent une déprise importante du fait de l'absence d'équipements et de services.
- **L'étalement urbain**, relativement contraint par les effets du PADDUC et de l'objectif "Zéro Artificialisation Nette" de la loi Climat et Résilience qui entraîne un déséquilibre dans le potentiel de développement territorial sur l'île.

DONNÉES DE RÉFÉRENCE

- Evolution du nombre d'habitants dans les pôles urbains : **86%** de la population vit dans l'aire d'attraction d'une ville en 2021, au sein de ces aires, les pôles concentrent **52%** de la population (INSEE)
- Evolution du nombre de commerces, équipements et services et de leur répartition pour 10 000 habitants (INSEE) : entre 2009 et 2015, le nombre de commerces de proximité baisse de **0,7% par an** dans les centres-villes des agglomérations de taille intermédiaire
- Consommation d'espace NAF (en ha) : **282 ha en 2022**, dont 196 ha à destination d'habitat (Portail national de l'artificialisation des sols)
- Evolution de la consommation des surfaces urbanisées par bassin de vie
- Temps de déplacement aux principales infrastructures de service

LES MARCHÉS FONCIER ET IMMOBILIER CONNAISSENT D'IMPORTANTES TENSIONS, SOUTENUES PAR L'ATTRACTIVITÉ TOURISTIQUE DE L'ÎLE, LE DÉVELOPPEMENT DES RÉSIDENCES SECONDAIRES ET LA CROISSANCE DÉMOGRAPHIQUE. ELLES DONNENT NOTAMMENT LIEU À L'AFFIRMATION DE LOGIQUES SPÉCULATIVES, QUI CONTRIBUENT À UNE HAUSSE CONTINUE DES PRIX. CETTE DYNAMIQUE ENGENDRE UNE DOUBLE INÉGALITÉ : ENTRE LES RÉSIDENTS D'UNE PART (RÉDUCTION DE L'ACCÈS AU LOGEMENT, NOTAMMENT POUR LES JEUNES ET LES FOYERS À REVENUS MODESTES) ET LES TERRITOIRES D'AUTRE PART (ZONES LITTORALES À FORTE ATTRACTIVITÉ TOURISTIQUE MAIS SOUFFRANT DE DIFFICULTÉS DE LOGEMENT, ET TERRITOIRES RURAUX DE L'INTÉRIEUR EN SITUATION D'APPAUVRISSMENT ET DE DÉSSERTIFICATION).

DIAGNOSTIC ET RÉTROSPECTIVE

La situation foncière en Corse est marquée par une pression accrue, caractérisée par une hausse significative des prix des terrains et des logements, tant dans les marchés locatifs qu'acquisitifs. Cette pression se manifeste de la manière suivante :

- **Une pression foncière** caractérisée par une forte augmentation du prix des terrains au m² : **entre 2006 et 2017** pour la France, la surface moyenne des terrains a diminué d'environ - 28% alors que le prix moyen augmentait de + 23%. En Corse, sur la même période, ces chiffres sont respectivement **de - 36% et de + 51%**.
- **Une pression immobilière importante** : les prix des loyers et de vente sont parmi les plus élevés de France alors que la région connaît le deuxième plus faible revenu médian du pays. Ainsi, en 2022 le loyer mensuel moyen est le 2^{ème} plus élevé de France métropolitaine (**10€/m² pour une maison ; 11,36€/m² pour un appartement**, pour des moyennes nationales de 8,20€, et 9,38€).
- Une part toujours plus importante des résidences secondaires : **97 483 résidences secondaires soit + 60,8% entre 1999 et 2021**.
- Une **faible part des logements sociaux** : 10,3% contre 17,4% en moyenne en France avec de fortes disparités sur le territoire.

Ces dynamiques sont en partie expliquées par **l'attractivité touristique** de l'île, la croissance démographique et la **concentration de la population** dans les zones urbaines.

DYNAMIQUES DE CHANGEMENT À HORIZON 2050

TENDANCES EN COURS

- Les **difficultés des populations locales à se loger** face à des prix de vente et des loyers trop élevés pour le niveau de vie moyen.
- L'**augmentation du nombre de résidences secondaires** liée à l'attractivité touristique de l'île.
- Le marché de l'immobilier, de plus en plus **spéculatif**, qui constitue un réel déséquilibre socio-économique au sein de la société corse.

INCERTITUDE

L'évolution des taux d'intérêt reste incertaine. Bien que ceux-ci affectent de manière homogène tous les acteurs du marché, ils peuvent avoir un **impact différencié sur l'accès au logement, en fonction des capacités financières des acheteurs**. À l'inverse, la fiscalité, qui dépend de la valeur du bien, s'inscrit dans une logique redistributive et sociale. **Il est donc probable que l'évolution des taux d'intérêt tende à freiner la dynamique du marché immobilier en Corse**, en particulier si ceux-ci se dirigent vers des niveaux moins favorables.

DONNÉES DE RÉFÉRENCE

- Logements vacants du parc privé depuis plus de 2 ans (LOVAC) : **12 168 en 2021**
- Taux de vacance structurelle (plus de 3 mois) dans le logement social (RPLS) : **1,3% en 2022**
- Evolution des prix de l'immobilier au m² (application Dynmark du CEREMA) : **3916€ du m² (médiane)** pour un appartement en Corse du Sud et **3134€** en Haute-Corse **en 2023**
- Evolution du nombre de résidences secondaires (INSEE) : **97 483 résidences secondaires en 2021** contre 60 607 en 1999
- Evolution des taux d'intérêt des prêts immobiliers au niveau national (Banque de France, retraitement INSEE)
- Evolution du nombre de logement sociaux : **16 027 en 2024**, 10,3% des résidences principales contre 17,4% au niveau national soit +10,9% entre 2019 et 2024 (Préfecture de Corse)

SOURCES PRINCIPALES

- Banque de France
- Corsica Statistica
- Diagnostic de l'attractivité de la Corse dans le nouvel environnement mondial, OCDE 2024
- DREETS
- Etude ESTATE de l'université de Corse en matière d'impact sur le prix de l'immobilier
- INSEE
- DREAL
- Préfecture

01 | MUTATION ET DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE

LES MUTATIONS FUTURES DU MONDE ÉCONOMIQUE, TANT AU NIVEAU LOCAL QU'INTERNATIONAL, NÉCESSITENT D'ÊTRE ANTICIPÉES EN RAISON DE LEURS IMPLICATIONS TERRITORIALES. ACTUELLEMENT, L'ÉCONOMIE CORSE REPOSE PRINCIPALEMENT SUR QUATRE SECTEURS CLÉS : LE TOURISME, LE SECTEUR PUBLIC, LA CONSTRUCTION, AINSI QUE LES SERVICES ET LE COMMERCE.

DIAGNOSTIC ET RÉTROSPECTIVE

L'économie de l'île est caractérisée par un **poids élevé de la fonction publique**, représentant environ **un emploi salarié sur cinq**, et par un secteur économique peu diversifié. Les trois principaux secteurs de l'économie corse — **le tourisme, les commerces et services de proximité, ainsi que le bâtiment et travaux publics (BTP)** — **génèrent plus de 50% du PIB** et une part importante de l'emploi, avec environ **14% des emplois dans le BTP et 10% dans le tourisme**. Cependant, des secteurs émergents tels que le numérique et les énergies renouvelables connaissent une croissance, offrant des perspectives de diversification économique.

Concernant sa balance commerciale, l'économie insulaire est davantage **orientée vers la consommation** que la production, posant ainsi des défis pour un développement plus résilient de l'île, notamment en ce qui concerne l'accès aux produits agroalimentaires. Bien que les **exportations restent relativement faibles**, certaines filières de production, en particulier dans l'agroalimentaire, affichent une dynamique positive, parvenant à exporter principalement vers la France continentale, et dans une moindre mesure vers l'international.

Selon l'OCDE, l'île a attiré **peu d'investissements directs étrangers (IDE)** ces dernières années, **à l'exception du secteur touristique** et du **marché foncier** qui **suscitent un intérêt croissant de la part des investisseurs étrangers** mais dont l'impact sur l'accès au logement n'est sans doute pas neutre.

La diversification de l'économie constitue une **variable clé aux multiples impacts** sur le système corse tout en étant fortement **influencée par d'autres thématiques (entre autres, l'énergie, la formation, les mobilités et la géopolitique)**.

DONNÉES DE RÉFÉRENCE

- Evolution de la part des emplois relevant du secteur de l'industrie (INSEE) : **5,5% en 2020 et 5,8% en 2023**
- Evolution de la valeur ajoutée régionale relative à l'industrie (INSEE) : **6,9% en 2020 et 6,5% en 2021**
- Suivi de l'évolution de tous les secteurs d'activité (INSEE)
- Evolution de la répartition sectorielle du chiffre d'affaires et de l'emploi

DYNAMIQUES DE CHANGEMENT À HORIZON 2050

TENDANCES EN COURS

Plusieurs tendances sont en cours et devraient se renforcer dans les années à venir, ce sont des tendances globales et nationales :

- Le **verdissement et la décarbonation de l'économie**.
- La **digitalisation de l'économie** avec une adoption croissante des technologies numériques, accompagnée d'un renforcement des investissements mondiaux dans l'innovation, les technologies émergentes et les solutions numériques.

INCERTITUDES ET FACTEURS DE RUPTURE

Il est plus incertain de mesurer la **capacité de la Corse à diversifier son économie vers de nouveaux secteurs d'activité**, afin de réduire sa dépendance aux chocs externes, notamment ceux liés à l'économie touristique. Toutefois, cette diversification pourrait être facilitée par les financements nationaux destinés à la **réindustrialisation** et à la **décarbonation** de l'industrie, offrant ainsi des opportunités pour soutenir des projets innovants et renforcer la résilience économique de l'île.

D'autres tendances, plus particulières à la Corse, sont incertaines :

- La **balance commerciale toujours négative** notamment en raison de la forte dépendance aux importations en provenance du continent.
- L'attractivité des **investissements directs étrangers en baisse**.

SOURCES PRINCIPALES

- CCI
- Corsica Statistica
- Diagnostic de l'attractivité de la Corse dans le nouvel environnement mondial, OCDE 2024
- Douanes
- INSEE
- Observatoire Régional de l'Energie et des Gaz à Effet de Serre (OREGES)
- OTC

EN CORSE, LE TOURISME CONSTITUE LA PRINCIPALE ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE, AYANT UN IMPACT MAJEUR SUR L'ENSEMBLE DU SYSTÈME INSULAIRE. IL INFLUENCE DIRECTEMENT L'ÉCONOMIE, L'EMPLOI, MAIS AUSSI L'ENVIRONNEMENT, NOTAMMENT EN TERMES DE PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ. CETTE DÉPENDANCE AU TOURISME GÉNÈRE POUR PARTIE DES DISPARITÉS DE DÉVELOPPEMENT, CRÉANT DES ÉCARTS SIGNIFICATIFS ENTRE LES ZONES FORTEMENT TOURISTIQUES ET CELLES QUI NE BÉNÉFICIENT PAS DES RETOMBÉES.

DIAGNOSTIC ET RÉTROSPECTIVE

En Corse, le tourisme constitue la **principale activité économique**. La consommation touristique représentait 39 % du PIB régional en 2021. En 2018, **12 % de l'emploi total** en moyenne annuelle était lié à cette activité, bien qu'il soit pour partie saisonnier et précaire. Au-delà de son impact économique direct, le tourisme constitue également un **vecteur d'exportation** par le maintien d'une consommation de produits corses des visiteurs après leur séjour, et l'affirmation d'un rayonnement des produits insulaires hors de l'île. Par ailleurs, une partie des services stimulés par l'activité touristique bénéficie aux résidents.

Bien que le secteur soit dominé par une **forte saisonnalité estivale** et concentré sur le tourisme balnéaire, le tourisme de montagne, notamment le GR20, gagne en popularité, et contribue à une désaisonnalisation de l'activité.

Le **tourisme génère néanmoins d'importantes externalités négatives** : pollution, congestion, pression sur les ressources naturelles, notamment l'eau – du fait de la saisonnalité de l'activité, de sa concentration géographique, et d'une consommation moyenne journalière des visiteurs supérieure à celle des résidents. L'évolution des pratiques, marquée par une **augmentation des vols directs et une réduction de la durée moyenne des séjours** (4 jours en 2021), tend à aggraver ces effets. Ces séjours « éclair », fortement émetteurs de gaz à effet de serre, combinés au recours quasi systématique à la voiture, rendent l'empreinte carbone du tourisme particulièrement préoccupante, d'autant plus que l'île est uniquement accessible par avion ou ferry.

Face à ces enjeux, certaines zones sensibles – Bavella, A Restonica, Scandola ou les îles Lavezzi – ont mis en place des **quotas d'accès** afin de limiter la pression sur les écosystèmes. Ce type de régulation pourrait être étendu à d'autres sites vulnérables. De plus, l'attrait pour la Corse accentue la **pression sur le marché de l'immobilier et l'augmentation des prix du foncier**. Le développement d'**Airbnb** a également exacerbé cette pression contribuant à l'augmentation des prix des loyers et à la raréfaction des logements disponibles pour les résidents permanents et aggravant les inégalités socio-économiques.

Ainsi, si le tourisme demeure un pilier économique incontournable pour la Corse, il soulève également des interrogations quant à la **durabilité de son modèle**. La question de son **acceptabilité sociale et environnementale** demeure un sujet récurrent dans le débat politique corse. Le secteur est confronté à une nécessaire mutation et son développement doit être repenser pour conjuguer retombées économiques, équité territoriale et préservation des ressources naturelles.

DYNAMIQUES DE CHANGEMENT À HORIZON 2050

TENDANCES EN COURS

La dynamique de développement touristique en cours, sauf décision politique contraire, se poursuivra dans les années à venir. Plusieurs tendances en cours :

- La **dépendance croissante de l'économie au secteur du tourisme**, qui tend vers un modèle moins consumériste et plus durable.
- La **désaisonnalité du tourisme**, répartissant les flux entre les mois de mai et d'octobre, ce qui permet d'accueillir moins de visiteurs simultanément et limite les phénomènes de congestion et de tensions. Le développement du tourisme de montagne en constitue un levier de déconcentration temporelle comme géographique de l'activité.

FACTEUR DE RUPTURE

Il demeure cependant **incertain que le tourisme en Corse continue de croître**, compte tenu de la fragilité des ressources naturelles, de l'impact du changement climatique, notamment sur le trait de côte, et d'une acceptabilité limitée de l'activité par les résidents.

DONNÉES DE RÉFÉRENCE

- Part de la consommation touristique dans le PIB régional (INSEE) : **39% en 2021**
- Nombre de lits touristiques (ATC) : estimé à **318 000 en 2023**
- Nombre de nuitées enregistrées chaque année (ATC) : **36,38 millions de nuitées en 2023**
- Nombre d'arrivées de touristes par mois (ATC) : **450 000 personnes au mois d'août en 2023**
- Nombre d'arrivées de touristes par an (ATC) : **3 000 000 en 2023**
- Evolution du nombre d'annonces sur plateformes de location saisonnière : +7% par an pour Homeway et + **26% par an pour Airbnb** entre 2014 et 2020

SOURCES PRINCIPALES

- Atout France
- Diagnostic de l'attractivité de la Corse dans le nouvel environnement mondial, OCDE 2024
- Entretiens
- INSEE
- Observatoire de l'Agence du tourisme de la Corse (ATC)

ENJEU N°4 : CONNECTIVITÉS ET MOBILITÉS

01 | TRANSPORTS ET MOBILITÉS

EN CORSE, LA MOBILITÉ, DU FAIT DU CARACTÈRE INSULAIRE ET MONTAGNEUX DU TERRITOIRE, EST CARACTÉRISÉE PAR DEUX DÉPENDANCES MAJEURES : UNE DÉPENDANCE À LA VOITURE PERSONNELLE D'UNE PART, POUR ASSURER LA MOBILITÉ INTERNE DANS LA VIE QUOTIDIENNE, ET UNE DÉPENDANCE AUX LIAISONS AÉRIENNES ET MARITIMES D'AUTRE PART, POUR ASSURER DES CONNEXIONS CONTINENTALES RÉPONDANT À DES BESOINS SANITAIRES, UNIVERSITAIRES, PROFESSIONNELLES OU DE LOISIRS.

DIAGNOSTIC ET RÉTROSPECTIVE

La Corse est profondément **dépendante de la voiture individuelle**, un fait accentué par le manque d'alternatives de transport et l'étalement urbain. En moyenne, 82 véhicules sont enregistrés pour 100 personnes en âge de conduire, bien au-dessus de la moyenne nationale de 70. Cette situation, couplée à une motorisation thermique largement dominante, place l'île parmi les **régions les plus polluantes de France en termes d'émissions de gaz à effet de serre dans le secteur des transports**, surpassant les moyennes européennes et de l'OCDE. La voiture demeure pourtant indispensable pour accéder à l'emploi, aux services essentiels et pour participer à la vie sociale, créant ainsi une dépendance structurelle qui fragilise la transition vers une mobilité durable.

Le tourisme exacerbe cette pression. Si les visiteurs sont contraints de prendre un ferry ou un avion pour accéder à l'île, ils se tournent massivement vers la voiture individuelle pour circuler en son sein. Le réseau routier, affecté par le relief montagneux, pousse les Corses à passer en moyenne **2,97 heures par semaine sur la route, bien au-delà de la moyenne nationale de 0,47 heure (OCDE)**. Le **réseau ferroviaire souffre de sous-investissements historiques**, laissant de vastes zones mal, voire non desservies. Malgré l'accélération des investissements, et un usage du train doublé entre 2012 et 2020, le maillage comme l'utilisation du réseau ferré restent insuffisants pour constituer une forte alternative au véhicule personnel.

La **question de la continuité territoriale est cruciale** : bien que des aides financières existent pour les résidents corses afin de compenser les coûts élevés des transports, celles-ci sont remises en cause à terme par le contexte de raréfaction des dépenses publiques, et de surtaxation de ces modes de transport pour raisons environnementales. La **transition numérique** pourrait alléger cette dépendance, mais les conséquences sur la santé des habitants et sur le tissu social de l'île demeurent mal anticipées.

SOURCES PRINCIPALES

- Diagnostic de l'attractivité de la Corse dans le nouvel environnement mondial, OCDE 2024
- INSEE
- Observatoire Régional de l'Energie et des Gaz à Effet de Serre (OREGES)

DYNAMIQUES DE CHANGEMENT À HORIZON 2050

TENDANCES EN COURS

- Une forte dépendance à une **infrastructure de transport insuffisante en capacité**, particulièrement lors des périodes de forte affluence, où des ressources supplémentaires sont nécessaires.
- Une **dépendance quotidienne à la voiture** avec un manque de transports en commun.
- Une **demande toujours croissante de mobilité** des individus, tant pour les déplacements internes sur l'île que pour les connexions avec le continent.
- Le développement des **liaisons entre l'île et les régions limitrophes**.
- La **fiscalité environnementale**, qui sera davantage contraignante, et nécessitera des **investissements importants pour moderniser et améliorer le système de transport existant**.

INCERTITUDE

À long terme, il est plus difficile de mesurer avec certitude l'impact de **l'accentuation des phénomènes d'immobilité des individus liés au développement des nouvelles technologies**. Si celles-ci permettent de répondre en partie aux problématiques de mobilité, elles comportent néanmoins le risque d'aggraver l'isolement social des individus.

DONNÉES DE RÉFÉRENCE

- Motifs des déplacements quotidiens : **27% travail ; 23% loisirs ; 21% achats ; 16% accompagnement et 13% autres** (Enquêtes AUE, 2019)
- Nombre de déplacements par jour et par mode (AUE)
- **85,5%** des déplacements domicile-travail se font en voiture (INSEE, 2021)
- **17 liaisons maritimes** entre la France ou l'Italie et la Corse, **avec 3,997 millions de passagers en 2024 (CCI de Corse, 2024)**
- La Corse a le **deuxième ratio le plus important de déchargement /chargement de transports maritimes** des îles de l'UE (OCDE, 2021)

01 | DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES NUMÉRIQUES

LES PRATIQUES NUMÉRIQUES, DANS UN CONTEXTE D'ÉCONOMIE GLOBALISÉE ET D'ÉCHANGES EN CONSTANTE EXPANSION, OFFRENT DES OPPORTUNITÉS POUR LA CORSE D'AFFRANCHISSEMENT ÉCONOMIQUE DE SA CONDITION INSULAIRE. ALORS QUE LE TÉLÉTRAVAIL A CONNU UNE FORTE AUGMENTATION, LES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES PEUVENT RÉSOUDRE PLUSIEURS PROBLÉMATIQUES LIÉES À LA MOBILITÉ ET CONTRIBUER À LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE LOCALE. TOUTEFOIS, CETTE TRANSITION SOULÈVE DES ENJEUX IMPORTANTS LIÉS À LA FRACTURE NUMÉRIQUE, UN DÉFI À SURMONTER POUR GARANTIR UNE ÉGALITÉ D'ACCÈS ET D'OPPORTUNITÉS POUR TOUS LES HABITANTS.

DIAGNOSTIC ET RÉTROSPECTIVE

Depuis 2021, le **taux de personnes qui déclarent utiliser Internet en Corse s'est stabilisé à 83%**, selon le Baromètre Numérique de la Collectivité de Corse. Ce chiffre reste inférieur à la moyenne nationale, où la connexion continue de progresser. Cet écart s'explique en grande partie par la géographie de l'île et sa structure démographique. En effet, le vieillissement de la population et le niveau de diplôme relativement plus bas contribuent à un **taux élevé d'illectronisme, qui s'élève à 26,3%** en Corse.

Plusieurs usages numériques ont connu un essor significatif ces dernières années comme le **télétravail** (quatre fois plus de télétravailleurs réguliers qu'avant 2020), la **consultation médicale à distance** ou la **dématérialisation des démarches administratives**. Les achats en ligne ont été multipliés par 13 à la suite des confinements.

Les entreprises corses ont su s'adapter aux nouveaux usages numériques, bien que l'île ne dispose pas encore d'une filière numérique ou technologique fortement développée. Toutefois, un **écosystème de start-up**, notamment dans le domaine du numérique, se structure progressivement à une échelle réduite. Ce réseau d'acteurs locaux, soutenu par les pouvoirs publics et accompagné par divers fonds, prend forme au sein de **plusieurs incubateurs régionaux**, favorisant l'innovation et la mise en synergie des initiatives locales. **La dynamique numérique semble positive**. Les entreprises semblent prêtes à innover et à investir dans les années à venir, face à une adoption croissante des pratiques numériques à l'échelle de l'île et dans tous les secteurs d'activité. Afin de soutenir et d'accélérer cette évolution, le développement de formations spécialisées représenterait une véritable opportunité pour renforcer les compétences locales et accompagner la croissance du secteur.

DONNÉES DE RÉFÉRENCE

- **99% du territoire corse est connecté au réseau internet** et 84,85% des logements ont accès à un Très Haut Débit en 2024 (ARCEP)
- En Corse, **98% des foyers sont équipés en smartphone**, 86% en ordinateur portable, 62% en tablette et 37% en ordinateur fixe (Hub Corsica - 2021)
- Pratiques : **89% ont déjà fait une demande administrative dématérialisée** et 59% ont pris un rendez-vous médical via leurs outils numériques. **Le télétravail ne concerne que 34% des Corses** (Hub Corsica - 2021)
- Taux d'illectronisme : **26,3% en Corse** contre 16,1% en France Métropolitaine en 2019 (INSEE)

SOURCES PRINCIPALES

- Barometru Corsica Numerica – Hub Corsica
- Etude de France Stratégie sur le lien entre le plan Très Haut Débit et le développement des territoires
- INSEE
- OCDE

DYNAMIQUES DE CHANGEMENT À HORIZON 2050

TENDANCES EN COURS

Le développement des pratiques numériques est une tendance globale et mondialisée, néanmoins, ces dernières peuvent rencontrer des spécificités liées au contexte corse, assez probables :

- **l'accroissement des pratiques dématérialisées dans les administrations** entraînant la fin des démarches physiques, ce qui peut constituer un atout pour les territoires éloignés mais constitue aussi un danger pour les personnes isolées et peu connectées en l'absence d'alternative.
- Une **réduction progressive de la fracture du numérique** actuelle : vers une couverture plus optimale du territoire avec une population de plus en plus connectée (avec le développement de nouveaux usages).
- La **délocalisation des lieux de travail et de vie avec le développement massif de pratiques de télétravail**, nécessitant une bonne connexion et offrant des solutions aux problèmes de congestion et de pression foncière.

BIEN QUE LE DÉVELOPPEMENT DES NOUVELLES TECHNOLOGIES SOIT UNE TENDANCE MONDIALISÉE, LEUR APPLICATION À DIFFÉRENTS SECTEURS D'ACTIVITÉ ET LEUR DÉMOCRATISATION SE FONT À DES RYTHMES VARIÉS. POURTANT, LES NOUVELLES TECHNOLOGIES PEUVENT CONSTITUER DES OPPORTUNITÉS POUR L'ÎLE. ELLES PEUVENT FACILITER LES ÉCHANGES, COMBLER LES CARENCES EN MATIÈRE DE COMMERCE ET DE SOINS, ET AMÉLIORER L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DES MOBILITÉS, CONTRIBUANT AINSI À SURMONTER LES SPÉCIFICITÉS GÉOGRAPHIQUES ET ÉCONOMIQUES.

DIAGNOSTIC ET RÉTROSPECTIVE

Le développement de solutions numériques et digitalisées, bien que récent, connaît des **avancées rapides** depuis le début des années 2000 et répond à de nombreux besoins de la société corse. En effet, les innovations technologiques peuvent offrir des possibilités significatives dans de nombreux secteurs :

- Dans le domaine des **transports**, la Corse pourrait profiter du développement de **solutions plus écologiques et autonomes**, permettant de relier à moindre coût (économique et écologique) les territoires et régions limitrophes.
- En matière d'**énergie**, la Corse pourrait renforcer le développement d'énergies renouvelables, telles que l'hydraulique et le photovoltaïque, afin d'améliorer son **autonomie énergétique et réduire sa dépendance aux importations**. Bien que les innovations technologiques permettent d'envisager des dispositifs de plus en plus performants, le stockage de l'énergie et la gestion du réseau centralisé représentent des défis majeurs pour une autonomie à faible coût.
- Enfin, plus largement, **la robotique et l'intelligence artificielle pourraient soutenir des secteurs en difficulté ou en déprise tels que l'industrie mais aussi les métiers des services**. Elles pourraient également offrir des solutions pour lutter contre l'isolement des populations vivant dans des zones rurales moins accessibles ou isolées.

Cependant, la mise en œuvre de ces innovations nécessite des **fonds et des investissements considérables**, qui, dans le contexte politique actuel de réduction des dépenses publiques, sont plus susceptibles de provenir du secteur privé. Néanmoins, la Corse pourrait **bénéficier de financements provenant de fonds européens**, bien que fortement réglementés par les régimes communautaires d'aides d'Etat, en soutenant les entreprises innovantes locales. Cela permettrait à l'île de devenir plus attractive pour de nouvelles catégories d'acteurs économiques, tout en **renforçant son écosystème d'innovation et en stimulant la compétitivité** de son territoire.

DONNÉES DE RÉFÉRENCE

- La Corse présente des **indicateurs nettement inférieurs aux moyennes française et européenne** pour les demandes de **brevets** par habitant (10 par an en moyenne), et se classe en dernière position en France pour les dépenses de R&D (OCDE, 2018)
- Evolution du nombre d'entreprises dans le domaine de la R&D (Infogreffe)

DYNAMIQUES DE CHANGEMENT À HORIZON 2050

TENDANCES EN COURS

A horizon 2050, le développement de nouvelles technologies et d'innovation est assez certain. Il constitue de nombreuses opportunités pour le territoire avec un impact important, notamment par :

- **L'émergence et le développement de nouvelles technologies** (robotisation, etc.) offrant de **nouvelles approches de la mobilité** (navettes autonomes, drones, etc.) et un désenclavement territorial de manière générale (dématérialisation, etc.)
- **L'approfondissement de l'automatisation et de la digitalisation dans les métiers des services** (ex. métiers du care, transports, autres services marchands, etc.)

SOURCES PRINCIPALES

- Barometru Corsica Numerica
- Diagnostic de l'attractivité de la Corse dans le nouvel environnement mondial, OCDE 2024
- Infogreffe
- Schéma sur l'autonomie des personnes de la CDC

ENJEU N°5 : DYNAMIQUES INSTITUTIONNELLES

L'IDENTITÉ CORSE EST UNE CONSTRUCTION DYNAMIQUE DE REPRÉSENTATIONS COLLECTIVES, INSPIRÉE ET FAÇONNÉE, AU FIL DE L'HISTOIRE POLITIQUE ET SOCIALE DE L'ÎLE, PAR DES CONTEXTES SOCIO-ÉCONOMIQUES ET CULTURELS MOUVANTS. SON SOCLE, AUJOURD'HUI NOTAMMENT EXPRIMÉ À TRAVERS UN FORT ATTACHEMENT À LA TERRE, À LA LANGUE, À LA PRÉSERVATION DU PATRIMOINE NATUREL COMME CULTUREL, DOIT DÉSORMAIS COMPOSER AVEC LES ENJEUX CONTEMPORAINS DE LA MONDIALISATION, QUI POURRONT DÉTERMINER POUR PARTIE SA DYNAMIQUE FUTURE, ET SA CAPACITÉ À PERDURER EN TANT QU'IDENTITÉ PROPRE, TOUT EN CONTINUANT SON ÉVOLUTION PERPÉTUELLE DANS UN ENVIRONNEMENT EN MUTATION.

DIAGNOSTIC ET RÉTROSPECTIVE

Suivant des mouvements complexes et parfois contraires, cette identité se définit à travers plusieurs éléments constitutifs. La **pratique de la langue corse**, pilier central de l'identité, accuse un fort recul depuis 50 ans. Le rapport particulier à la terre, exprimé par une **préservation du patrimoine naturel et culturel**, doit composer avec les mutations sociales, économiques et culturelles contemporaines, notamment marquées par un accès au logement plus contraint, de fortes inégalités sociales, la recomposition du rapport à l'espace, et le développement de modes de consommation de masse.

L'enjeu réside dès lors dans la recherche de facteurs d'unité et de cohésion, fondés sur des valeurs partagées, en accord avec les réalités contemporaines comme avec l'histoire de l'île, pour permettre à la Corse de **maintenir l'existence d'un liant culturel et identitaire propre dans un contexte de globalisation**.

En ce que **l'identité résulte pour partie des conditions économiques, sociales et culturelles qui la voient émerger**, comme des politiques publiques qui les déterminent pour partie, l'amélioration de l'accès à la culture, aux pratiques artistiques, à la formation, à l'apprentissage de la langue, mais également le développement d'une économie de production ou le recul des inégalités sociales, pourront être des facteurs de reconstruction de liant entre les corses, assurant une assise culturelle collective suffisante pour marquer les résidents comme les arrivants de représentations collectives capables de susciter un sentiment d'unité et d'appartenance.

Si certaines tendances de fond (solde naturel négatif, étalement urbain, développement du tourisme et de la consommation de masse, ...) peuvent être amenées à se poursuivre, de nouveaux enjeux, encore peu affirmés pour l'instant, pourront également se poser, comme le développement de la bi-résidence facilitée par le télétravail, la valorisation par des solutions numériques du patrimoine (réalité virtuelle) ou de la langue (agents conversationnels en corse à partir d'intelligence artificielle).

DYNAMIQUES DE CHANGEMENT À HORIZON 2050

TENDANCES EN COURS

- **Réhabilitation du patrimoine historique et culturel**, qui nécessitera des investissements conséquents.
- **Enrichissement des pratiques culturelles et identitaires** par des pratiques contemporaines.
- Développement de l'apprentissage de la langue corse à l'école, mais recul de la pratique dans l'espace public.
- Risques de repli identitaire et d'état stationnaire, et/ou, à l'inverse, de recul des spécificités culturelles par effet d'uniformisation, voire de folklorisation.

INCERTITUDE

Il est plus difficile d'évaluer avec certitude la **capacité de la Corse à s'intégrer pleinement dans l'écosystème des îles méditerranéennes** et à renforcer les **échanges et projets culturels** à cette échelle.

SOURCES PRINCIPALES

- Données nationales : ministère de la culture, INSEE
- Publications universitaires
- Rapports des collectivités locales
- Rapport d'information sur l'enquête sociolinguistique sur la langue corse

DONNÉES DE RÉFÉRENCE

- **30% des Corses se déclarent bilingues** et 13% affirment parler et comprendre le Corse (sondage issu du Rapport sociolinguistique de la Collectivité de Corse)
- Pour 93% des sondés, l'apprentissage du Corse est important
- **Six écoles proposent un enseignement uniquement en langue corse**
- Evolution du nombre de **classes bilingues**: 558 en 20/21 soit 45%
- En 2021, 137 communes, 5 intercommunalités, 27 établissements publics, 8 médias, 28 entreprises et 58 associations ont signé la **charte pour l'emploi de la langue corse**
- Nombre de **sites réhabilités et à réhabiliter**

01 | DÉMOCRATIE ET CITOYENNETÉ

LES ENJEUX DÉMOCRATIQUES EN CORSE, NOTAMMENT LA PARTICIPATION CITOYENNE À L'ÉLABORATION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET LES RELATIONS ENTRE CITOYENS ET REPRÉSENTANTS, SONT FORTEMENT LIÉS À DIVERSES DYNAMIQUES INSTITUTIONNELLES. CES ENJEUX SONT INFLUENCÉS PAR DES FACTEURS TELS QUE LE RAPPORT À L'ÉTAT, LES QUESTIONS D'IDENTITÉ ET DE CULTURE, LE DEGRÉ D'ACCEPTATION DU TOURISME, OU LA PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT.

DIAGNOSTIC ET RÉTROSPECTIVE

En Corse, la **participation citoyenne reflète la singularité socio-politique** de l'île, marquée par une forte mobilisation électorale lors des élections locales, contrastant avec une **désaffection plus prononcée pour les élections nationales**. À l'instar de la dynamique observée au niveau national, une **exigence croissante de transparence** envers les institutions et un désir de participation citoyenne alimentent le débat public.

Les résultats aux scrutins locaux échappent historiquement en Corse aux dynamiques politiques nationales, répondant davantage à des logiques de proximité et de positionnement des élus aux enjeux du territoire. Néanmoins, les élections législatives de 2024 laissent entrevoir un mouvement d'alignement progressif de ces scrutins sur les tendances continentales.

Cette demande de transparence trouve un écho dans la **structuration en cours de la société civile**, à travers des mouvements de défense de la culture, de la langue, ou de l'environnement. La création du CESEC et de l'Assemblea di a Giuventù sont des marqueurs de l'institutionnalisation grandissante de la participation citoyenne.

À l'inverse, l'affirmation de **pratiques mafieuses**, si elle donne par ailleurs lieu à une mobilisation citoyenne depuis quelques années incarnée par la création de collectifs et le lancement d'un travail conjoint avec l'Assemblée de Corse, réduit la capacité des Corses à vivre dans une société libre, apaisée, permettant un exercice plein et entier de la souveraineté populaire.

DYNAMIQUES DE CHANGEMENT À HORIZON 2050

TENDANCES EN COURS

- La **structuration de la société civile en associations et mouvements**, recherche de **transparence et de co-construction citoyenne des politiques publiques**, pouvant demain être facilitée par l'utilisation des nouvelles technologies.
- Alignement des résultats électoraux sur les dynamiques nationales, y compris aux scrutins locaux.

INCERTITUDES ET FACTEURS DE RUPTURE

- Le **renforcement de pratiques mafieuses** au détriment du bien-être collectif et de la démocratie.
- L'accroissement de la **méfiance à l'égard des institutions nationales et locales**, renforcée par un **désintérêt pour la politique**.

DONNÉES DE RÉFÉRENCE

- Taux de participation variable aux élections : **65%** de participation à l'élection présidentielle (2022), **37%** au législatives (2022) et **53%** aux municipales (2020)
- Evolution du taux de participation par élection
- **6 atteintes à la probité** (corruption, prise illégale d'intérêt, favoritisme, trafic d'influence, détournement de fonds publics et concussion) **en moyenne par an pour 100 000 habitants entre 2016 et 2023** (AFA, 2023)
- **Nombre d'associations citoyennes** par thématique

SOURCES PRINCIPALES

- Agence Française Anticorruption
- CESEC Corse
- Enquêtes ou sondages
- Publications universitaires
- Rapports des forces de l'ordre et de la Préfecture
- Rapports des services publics
- Registres de participation

LA COLLECTIVITÉ DE CORSE A CONNU PLUSIEURS ÉVOLUTIONS INSTITUTIONNELLES MAJEURES DANS SON HISTOIRE, QUI ONT INSPIRÉ DES MOUVEMENTS DE DÉCENTRALISATION PLUS TARDIFS AILLEURS SUR LE TERRITOIRE FRANÇAIS. CES MUTATIONS DE L'ORGANISATION LOCALE DE LA GOUVERNANCE ET LA GESTION DU TERRITOIRE ONT PROFONDÉMENT INFLUENCÉ LES VARIABLES SOCIO-ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTALES DU TERRITOIRE, ET CE DE MANIÈRE PROFONDÉMENT TRANSVERSALE (AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, FORMATION, TRANSPORT, ...). BIEN QU'UN ACCÈS DE LA CORSE À UN STATUT D'AUTONOMIE SOIT EN COURS DE NÉGOCIATION, IL EST ÉGALEMENT ENVISAGEABLE QU'UN RETOUR VERS UN MODÈLE CENTRALISATEUR PUISSE SE PRODUIRE. CETTE RUPTURE AURAIT DES EFFETS SIGNIFICATIFS SUR L'ÉQUILIBRE TERRITORIAL, L'ORGANISATION DES POUVOIRS LOCAUX ET LES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT DE L'ÎLE.

DIAGNOSTIC ET RÉTROSPECTIVE

Depuis les années 1980, et l'obtention de son statut particulier, la Corse a entamé un **processus de décentralisation** qui lui a permis d'élargir ses compétences et les moyens associés. Cela inclut la gestion des forêts domaniales, des ports et aéroports, du réseau ferroviaire, des ouvrages hydrauliques ainsi que des biens culturels et universitaires. La Collectivité de Corse, créée le 1er janvier 2018 par la fusion de l'ex-Collectivité territoriale de Corse et des deux conseils départementaux, exerce aujourd'hui des **compétences étendues à l'échelle régionale**, visant à favoriser le développement de l'île dans divers secteurs. Cependant, malgré cet élargissement des prérogatives, le **manque de moyens financiers et matériels** constitue un frein important à une mise en œuvre optimale des compétences de la Collectivité.

Dans la vie politique corse, une **préférence marquée pour les approches ascendantes** (*bottom-up*) de construction de l'action publique se fait jour. Cette tendance s'accompagne également d'une **pression croissante pour rendre des comptes sur la gestion des finances publiques devant la société civile**. Cependant, l'organisation de la gouvernance locale corse à horizon 2050 demeure incertaine. En effet, bien que les contraintes liées à la **réduction des dépenses publiques** et aux baisses de budget semblent inévitables, la manière dont ces questions seront pilotées reste floue, et la forme de gouvernance qui en résultera aura un impact majeur sur l'évolution du système.

Une **éventuelle autonomie future** de la Corse est en cours de construction par les élus de la Corse et le gouvernement français depuis 2022, proposant de conférer à l'île la **capacité normative de voter ses propres lois** à travers une **modification de la Constitution**. Toutefois, cette possibilité d'évolution des compétences de la Corse demeure incertaine et soulève de nombreuses questions politiques, juridiques et sociales quant à sa mise en œuvre et ses implications.

SOURCES PRINCIPALES

- Analyse des médias
- Budgets publics
- Données régionales et nationales
- Enquêtes, sondages, audits indépendants
- Lois et rapports institutionnels
- Organisation de la gouvernance locale
- Publications universitaires
- Rapports d'activité
- Statistiques électorales

DYNAMIQUES DE CHANGEMENT À HORIZON 2050

TENDANCES EN COURS

Il semble fort probable que, d'ici 2050, la préférence pour les **dynamiques locales**, au détriment des approches *top-down*, demeure prégnante.

INCERTITUDES

A contrario, il est plus incertain de mesurer les **difficultés à coopérer** entre les collectivités locales dans l'objectif de construire une politique commune à l'échelle régionale.

Le sujet du partage de compétences entre la Corse et l'Etat centralisateur est toujours incertain. À l'avenir, deux tendances opposées se dessinent :

- Soit une **lente décentralisation des compétences territoriales**, dans la continuité des évolutions que la Corse a connues, menant davantage à un **statu quo** qu'à une véritable autonomie de l'île.
- Soit l'octroi d'une **plus grande autonomie accordée à la Corse** et à ses institutions.

DONNÉES DE RÉFÉRENCE

- Statuts de la CDC
- CGCT
- Constitution

LES FINANCES PUBLIQUES SONT MARQUÉES PAR UN EFFET CISEAU, ENTRE RECETTES CONTRACTÉES ET DÉPENSES CROISSANTES.

ALORS MÊME QUE LA FISCALITÉ LOCALE, COMME LES TRANSFERTS DE L'ETAT, SONT ATONES VOIRE EN RECU, LES BESOINS D'INTERVENTION DE LA PUISSANCE PUBLIQUE SONT DE PLUS IMPORTANTS, EN PARTICULIER SOUS L'EFFET DES TRANSITIONS DÉMOGRAPHIQUES, CLIMATIQUES ET SOCIALES QU'ELLE DOIT ACCOMPAGNER.

DIAGNOSTIC ET RÉTROSPECTIVE

Fin 2023, la dette publique s'établissait à **3 100 Md€**, soit 110% du PIB, dont **250 Md€ pour les administrations publiques locales**. Bien que multipliée par 10 en valeur ces 45 dernières années, cette dette locale est restée stable en proportion du PIB comme de la dette publique totale. Malgré cette relative stabilité, les finances publiques locales sont de plus en plus présentées comme devant prendre une part grandissante au redressement des finances publiques : stabilité voire réduction des transferts de l'Etat, mise en réserve d'une partie des dépenses, contractualisation avec l'Etat autour d'objectifs chiffrés, ...

Côté recettes, la Corse pâtit d'une **structure financière atypique** (collectivité unique, continuité territoriale, taxe sur le transport public aérien et maritime, TVA réduite sur certains biens et services...). Elle induit en miroir des **besoins spécifiques** (financement des délégations de services publics de transport aérien et maritime, ...), et des effets de bord aux réformes portées par des lois de finances qui n'intègrent pas toujours ces spécificités (part de TVA dans les recettes de la Collectivité de Corse de l'ordre de 20% contre 30% dans les Départements et 50% dans les Régions). Enfin, comme partout, la **fiscalité locale a diminué en Corse** (suppression de la CVAE, de la taxe d'habitation sur les résidences principales, de la part départementale de la taxe foncière,...) **réduisant le pouvoir fiscal des territoires**, et le lien entre la vie économique locale et les ressources des collectivités les administrant.

Par ailleurs, les **ressources propres sont assises sur des réalités économiques, sociales et sanitaires posant des difficultés et sans doute amenées à s'éteindre** : droits de mutation à titre onéreux (DMTO) assis en partie sur la spéculation foncière, taxe foncière sur l'artificialisation des sols, taxes sur les cartes grises sur le transport individuel, droits sur le tabac sur la consommation de produits nocifs pour la santé,... A titre d'exemple, sur les 465 M€ de fiscalité locale directe destinée à la Collectivité de Corse en 2023, **81% relevaient de cette catégorie**, ce qui interroge sur leur viabilité financière à long terme.

Côté dépenses, les transitions démographiques (action sociale à destination des seniors, croissance démographique augmentant les besoins des services publics), climatiques (traitement des déchets, développement des mobilités douces, décarbonation du mix énergétique, rénovation thermique,...), numériques (déploiement du très haut débit, aides à l'innovation, ...), économiques et sociales (action sociale, accompagnement des acteurs agricoles, ...), couplées au contexte d'inflation, accroissent mécaniquement les besoins du territoire et des usagers.

Enfin, le poids du secteur public (**86 emplois pour 1 000 résidents** en 2018, plus fort taux de France hors Paris) rend l'économie fortement dépendante à l'état des finances publiques.

DYNAMIQUES DE CHANGEMENT À HORIZON 2050

INCERTITUDES ET FACTEURS DE RUPTURE

- La **baisse des transferts sociaux** et le recul de l'Etat Providence.
- **Affirmation d'une économie mixte public/privé** pour pallier la raréfaction des ressources publiques.
- **Réduction des bases fiscales** sous les effets vertueux des politiques publiques (DMTO, TICPE, tabac, ...).
- **L'évolution à la hausse des taux de fiscalité**, en particulier locale, pour compenser le fort recul ces dernières années.

SOURCES PRINCIPALES

- Budgets de l'Etat et des collectivités corses
- Statistiques fiscales de l'OCDE
- Données économiques (PIB régional, emploi)

INDICATEURS DE RATIONALITÉ

- 1,1 Md€ de dette de la Collectivité de Corse (2024)
- Evolution des dépenses sociales (+12,4 % d'APA entre 2023 et 2018)
- Répartition du budget de la Collectivité (2023) : 42% transports, 19% aménagement, 9% action économique et 8,5% environnement – Assemblée de Corse

LA CORSE N'A QUE PEU D'IMPACT SUR LA GÉOPOLITIQUE MONDIALE. EN REVANCHE, ELLE EST FORTEMENT INFLUENCÉE PAR LES DYNAMIQUES GÉOPOLITIQUES EXTÉRIEURES. PAR EXEMPLE, DES COOPÉRATIONS INTERNATIONALES PERMETTENT À L'ÎLE DE BÉNÉFICIER DE FINANCEMENTS, MOYENS ET BONNES PRATIQUES PARTAGÉES, POUR DES SECTEURS COMME L'AGRICULTURE, L'ÉNERGIE OU LA GESTION DES RISQUES NATURELS. L'ÉCONOMIE CORSE RESTE ÉGALEMENT SENSIBLE AUX ÉVOLUTIONS DU CONTEXTE INTERNATIONAL, QUI PEUVENT ENTRAÎNER DES RÉPERCUSSIONS DIRECTES SUR SES SECTEURS CLÉS.

DIAGNOSTIC ET RÉTROSPECTIVE

La Corse entretient des **relations multiples avec d'autres puissances régionales et européennes**, à la fois politiques, économiques et culturelles. En tant que région membre de l'Union Européenne, l'île **bénéficie de financements** communautaires destinés à soutenir des initiatives en matière de développement durable, de mobilités alternatives et de tourisme vert. Ces ressources contribuent à la modernisation et à la résilience des infrastructures insulaires.

De plus, la Corse entretient **des liens historiques et géographiques forts avec l'Italie**, ce qui renforce son rôle au sein des dynamiques méditerranéennes et européennes. Ce positionnement stratégique pourrait faire de l'île un acteur important dans ces espaces géopolitiques.

Par ailleurs, la Corse occupe une place stratégique dans le dispositif de défense nationale, comme en témoignent les **interventions militaires régulières le long de ses côtes**, dans le cadre d'exercices militaires et de missions de sécurité en Méditerranée, notamment en coopération avec les forces alliées européennes. Ces activités soulignent l'**importance géostratégique** de l'île dans la sécurisation de la région.

INDICATEURS DE RATIONALITÉ

- Relations économiques avec l'extérieur : **1,8 milliards d'€ d'importations** en 2023 pour **300 millions d'€ d'exportations** (Données des douanes)
- Programmes d'échanges universitaires : Erasmus + et BCI-PQEE
- Programme de collaboration FEDER-FSE + 2021-2027 Europa Corsica : **105 millions d'€ de crédits** pour le renforcement de l'accompagnement des entreprises, le développement des systèmes de communication numérique, la diminution de la dépendance énergétique et le soutien à la mobilité durable
- Autres programmes internationaux et européens (Horizon, FEAMP...)

DYNAMIQUES DE CHANGEMENT À HORIZON 2050

INCERTITUDES ET FACTEURS DE RUPTURE

Les relations et coopérations internationales et l'avenir des enjeux géopolitiques sont incertains. Plusieurs tendances, représentant autant des opportunités que des menaces se dessinent :

- L'augmentation du degré d'**intégration régionale** avec les pays et régions limitrophes dans une dynamique méditerranéenne sur le modèle d'autres îles, avec un positionnement de la Corse important dans cet écosystème.
- L'**intensification des enjeux de sûreté maritime** engendrant un **renforcement de l'intérêt géostratégique de la Corse** du point de vue de la France ou de l'OTAN, même si jusqu'à présent la Corse n'a pas constitué un pôle central pour les opérations militaires et civiles françaises et internationales.
- L'augmentation des **capacités de la Corse** (société civile, collectivités, acteurs économiques) à **capter les financements de l'UE pour ses projets**, au-delà de la période 2014-2020.
- L'émergence de **nouvelles conflictualités méditerranéennes, voire mondiales**, qui représenteraient des menaces pour la sécurité de l'île. Ces conflits risqueraient d'affecter les flux économiques et humains, tout en exerçant une pression sur les capacités d'accueil de l'île. À plus long terme, ces tensions pourraient également influencer la démographie corse, notamment par des effets sur la migration, les ressources disponibles et les politiques publiques adaptées aux nouveaux défis géopolitiques.

SOURCES PRINCIPALES

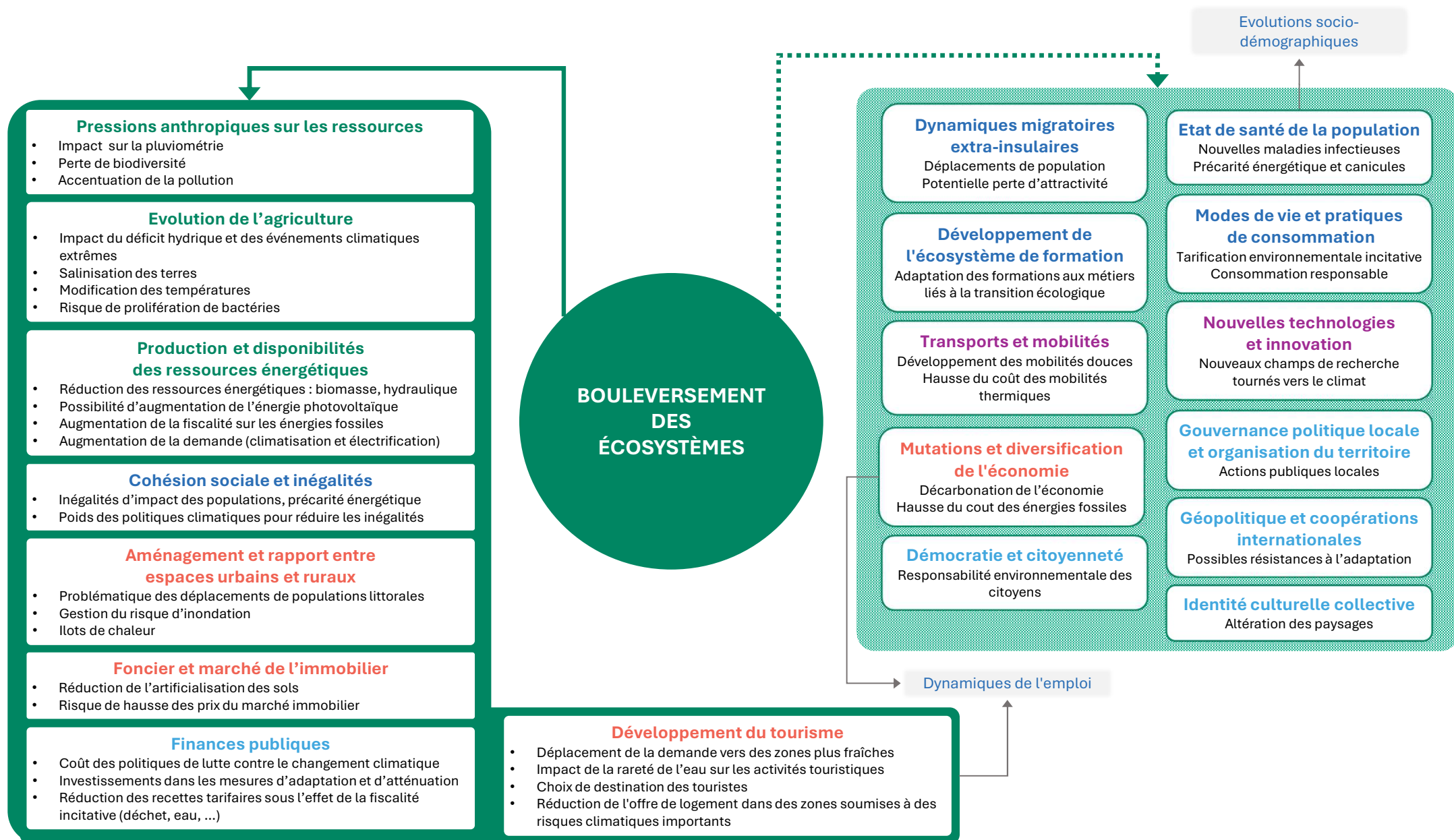
- Rapports des autorités maritimes
- Rapports des organisations internationales : ONU, Union Européenne
- Rapports de l'Agence du Tourisme de la Corse
- Statistiques de conflits du ministère de l'Armée
- Subventions et fonds structurels d'investissement européens

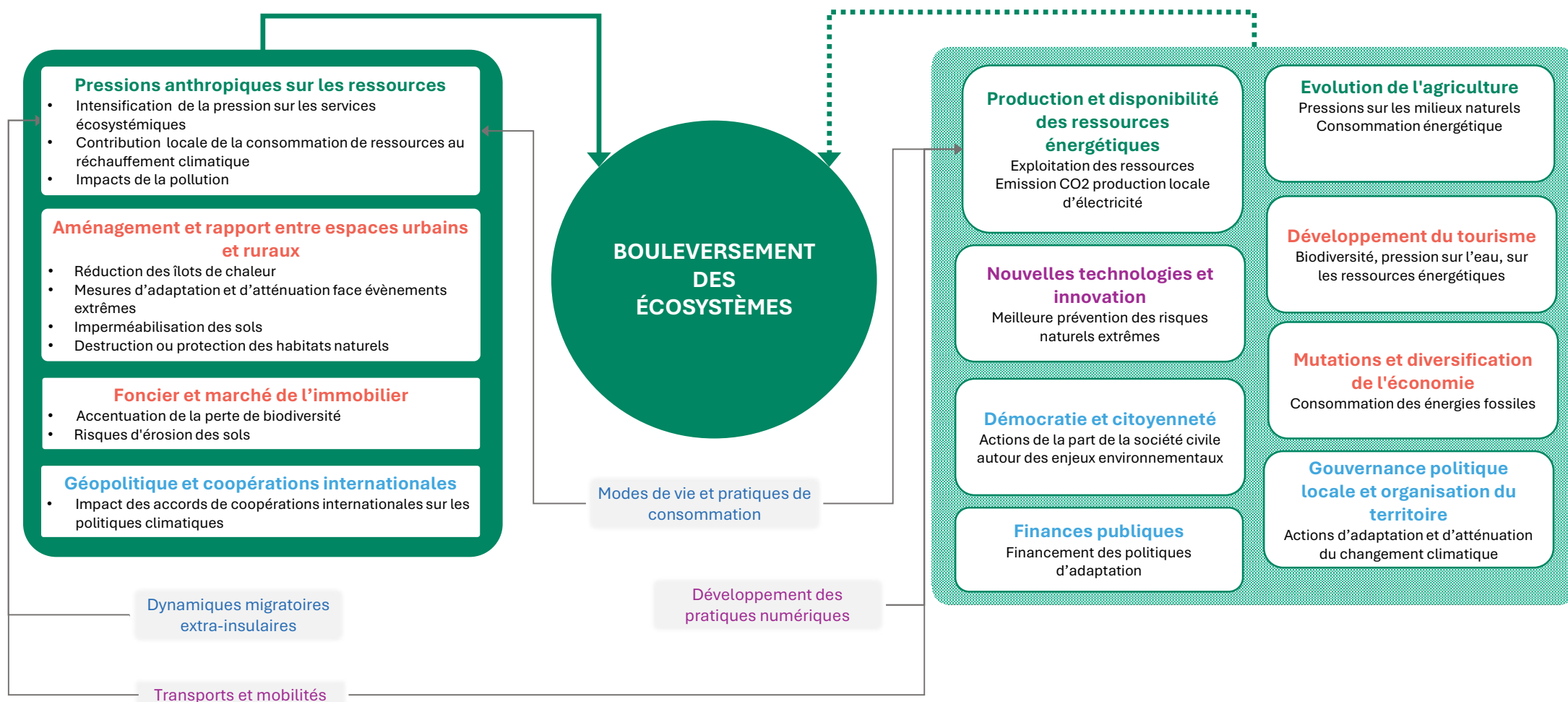
02

État des lieux des interdépendances entre les variables: Représentations schématiques

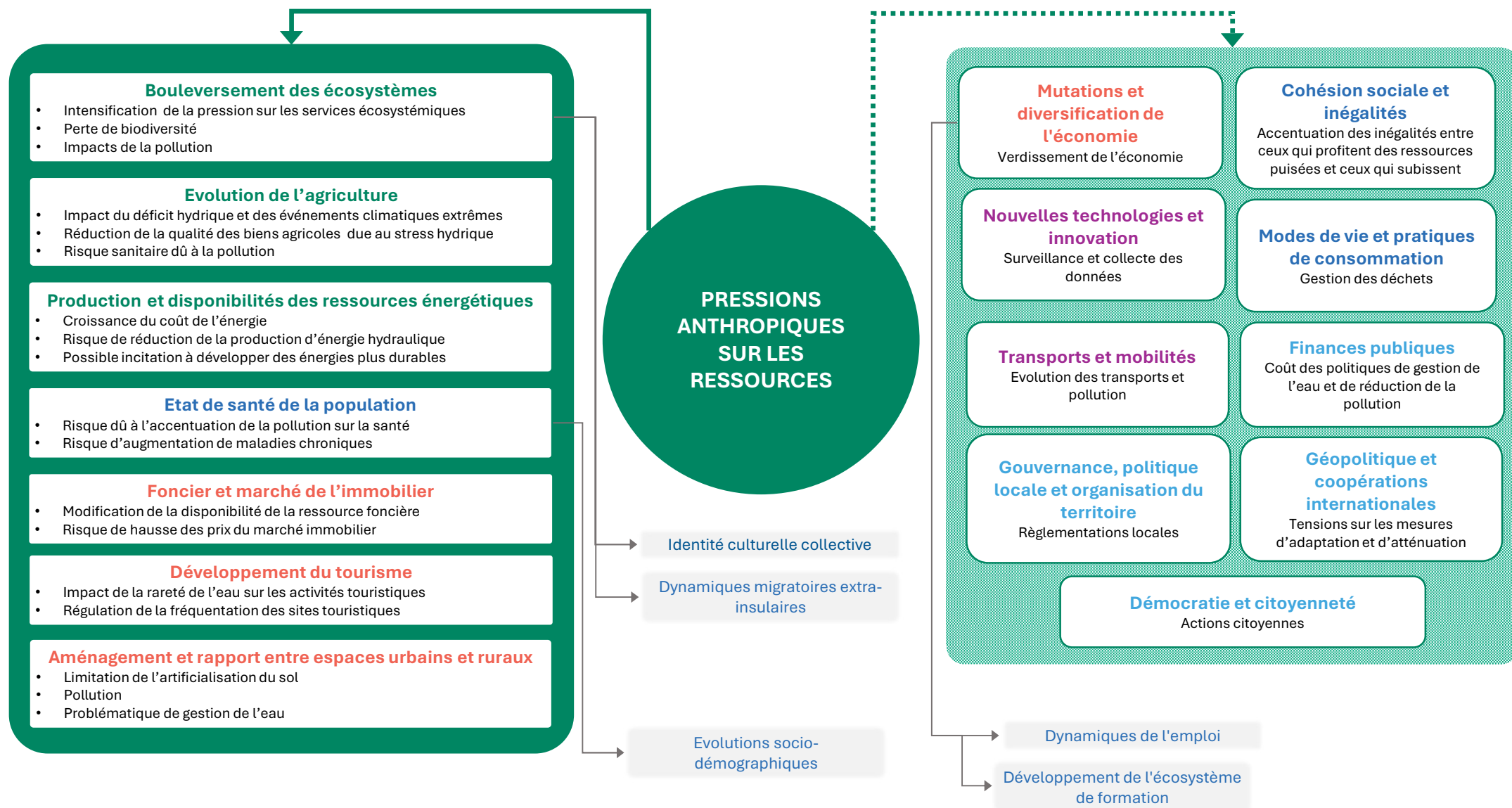
Bouleversement des écosystèmes	p.52-53
Pressions anthropiques sur les ressources	p.54-55
Production et disponibilité des ressources énergétiques	p.56-57
Evolution de l'agriculture	p.58-59
Dynamiques migratoires extra-insulaires	p.61-62
Evolutions socio-démographiques	p.63-64
Etat de santé de la population	p.65-66
Modes de vie et pratiques de consommation	p.67-68
Cohésion sociale et inégalités	p.69-70
Développement de l'écosystème de formation	p.71-72
Dynamiques de l'emploi	p.73-74
Aménagement et rapport entre espaces urbains et ruraux	p.76-77
Foncier et marché de l'immobilier	p.78-79
Mutations et diversification de l'économie	p.80-81
Développement du tourisme	p.82-83
Transports et mobilités	p.85-86
Développement des pratiques numériques	p.87-88
Nouvelles technologies et innovation	p.89-90
Identité culturelle collective	p.92-93
Démocratie et citoyenneté	p.94-95
Gouvernance politique locale et organisation du territoire	p.96-97
Finances publiques	p.98-99
Géopolitique et coopérations internationales	p.100-101

ENJEU N°1 : CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENT

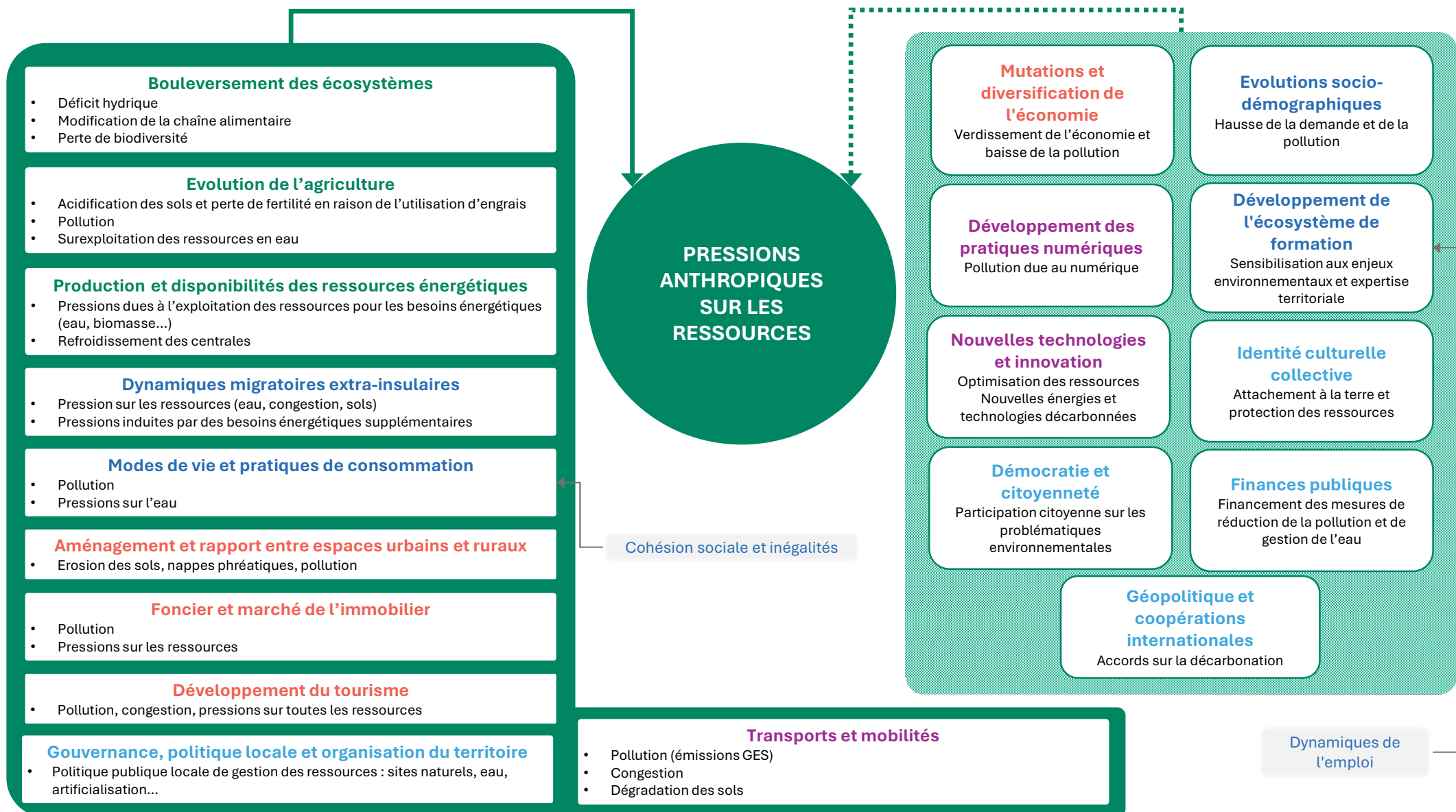


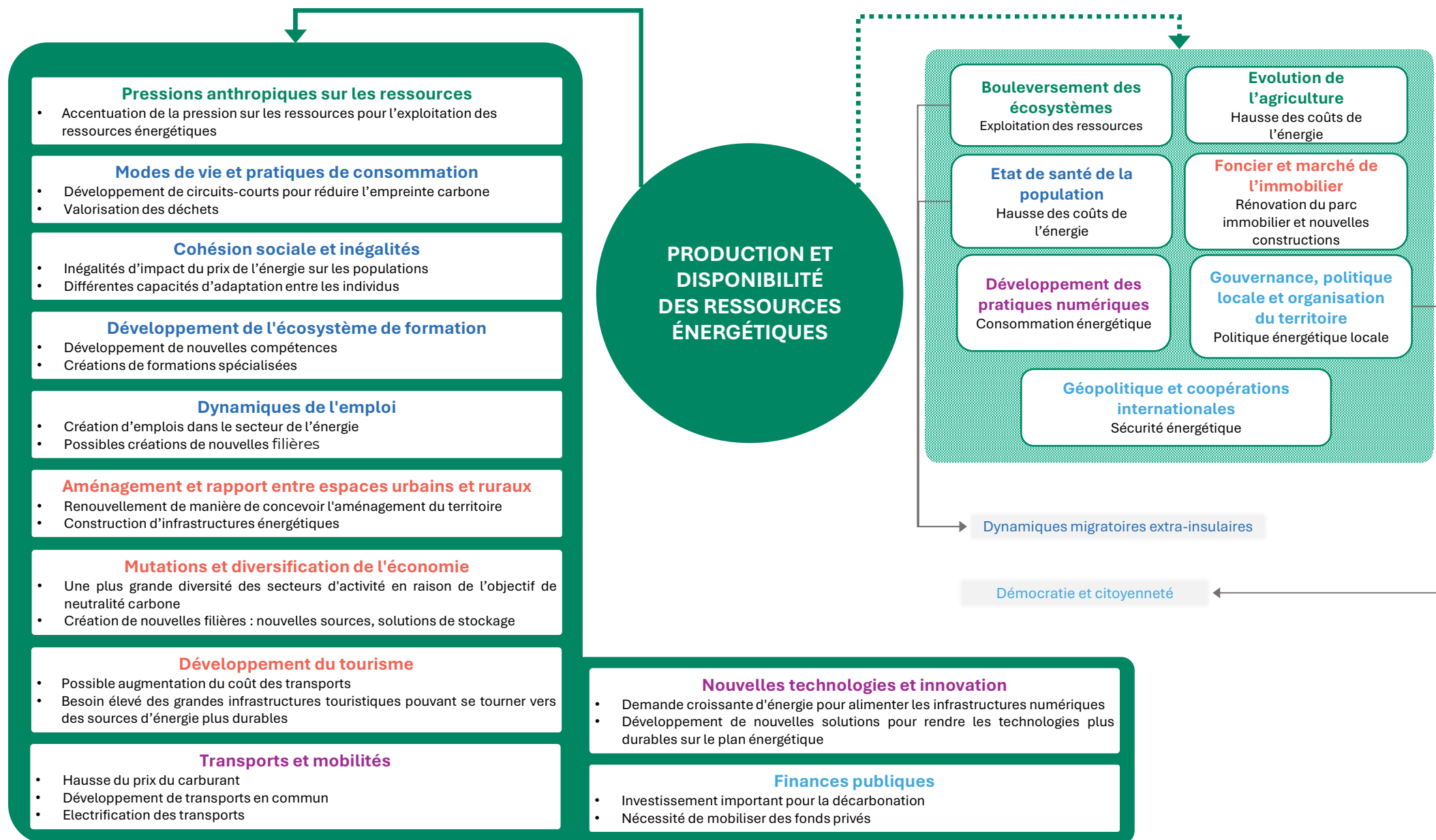


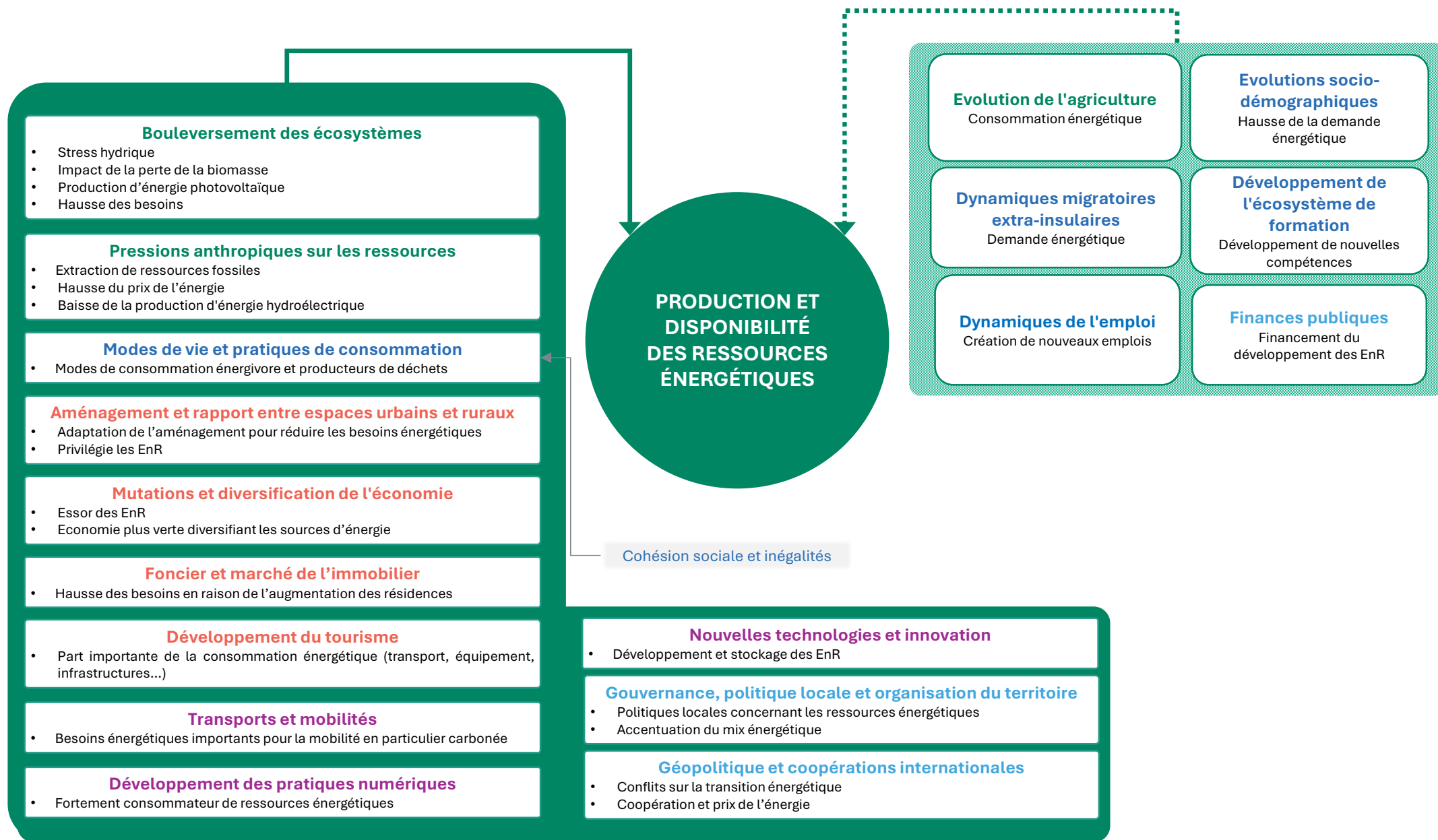
02 | INFLUENCE DES PRESSIONS ANTHROPIQUES SUR LES RESSOURCES

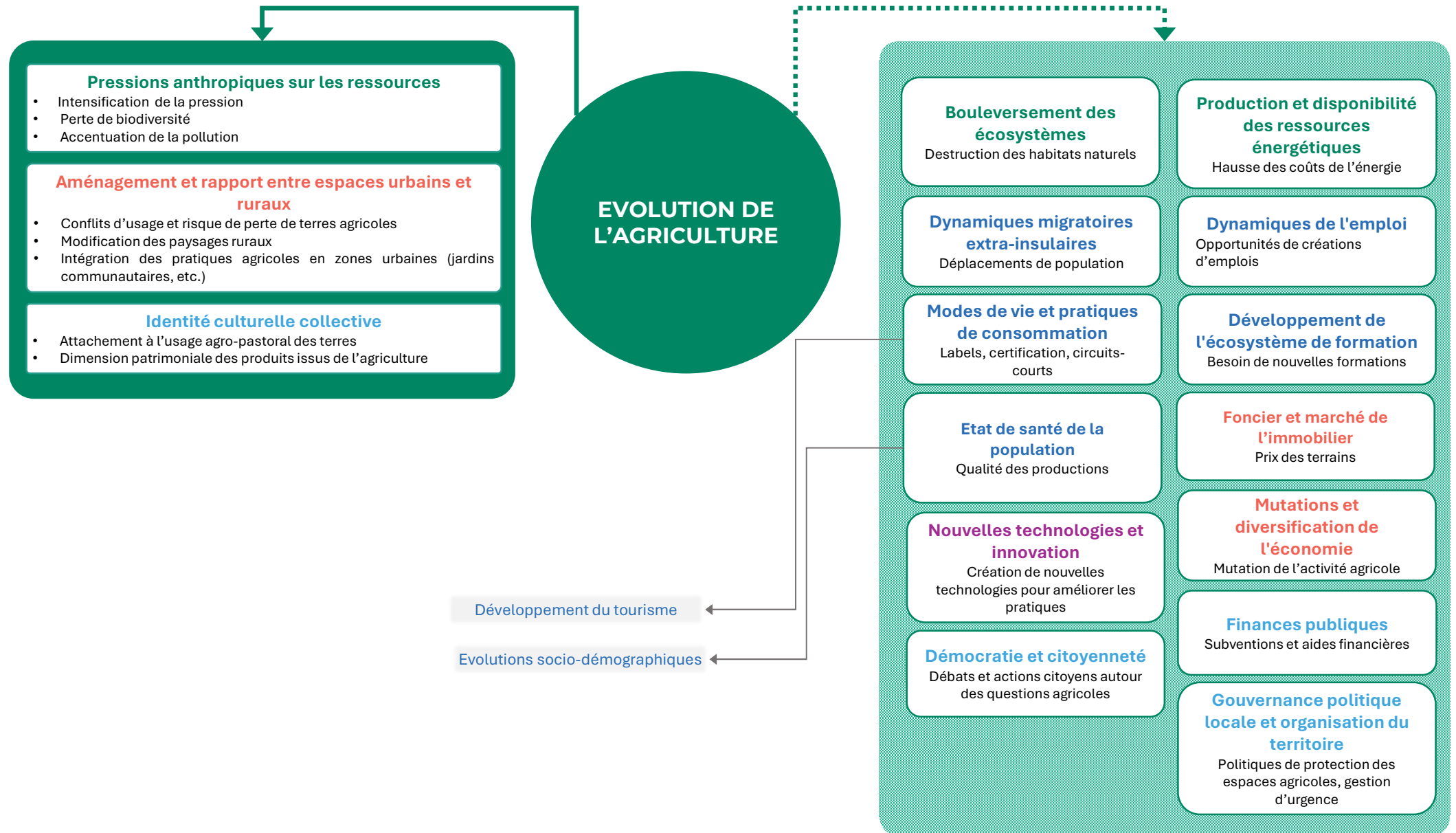


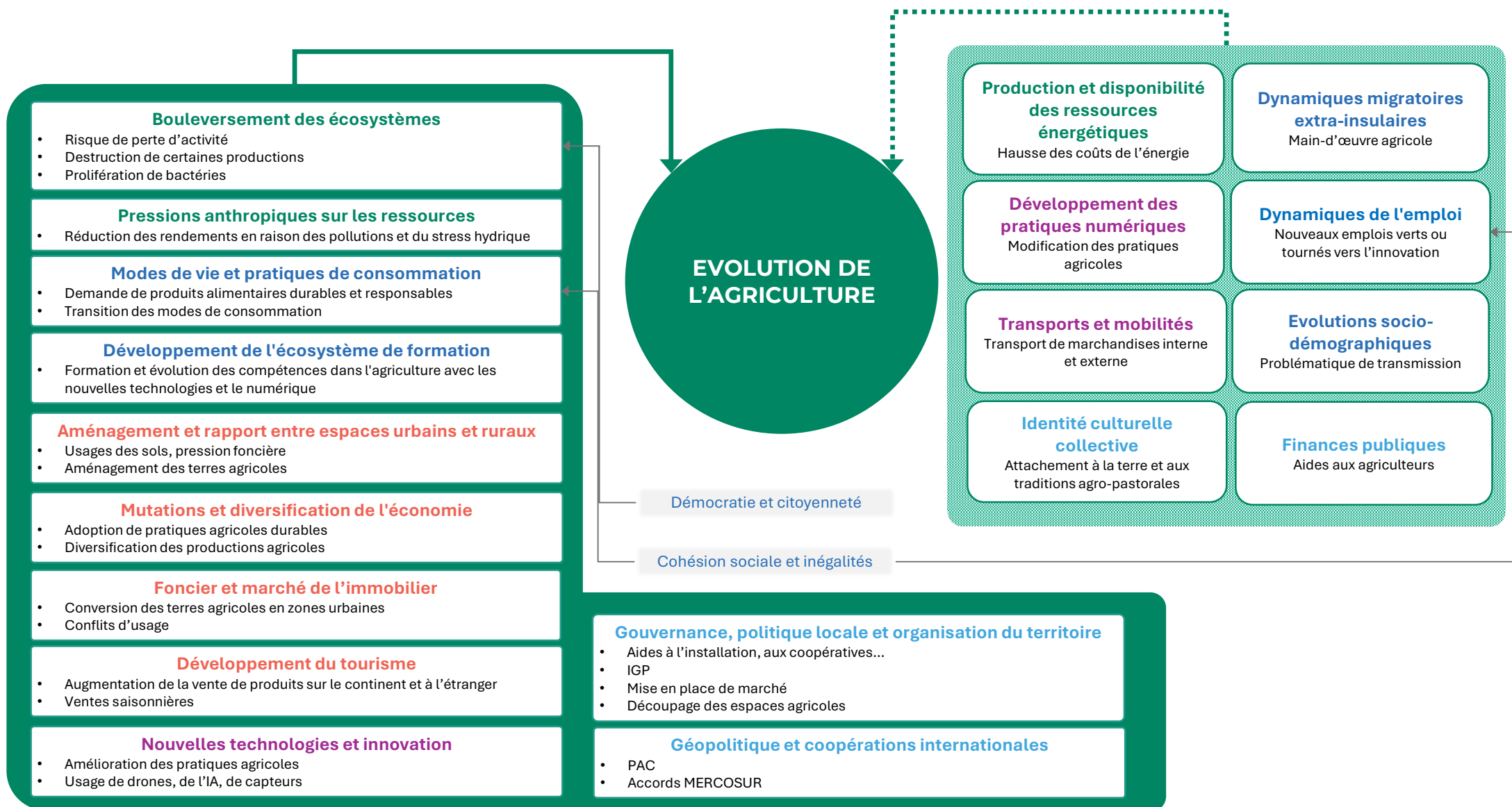
02 | DÉPENDANCE DES PRESSIONS ANTHROPIQUES SUR LES RESSOURCES



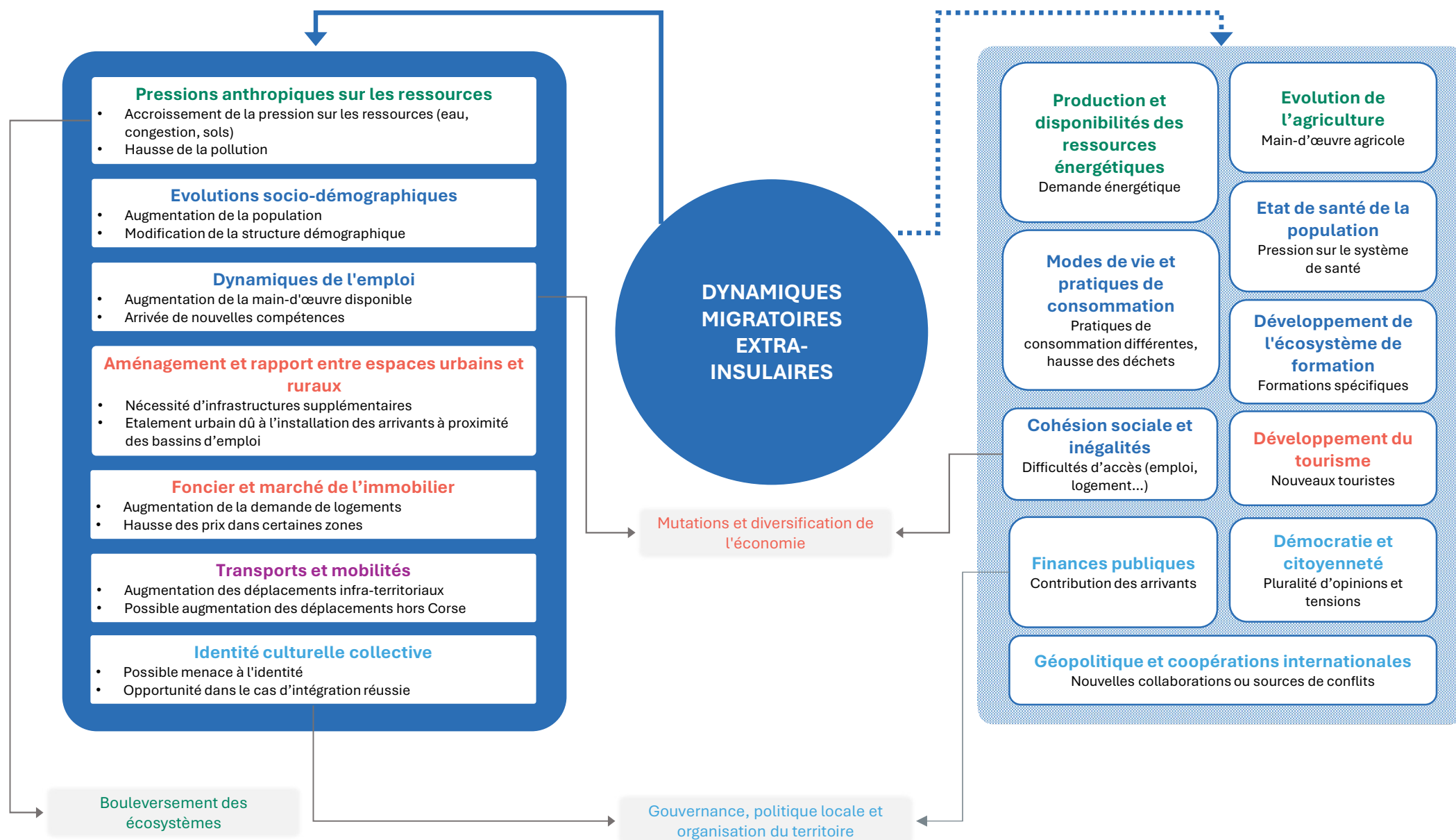


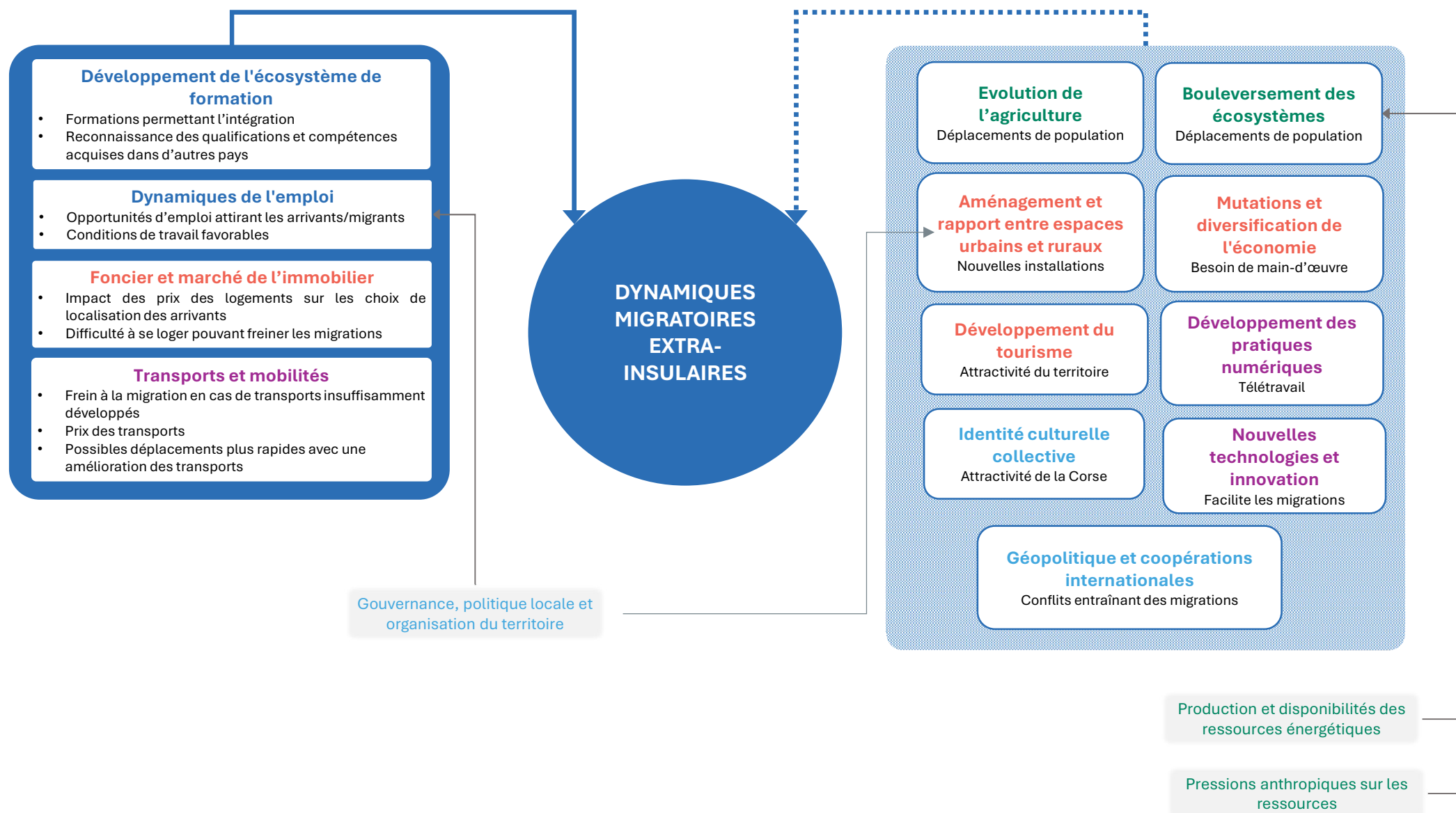


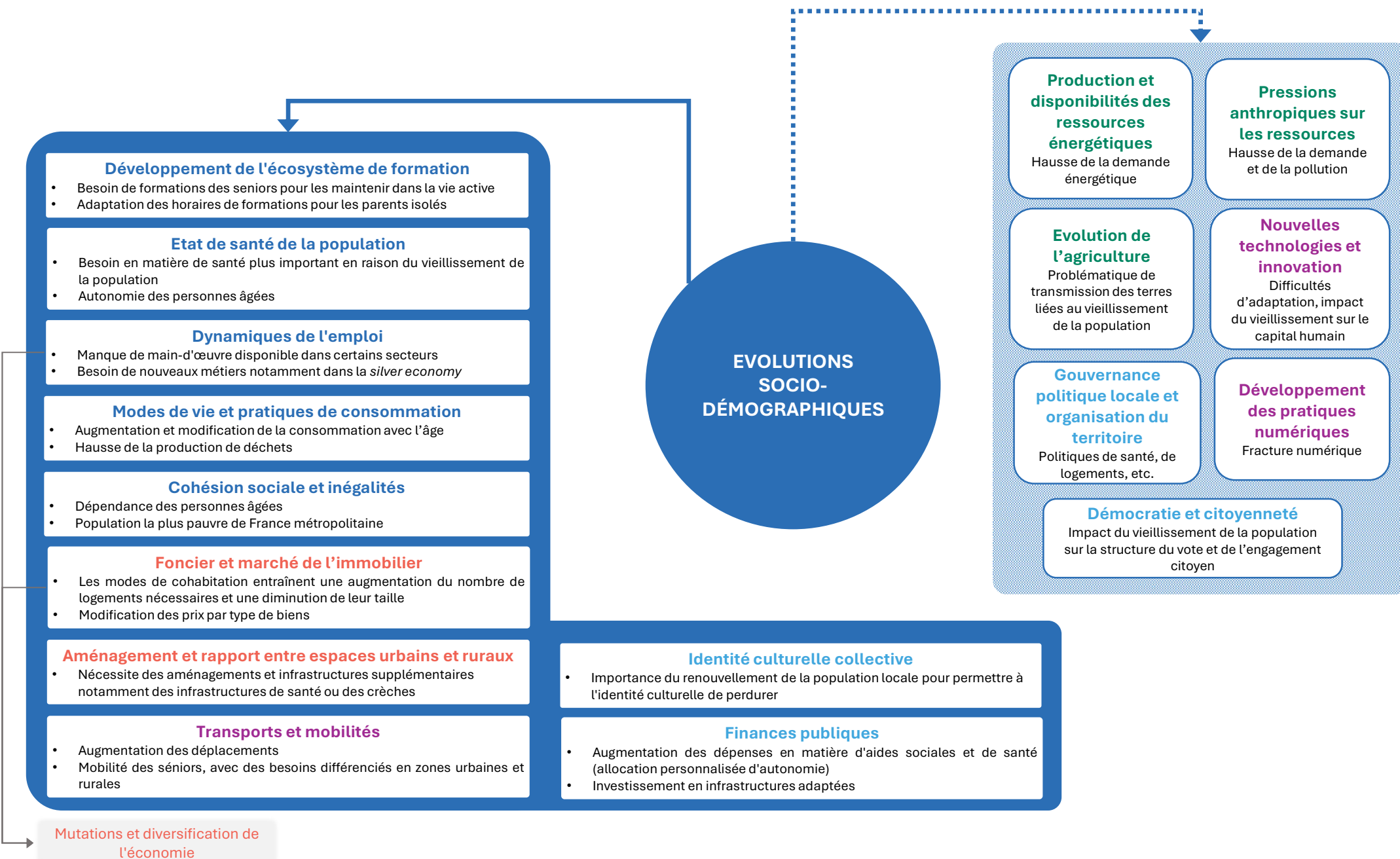


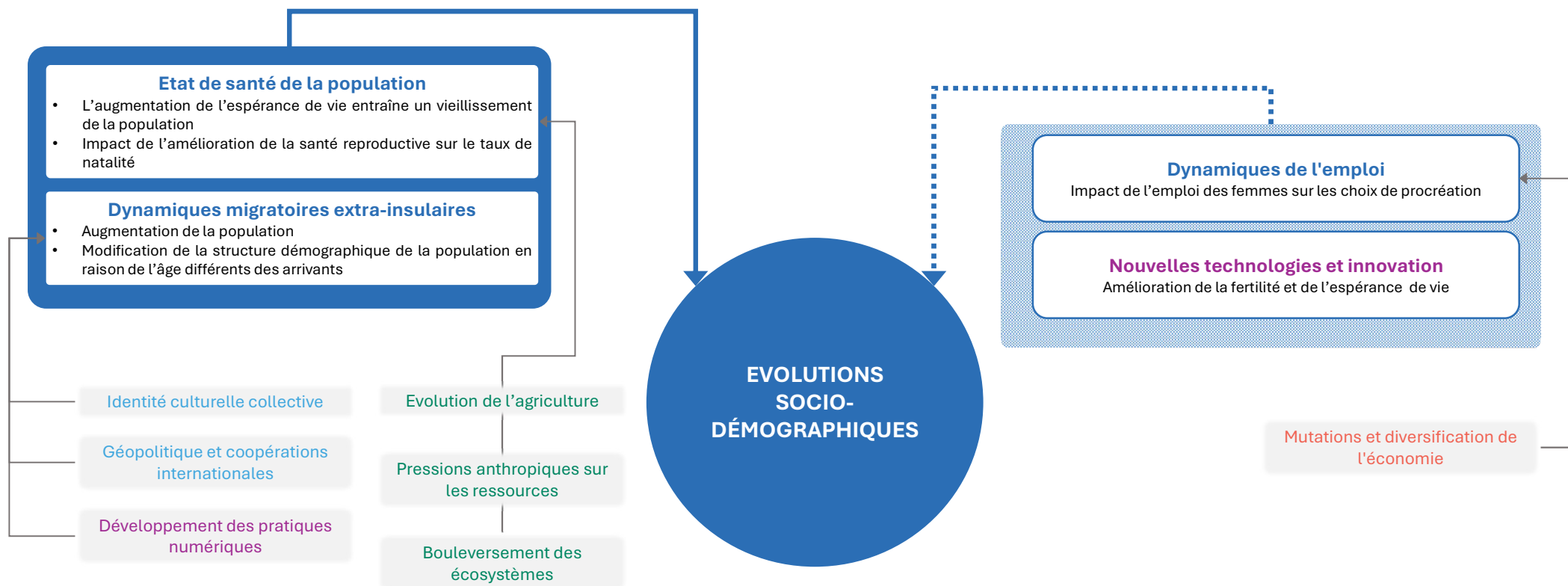


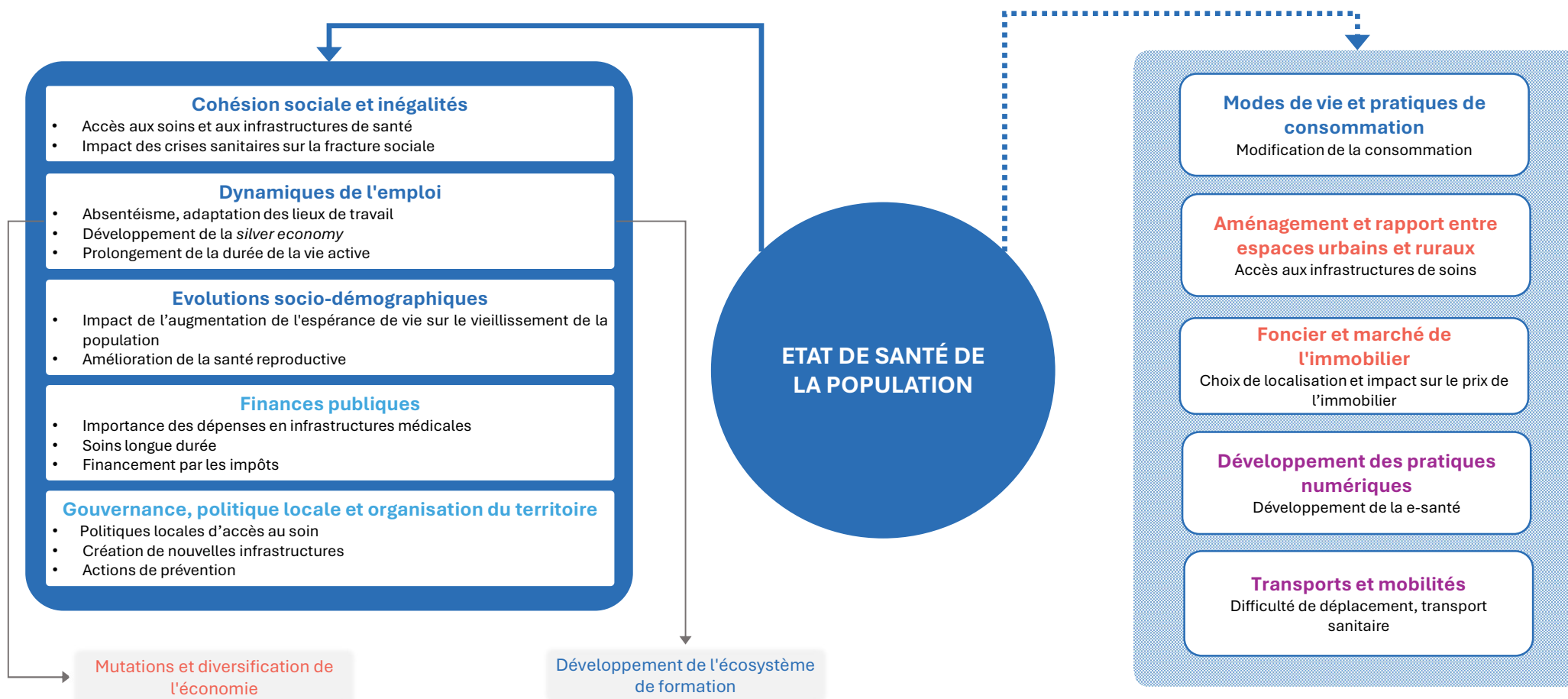
ENJEU N°2 : DÉVELOPPEMENT HUMAIN

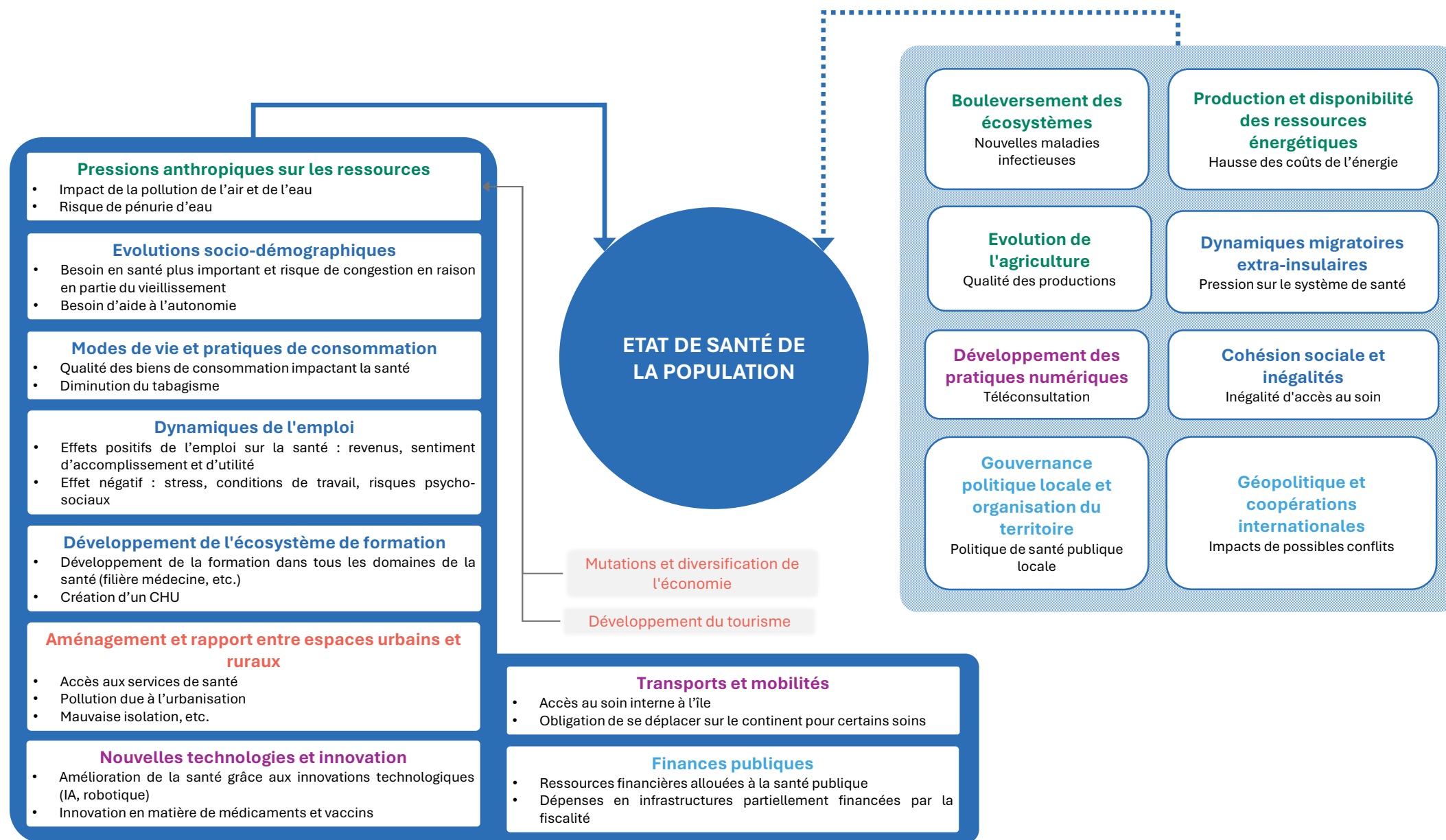


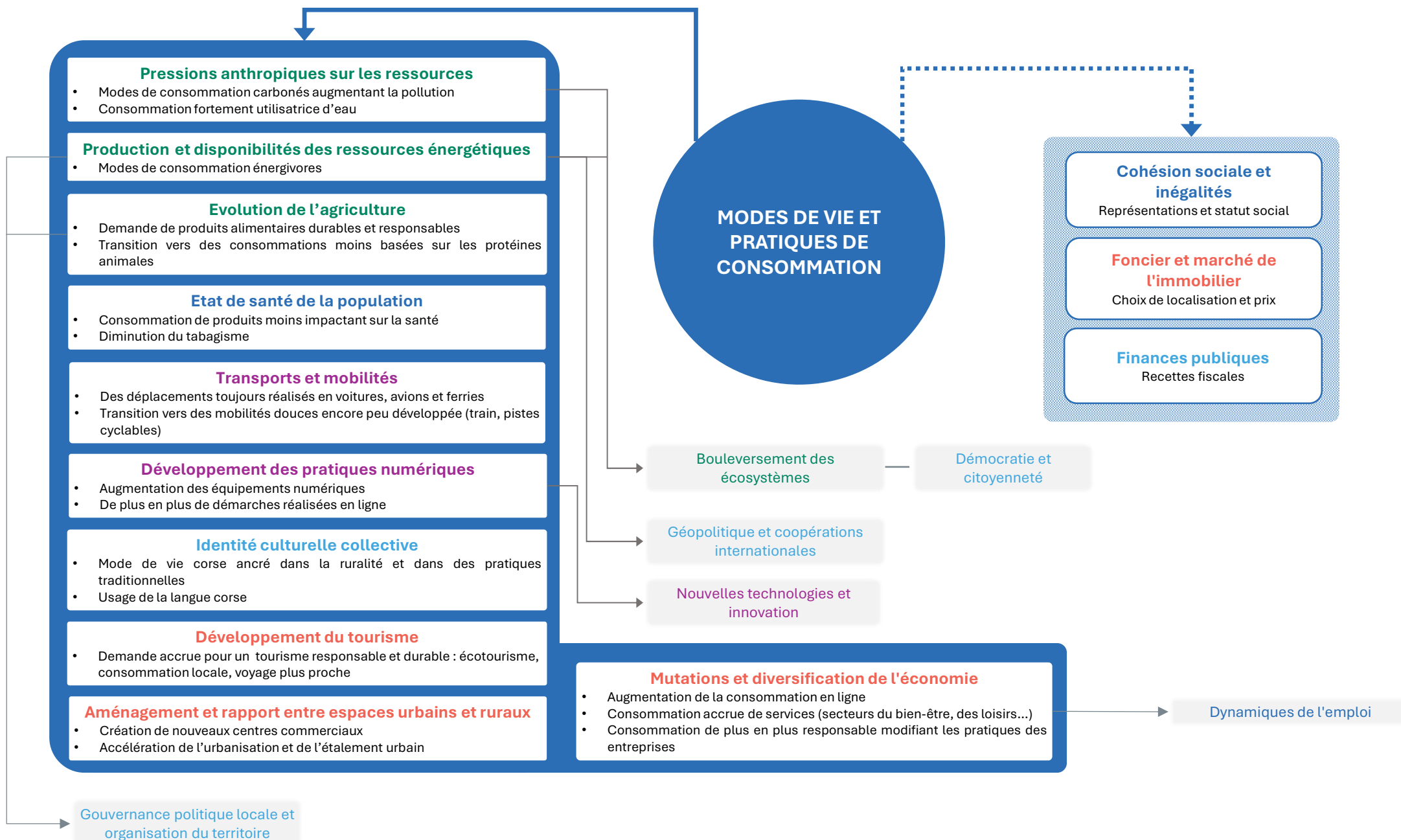


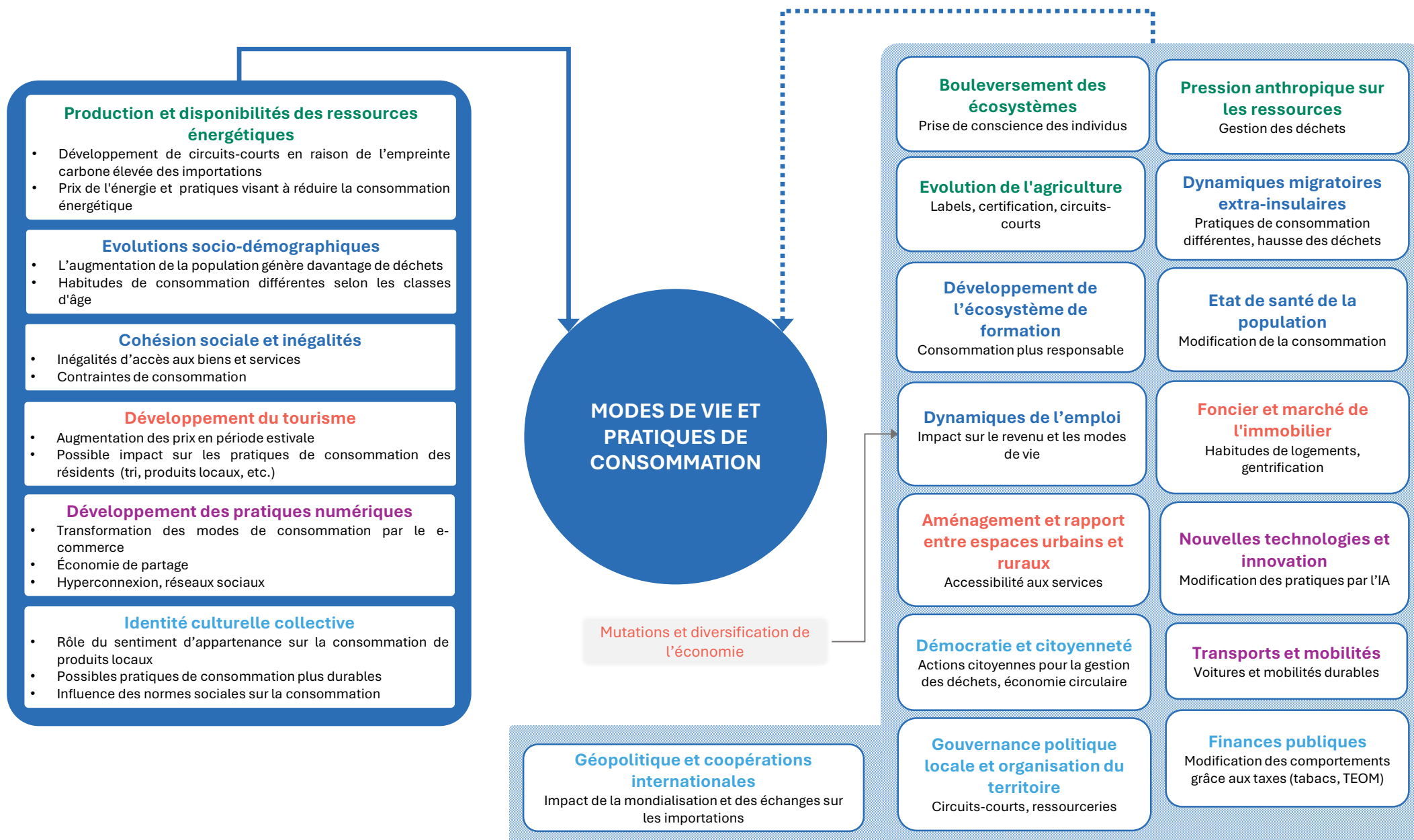


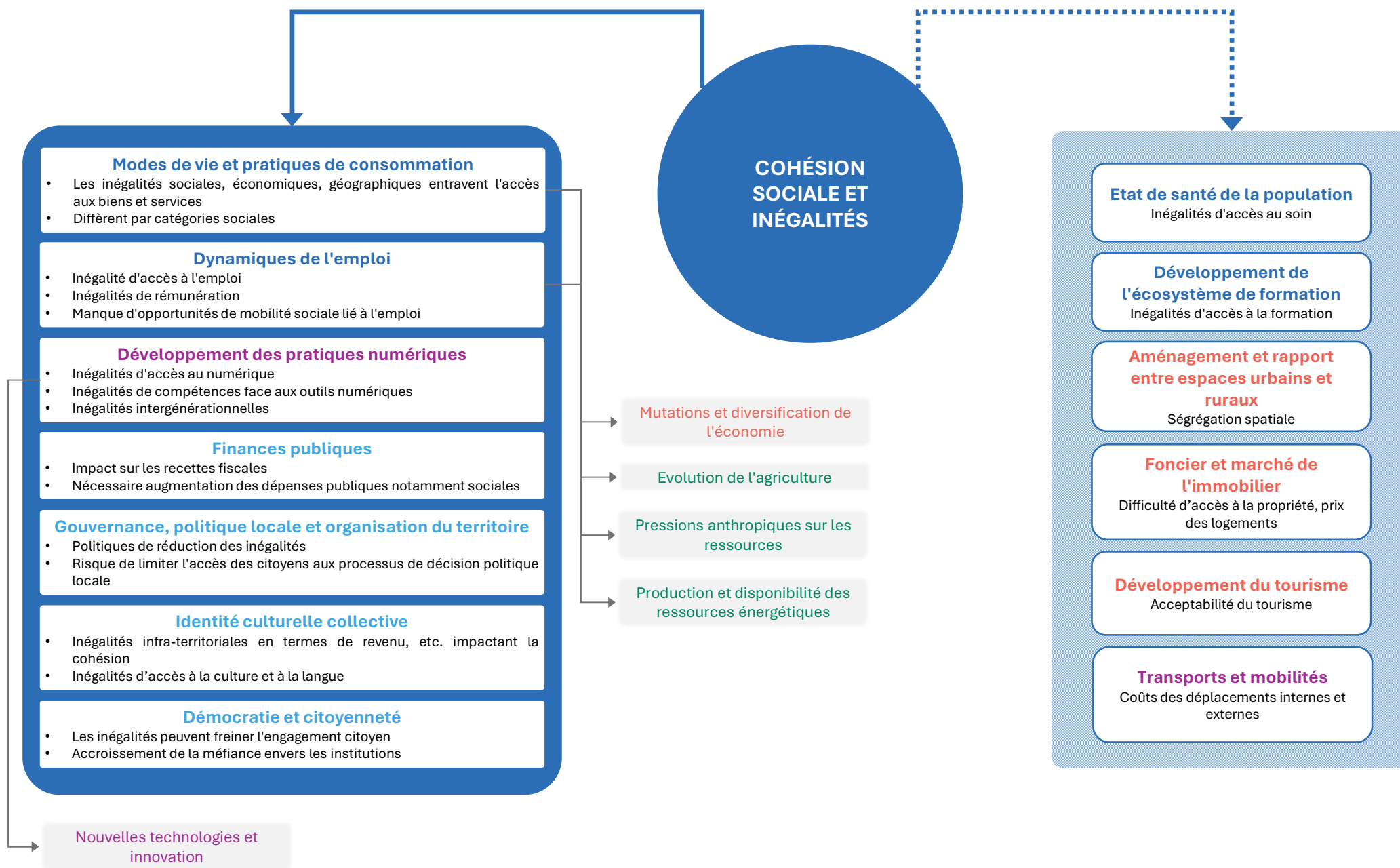


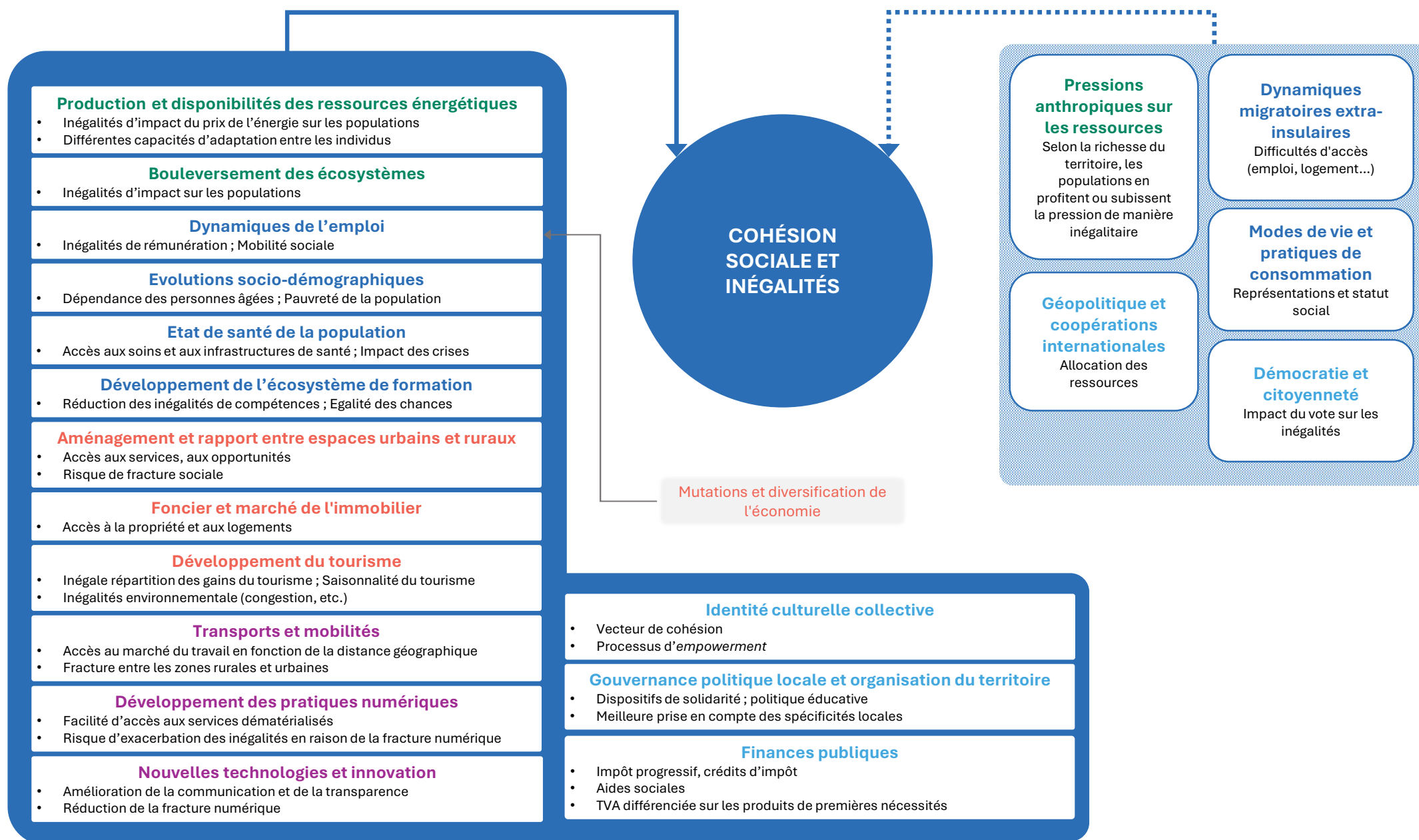


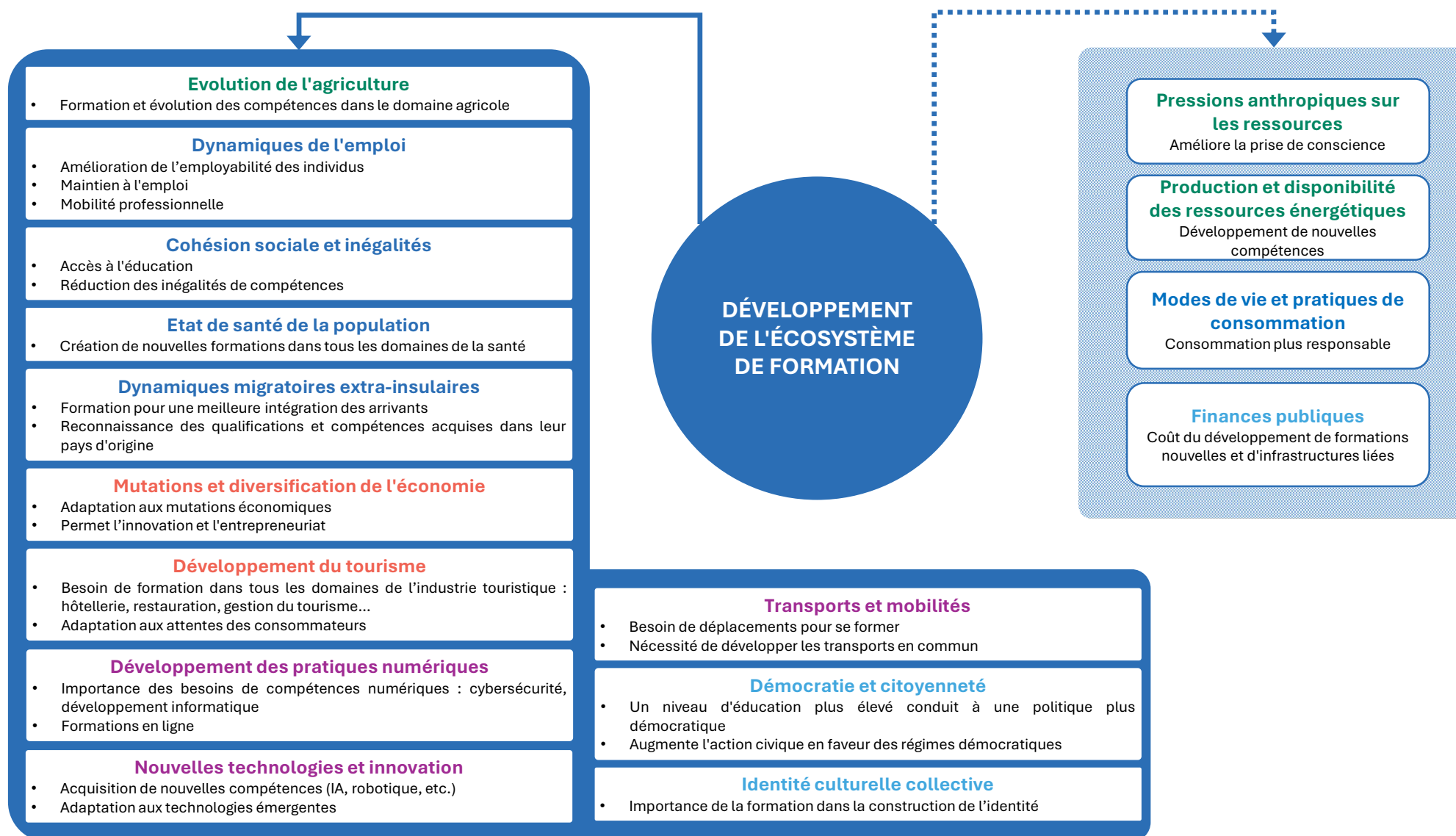


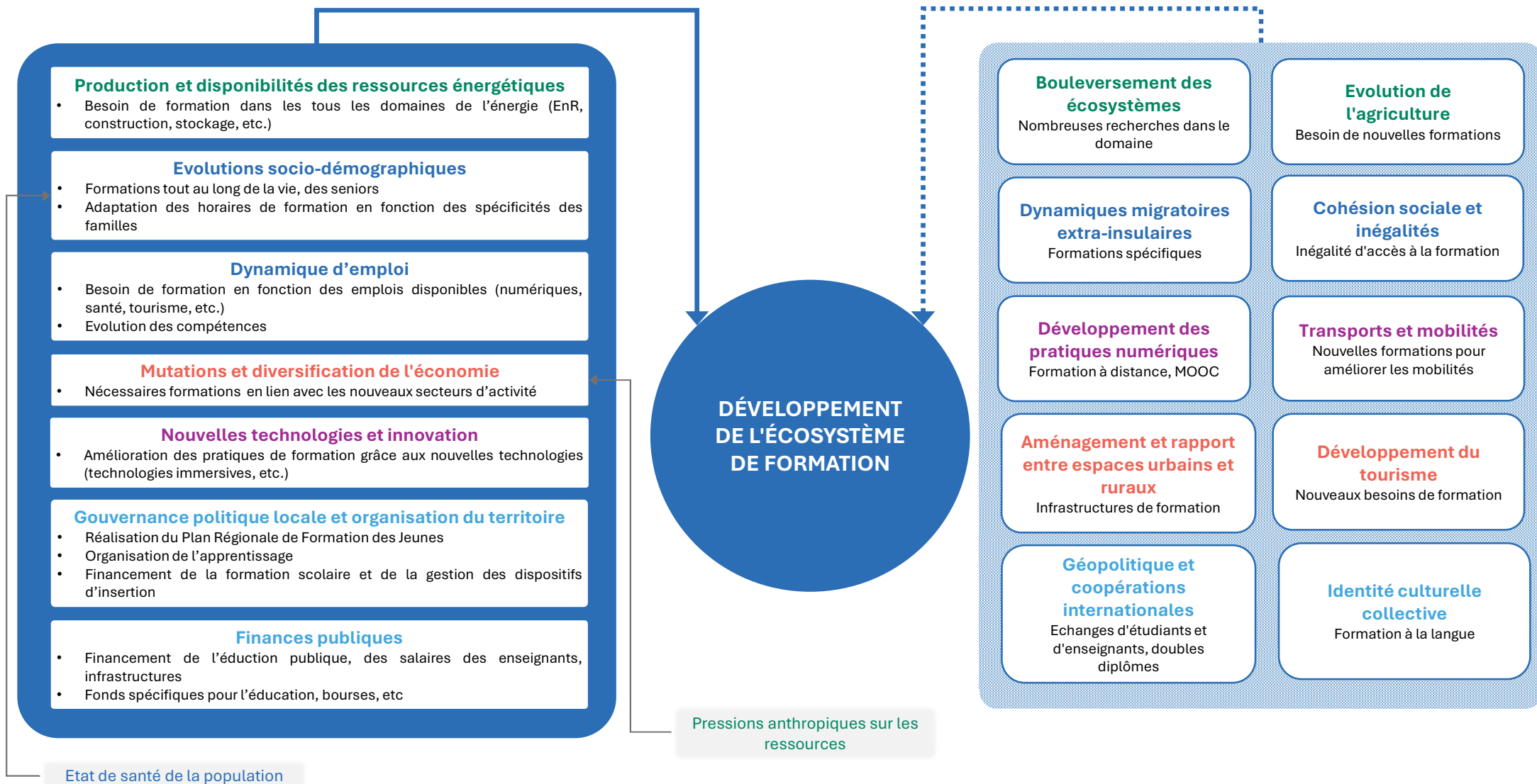


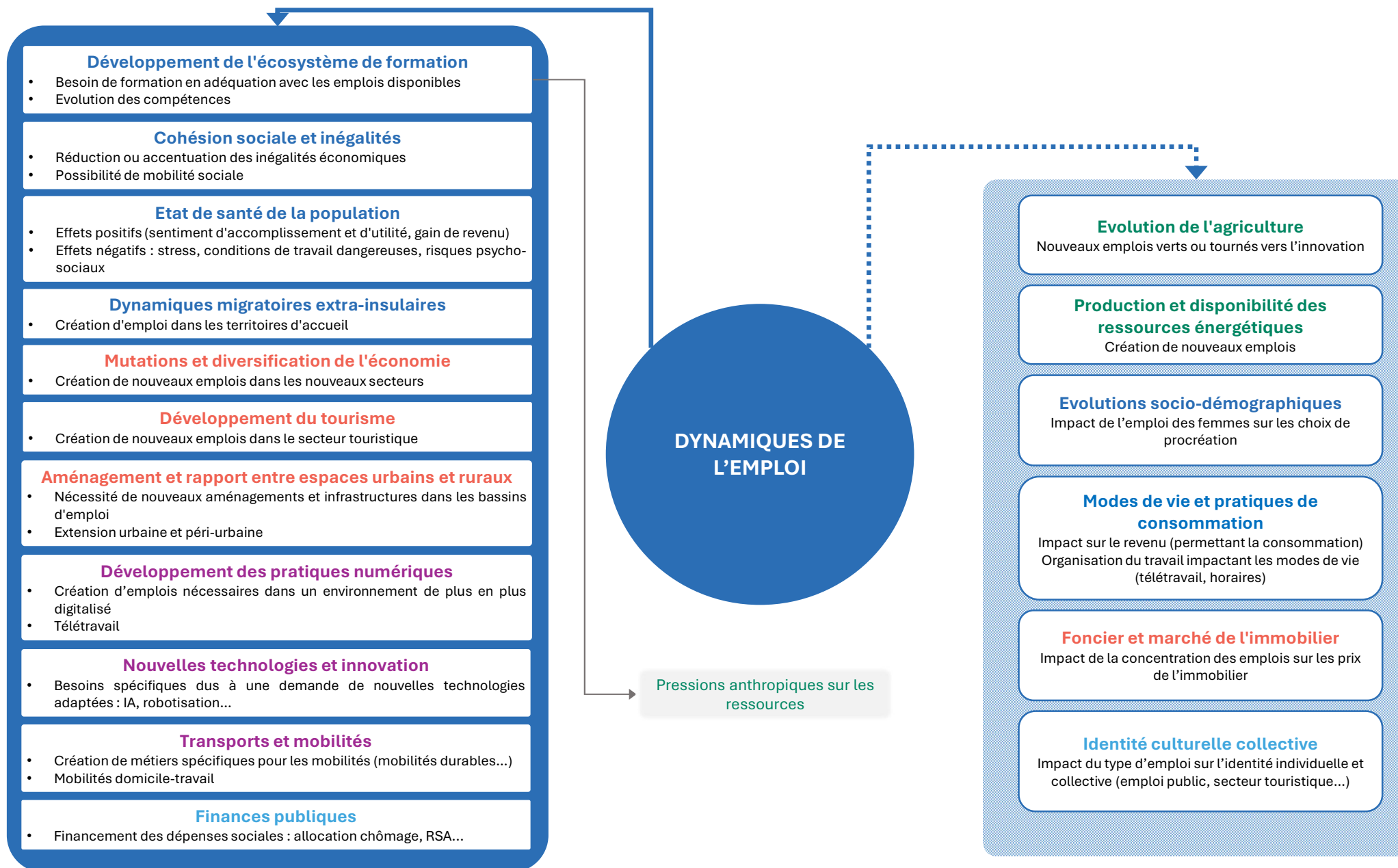


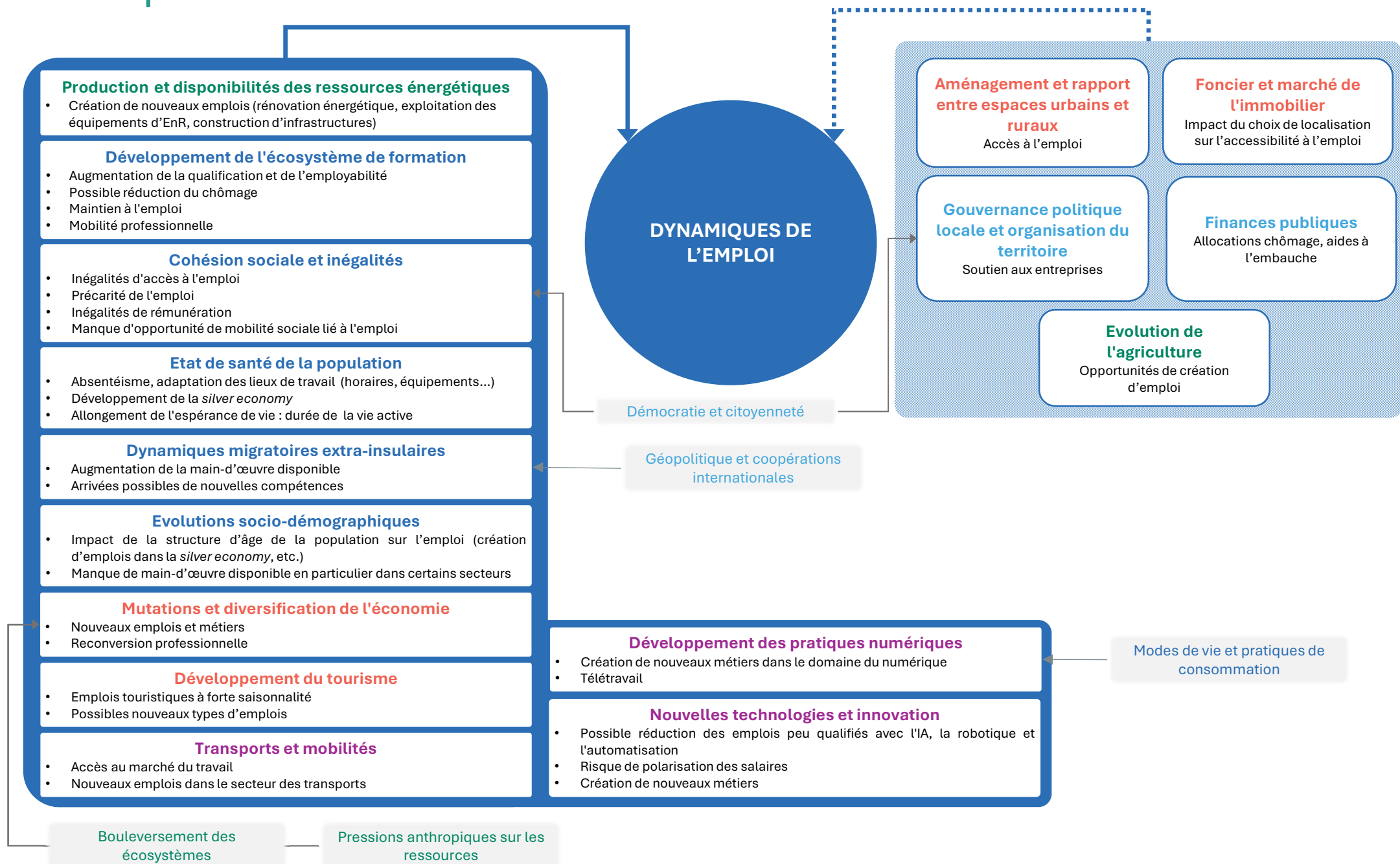




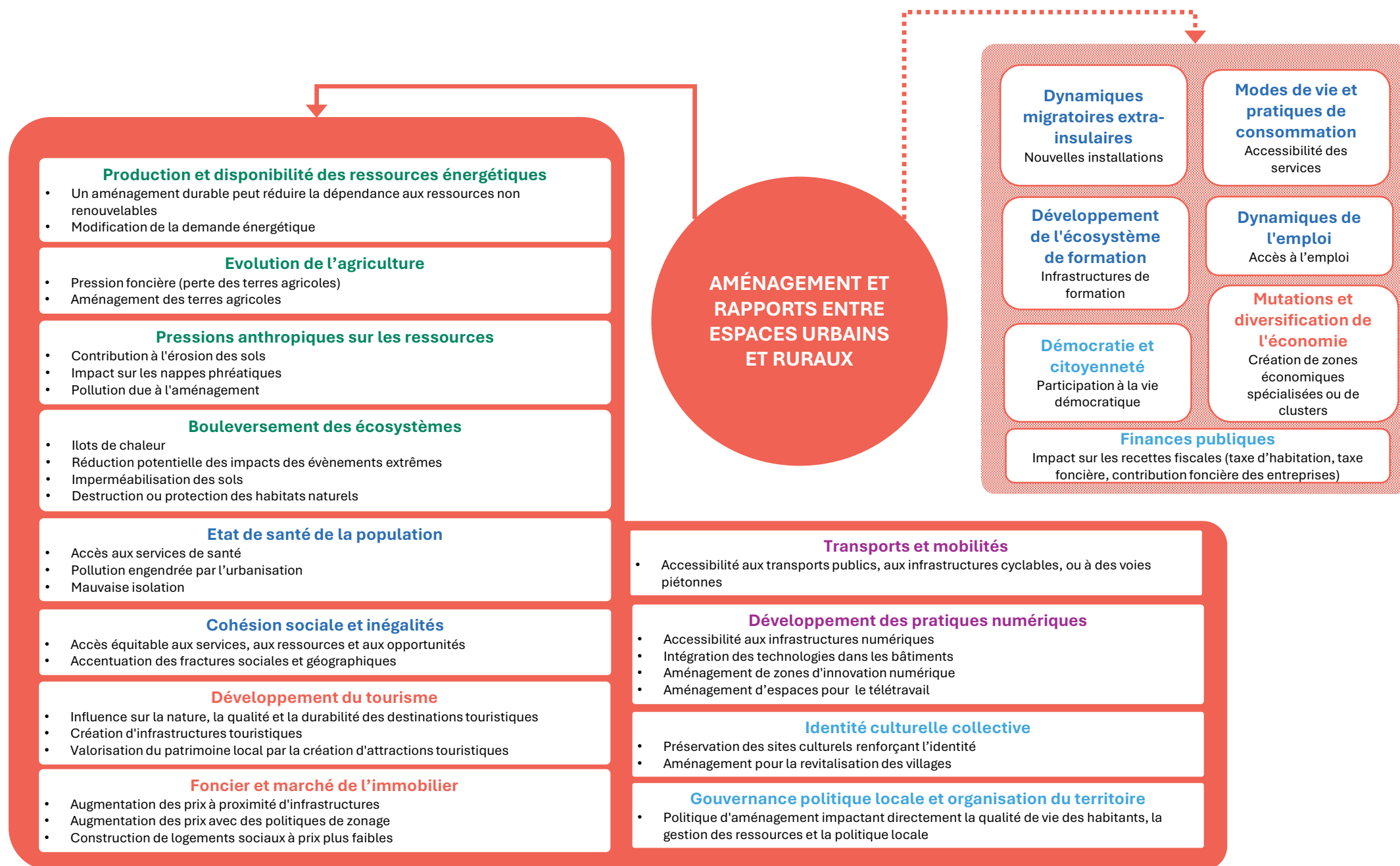








ENJEU N°3 : FRACTURES ET CONTINUITÉS DU TERRITOIRE



Bouleversement des écosystèmes

- Problématique des déplacements de populations littorales ; Gestion des risques d'inondations ; Ilots de chaleur

Production et disponibilités des ressources énergétiques

- Renouvellement de la manière de concevoir l'aménagement du territoire
- Construction d'infrastructures énergétiques

Pressions anthropiques sur les ressources

- Limitation de l'artificialisation du sol
- Problématique de gestion de l'eau ; Pollution

Evolution de l'agriculture

- Conflits d'usage et risque de perte de terres agricoles
- Modification des paysages ruraux
- Intégration des pratiques agricoles en zones urbaines (jardins communautaires, etc.)

Dynamiques migratoires extra-insulaires

- Nécessité d'infrastructures supplémentaires
- Etalement urbain dû à l'installation des arrivants à proximité des bassins d'emploi

Evolutions socio-démographiques

- Nécessite des aménagements et infrastructures supplémentaires notamment des infrastructures de santé ou des crèches

Modes de vie et pratiques de consommation

- Création de nouveaux centres commerciaux
- Accélération de l'urbanisation et de l'étalement urbain

Dynamiques de l'emploi

- Extension urbaine et péri-urbaine
- Nouveaux aménagements et infrastructures dans les bassins d'emploi

Foncier et marché de l'immobilier

- Difficulté d'accès au foncier pour les projets d'aménagement
- Impact des résidences secondaires sur la fragmentation des espaces urbains

Développement du tourisme

- Création d'infrastructures touristiques
- Gentrification touristique

AMÉNAGEMENT ET RAPPORTS ENTRE ESPACES URBAINS ET RURAUX

Etat de santé de la population

Accès aux infrastructures de soins

Cohésion sociale et inégalités

Ségrégation spatiale

Mutations et diversification de l'économie

Possible expansion des zones urbaines ou redynamisation des territoires ruraux

Développement des pratiques numériques

Aide à la planification urbaine

Démocratie et citoyenneté

Impact des mouvements citoyens et des revendications

Nouvelles technologies et innovation

Transports et mobilités

- Création et développement des infrastructures de transport
- Meilleures connectivités avec les pôles d'attractivité

Finances publiques

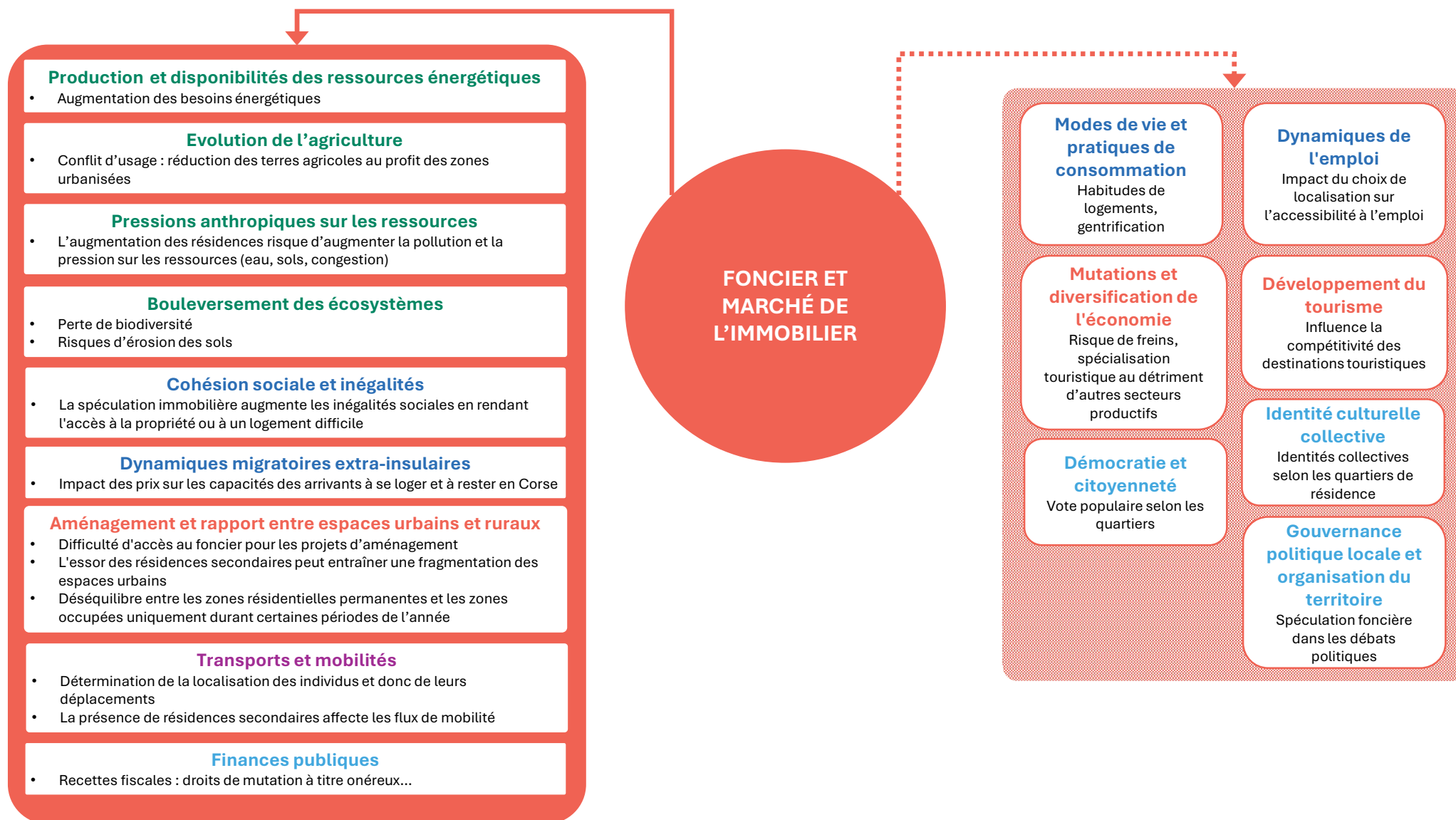
- Fonds national d'aménagement et de développement du territoire
- Financement des politiques d'aménagement, d'amélioration des infrastructures, de préservation des paysages...

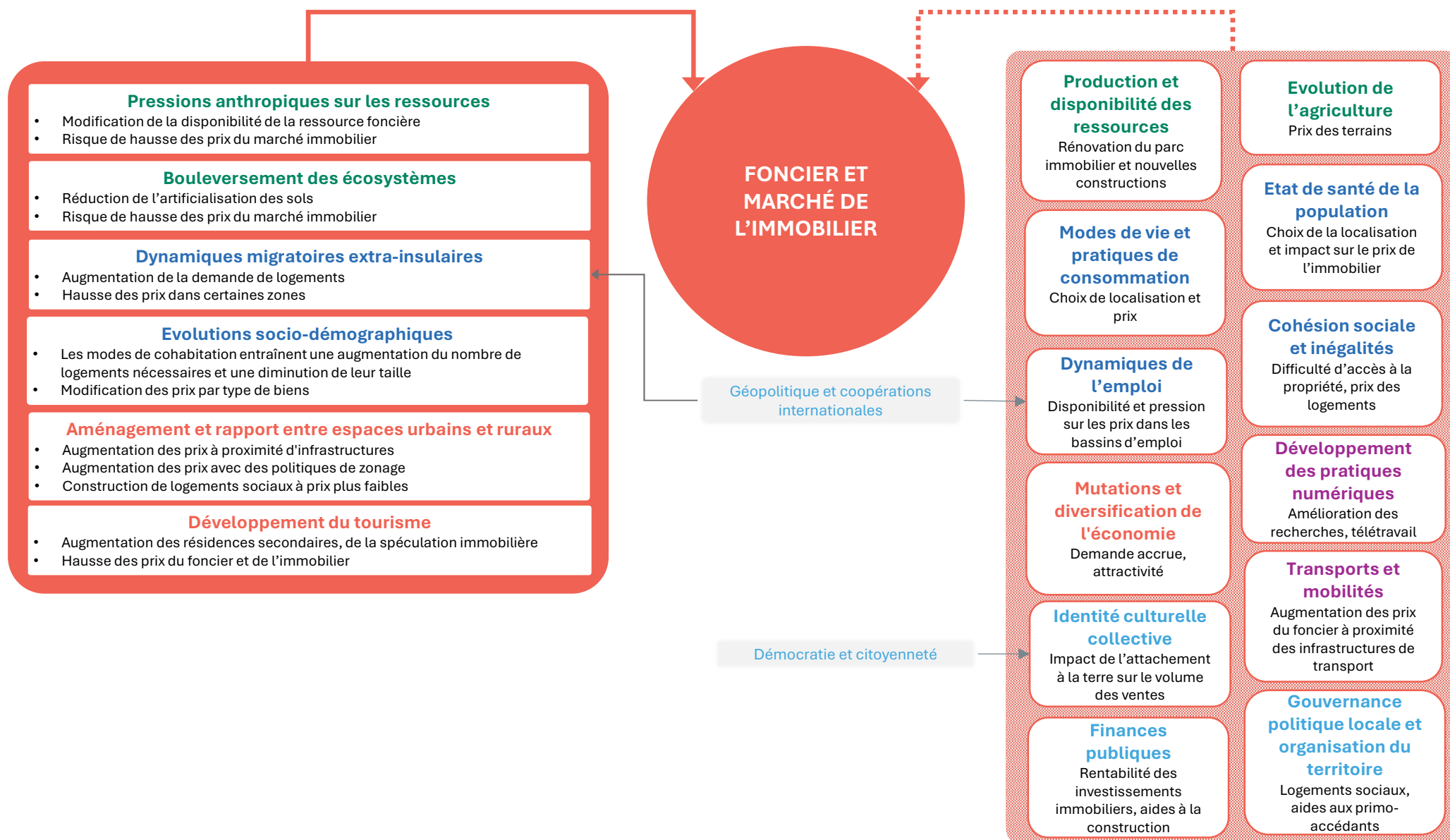
Gouvernance, politique locale et organisation du territoire

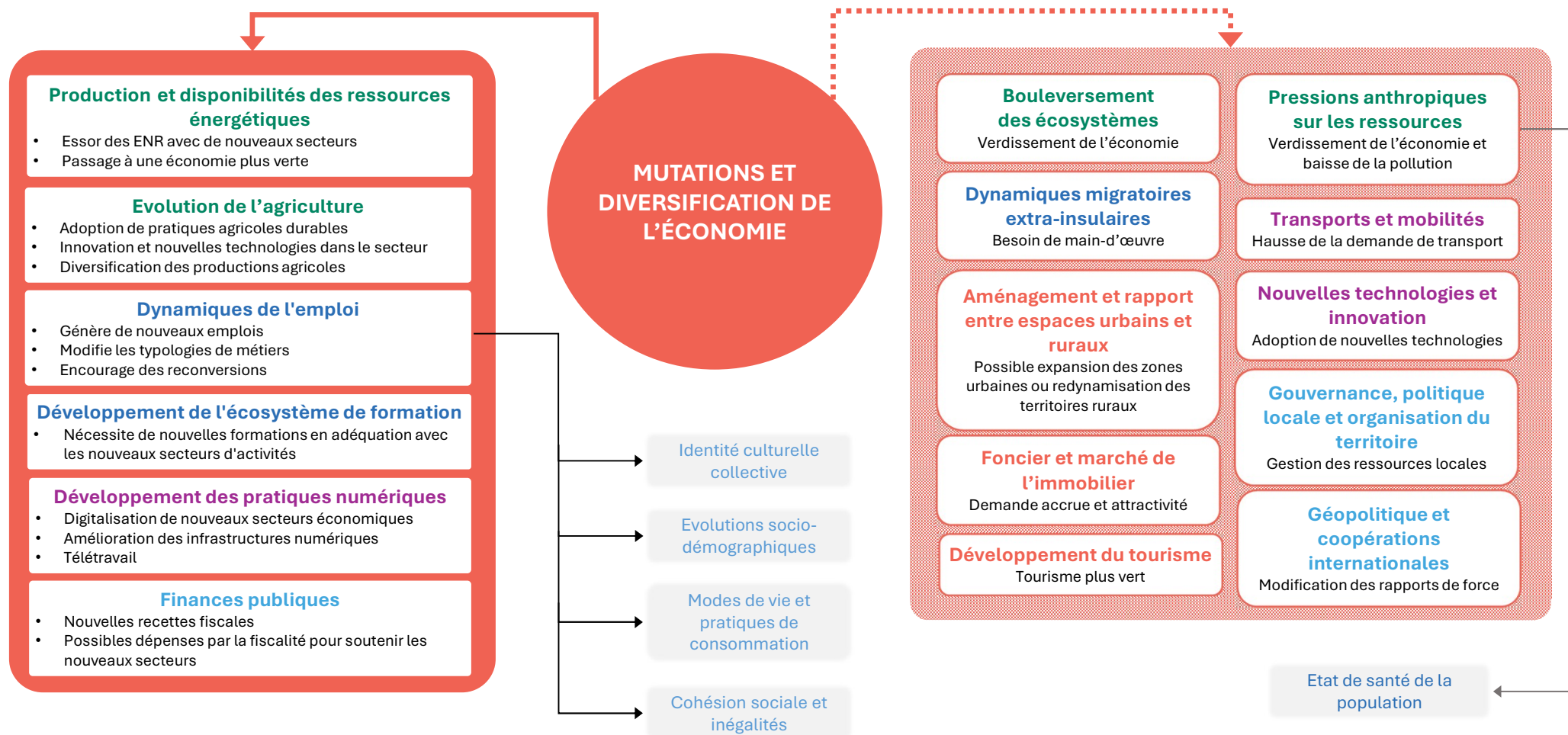
- PADDUC
- Documents d'urbanisme
- Politique d'aménagement

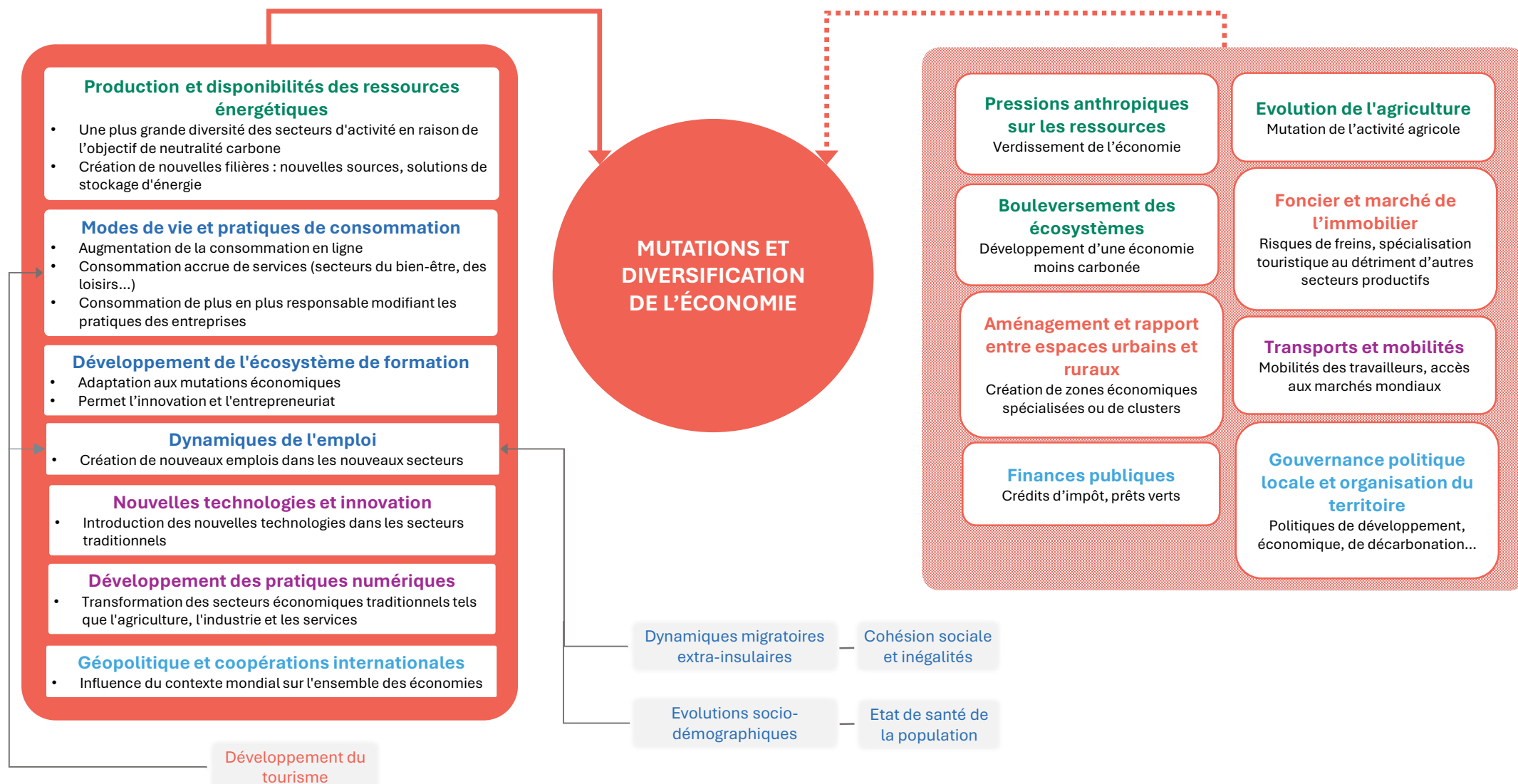
Identité culturelle collective

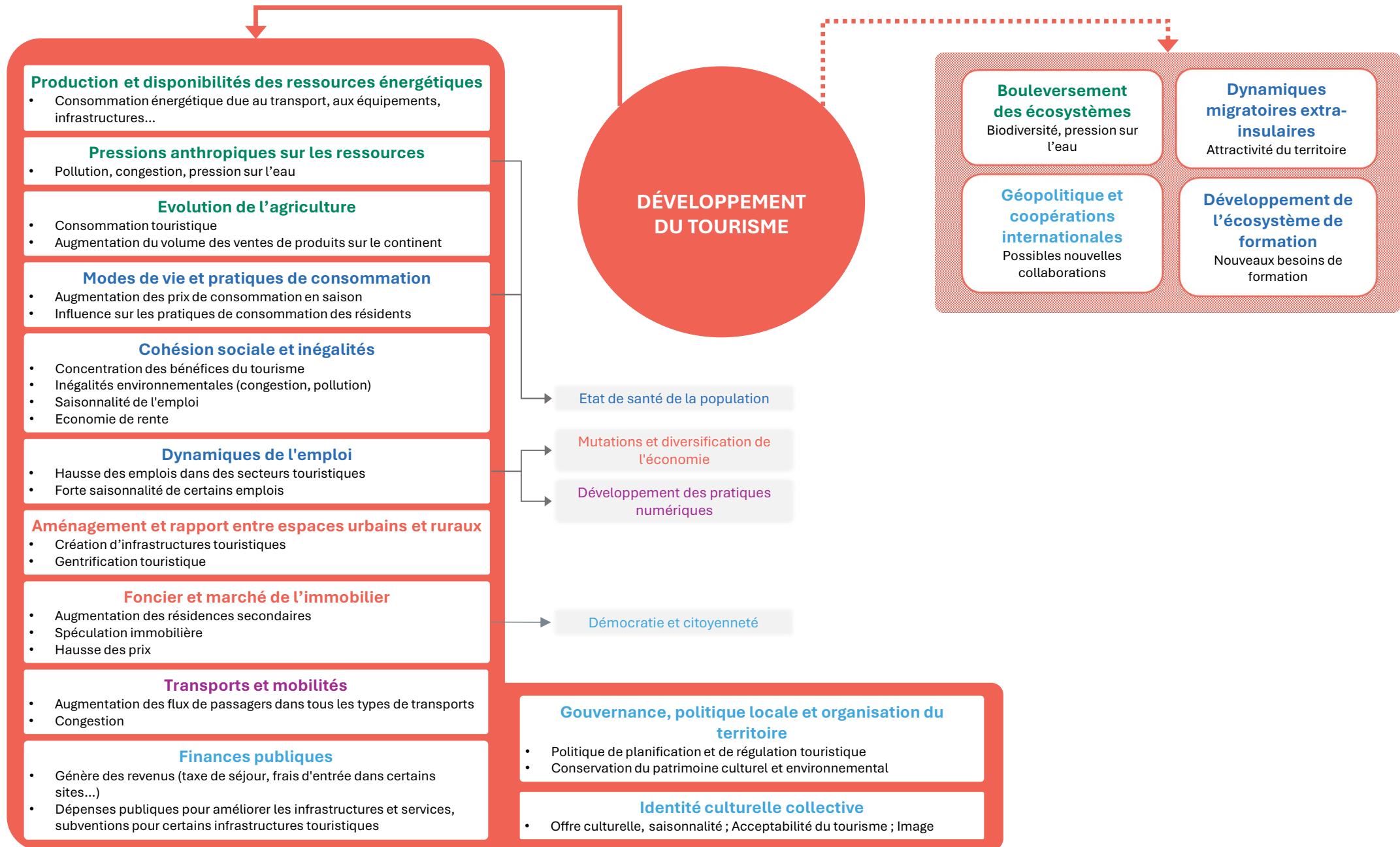
- Impact d'une politique identitaire sur les aménagements réalisés

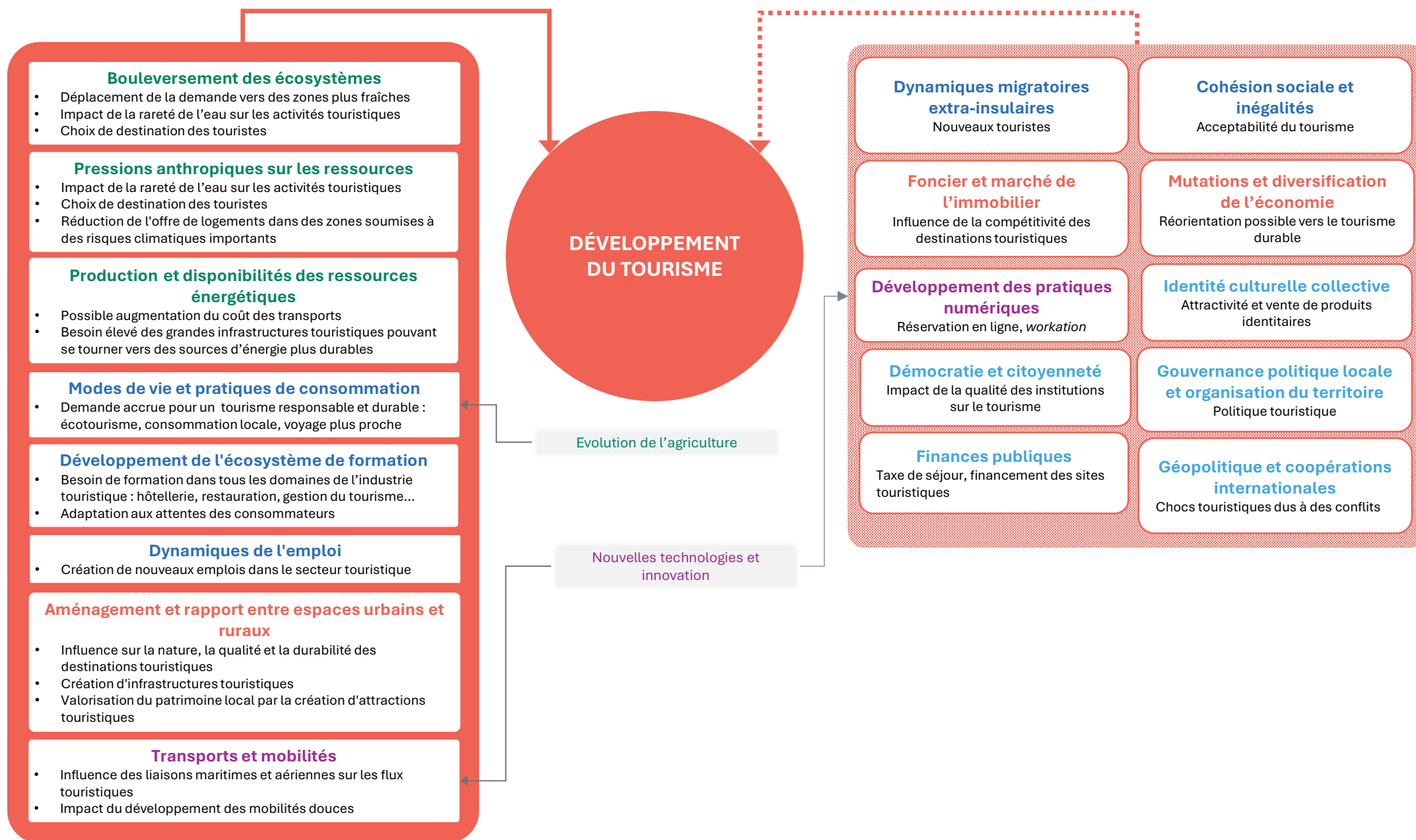




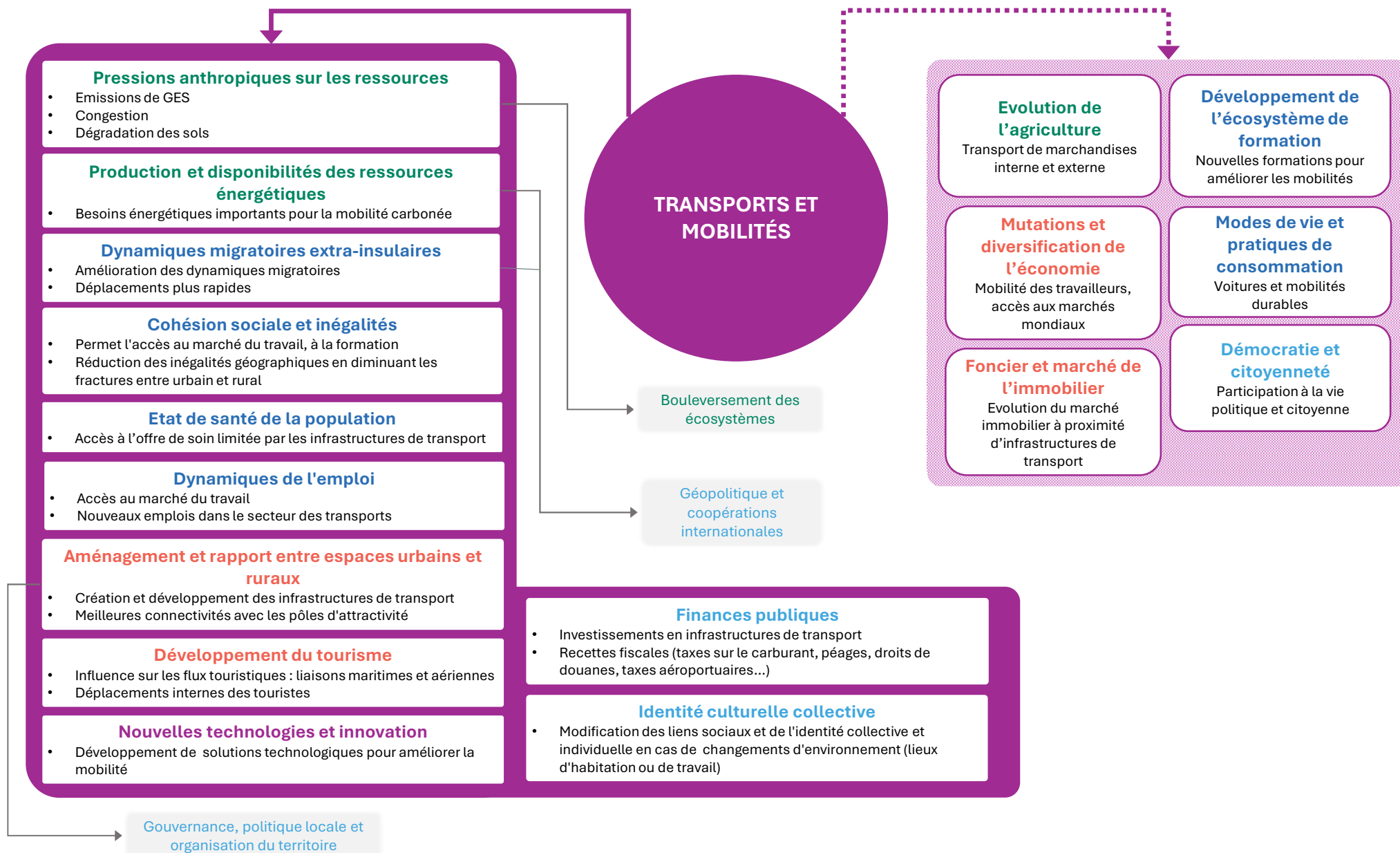


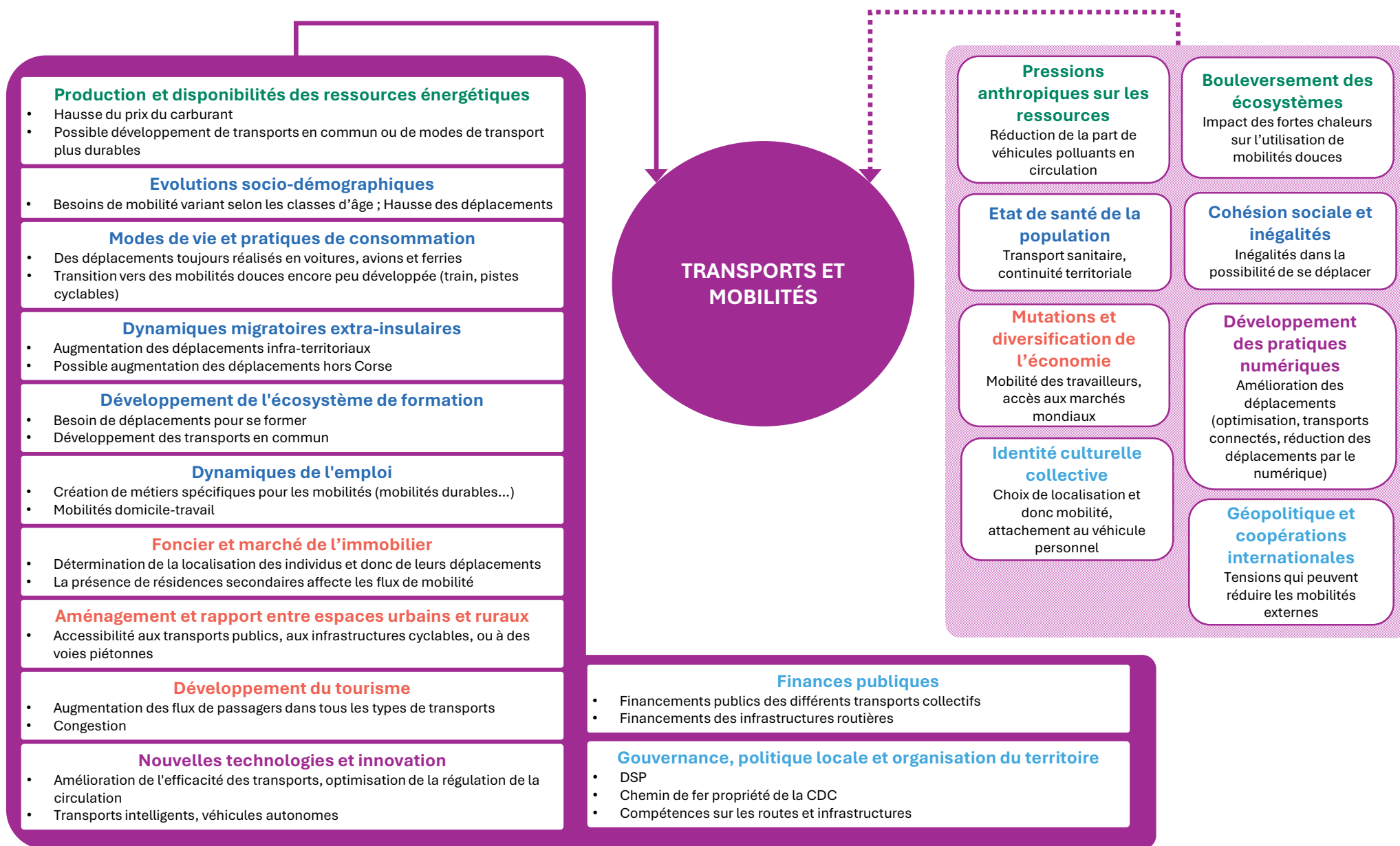


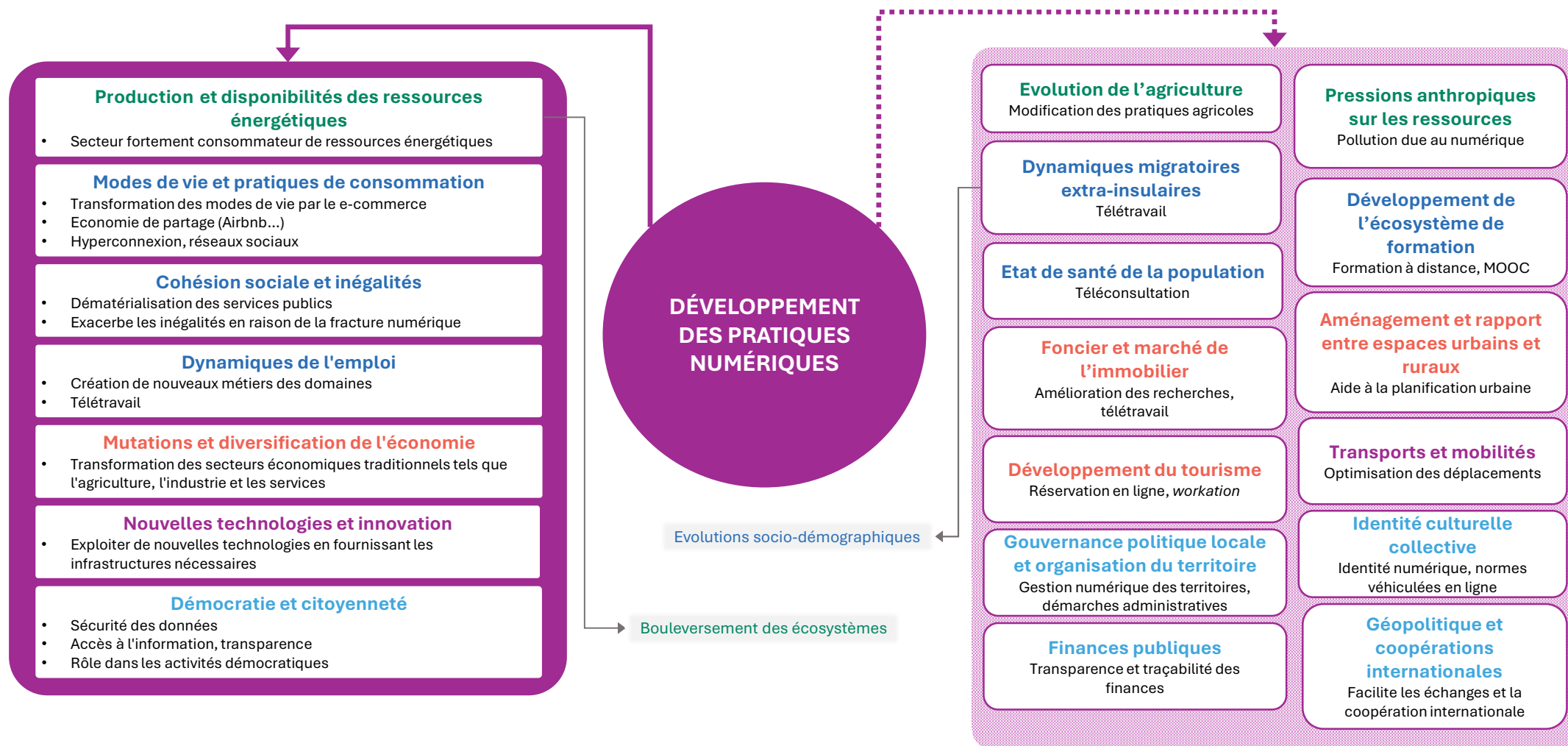




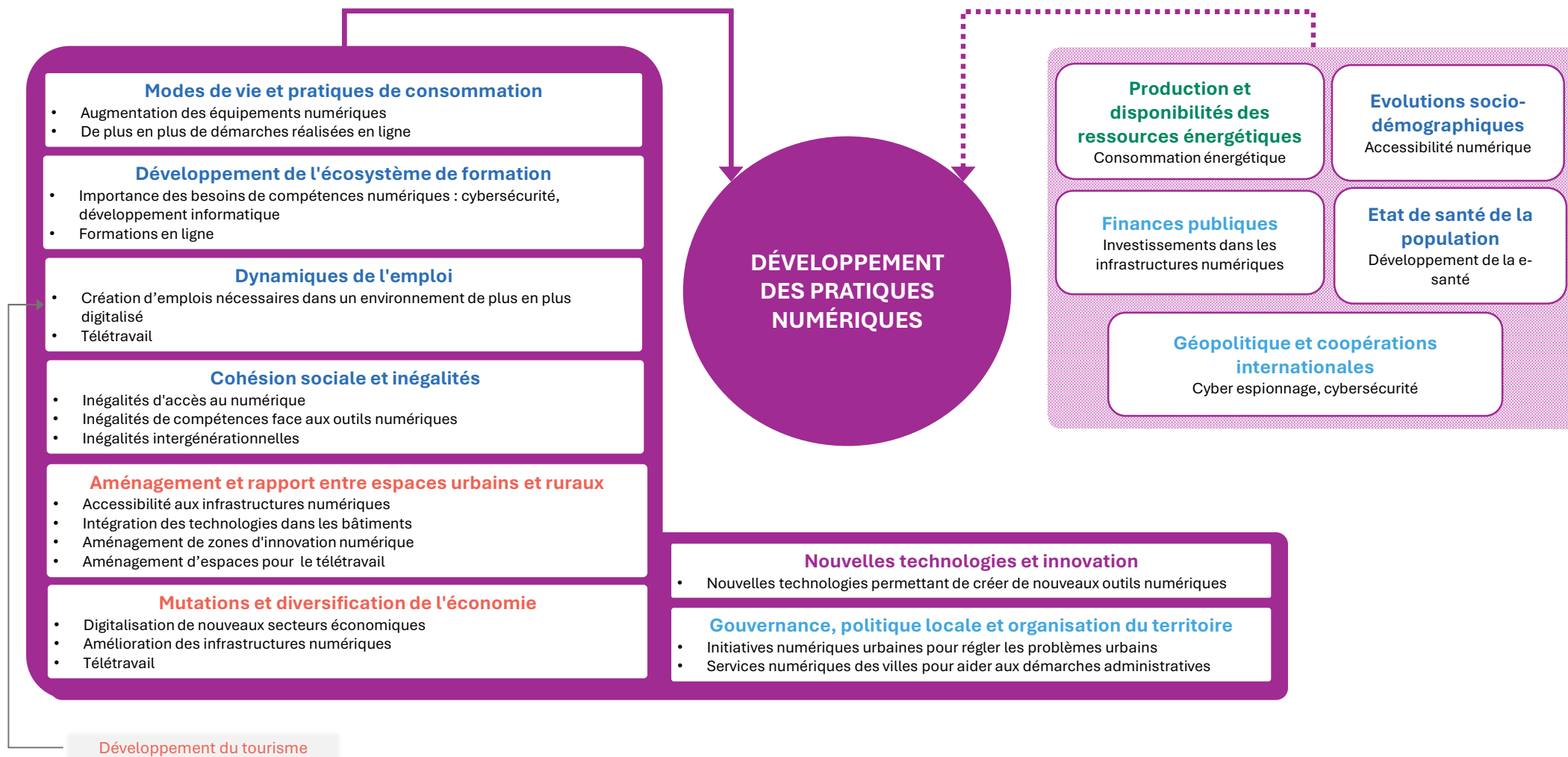
ENJEU N°4 : CONNECTIVITÉS ET MOBILITÉS

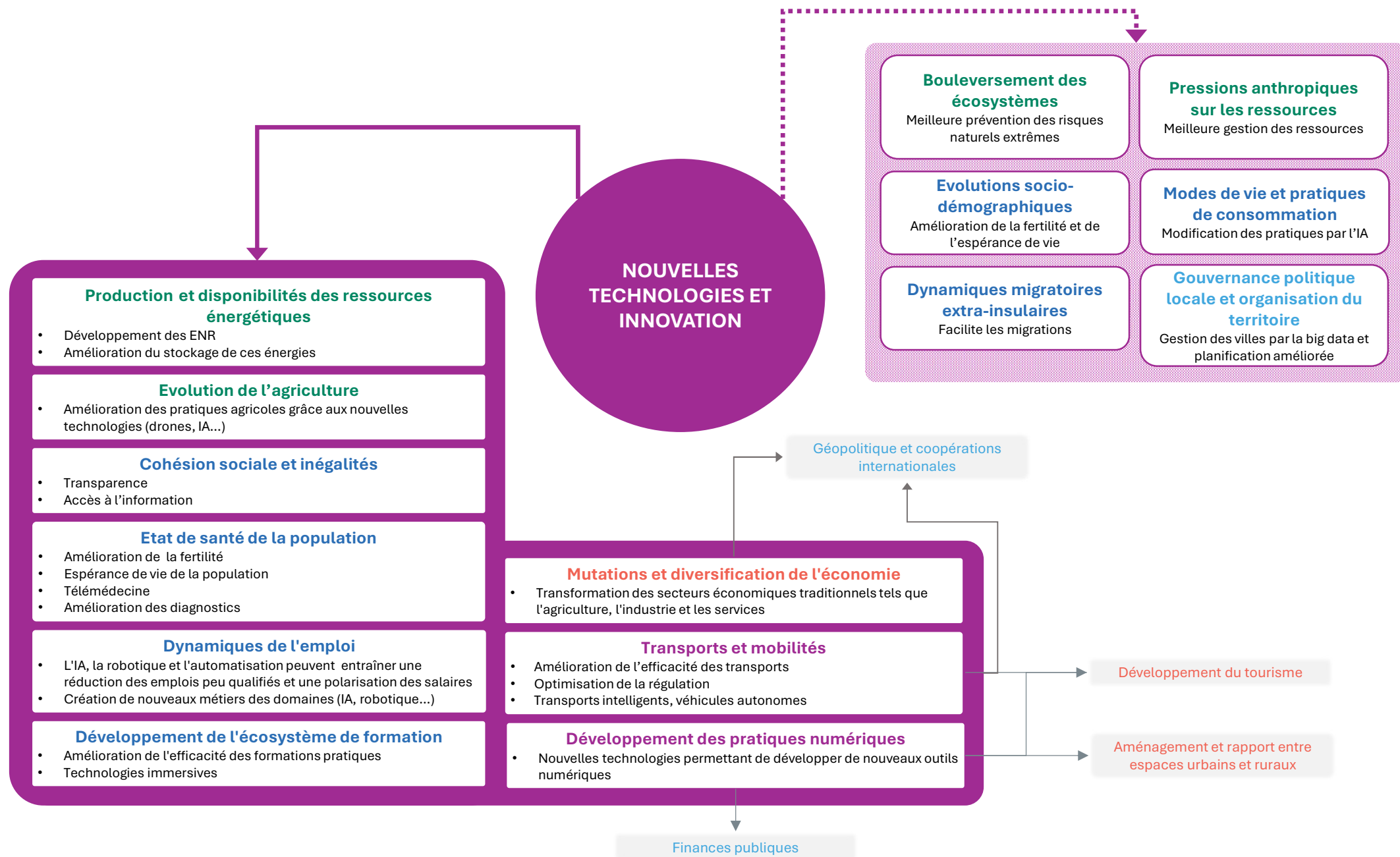


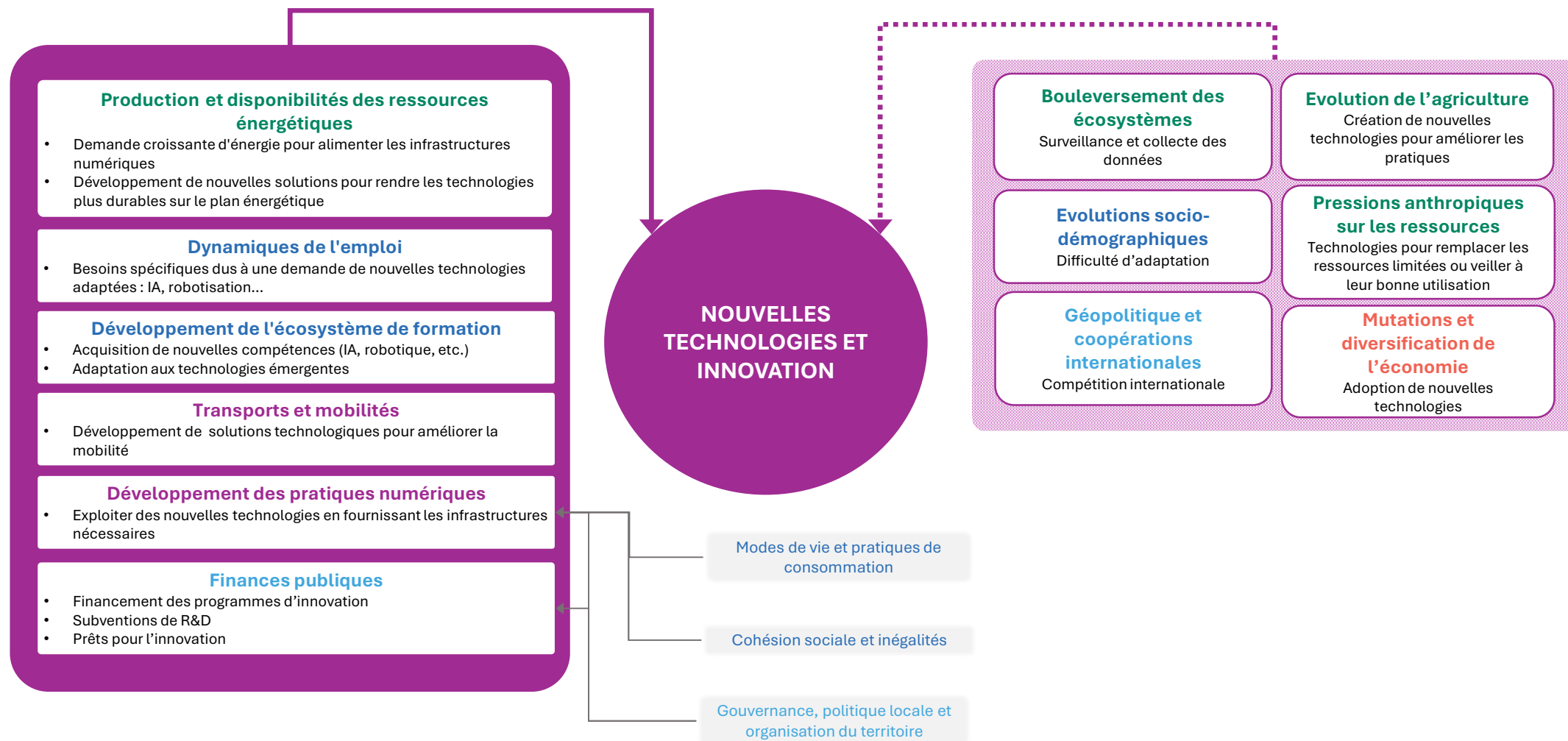




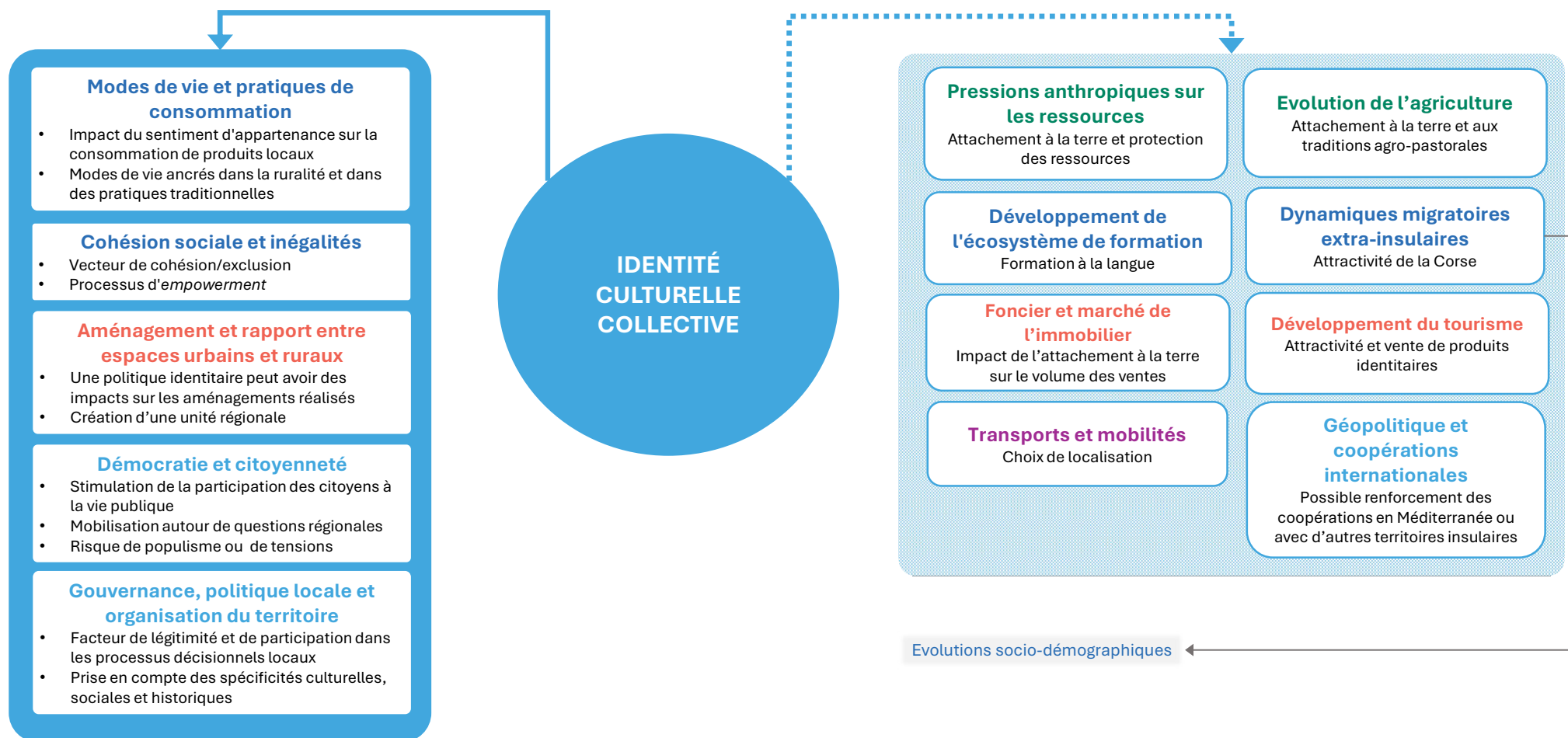
02 | DÉPENDANCE DU DÉVELOPPEMENT DES PRATIQUES NUMÉRIQUES

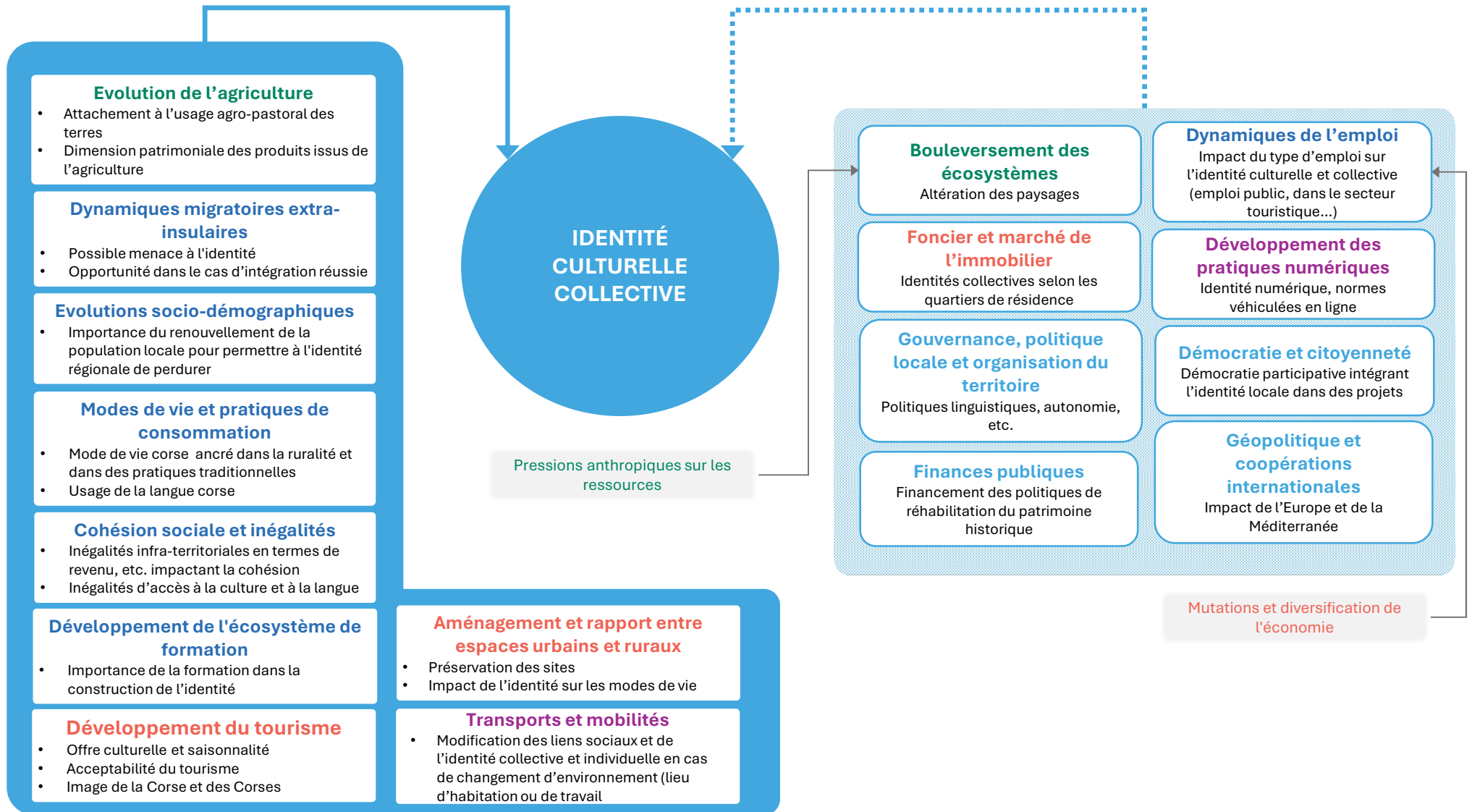


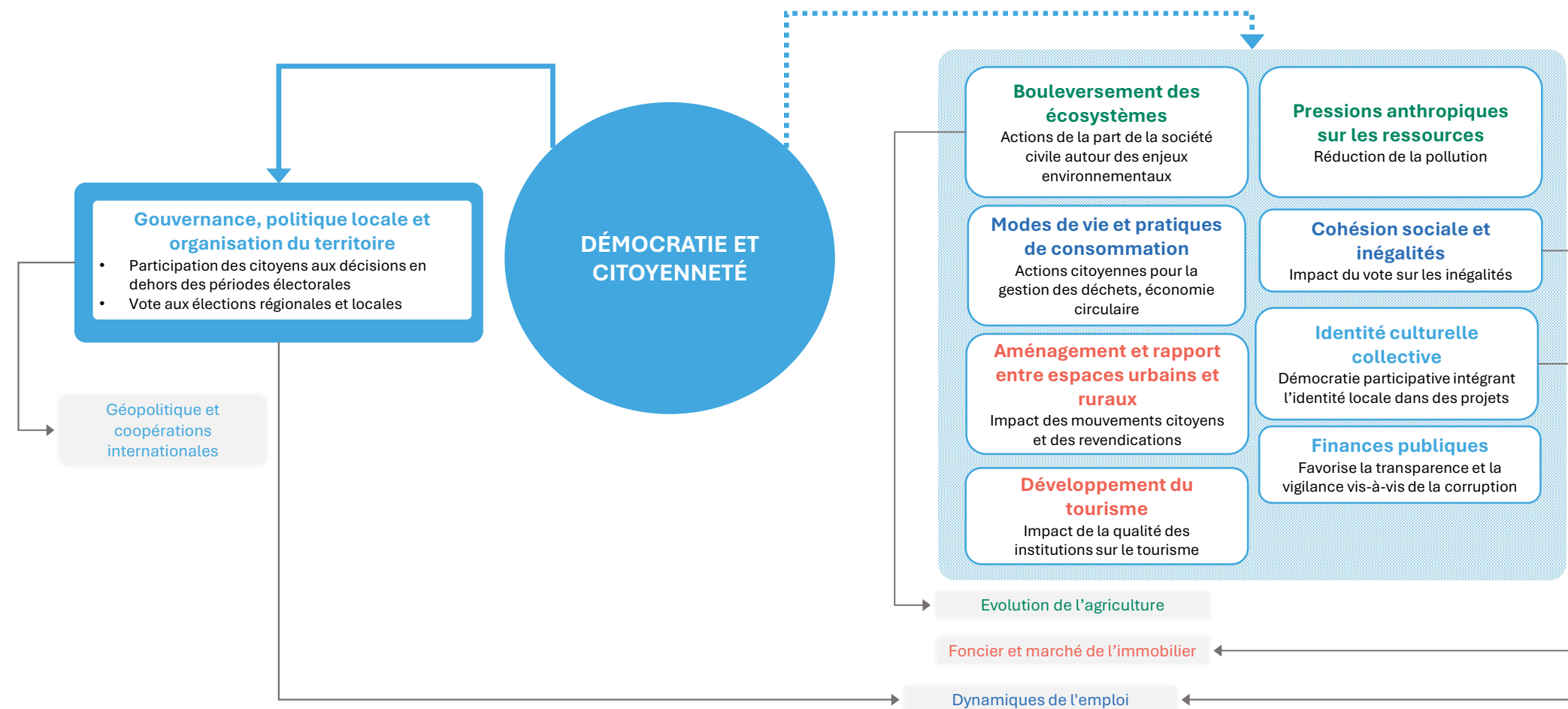


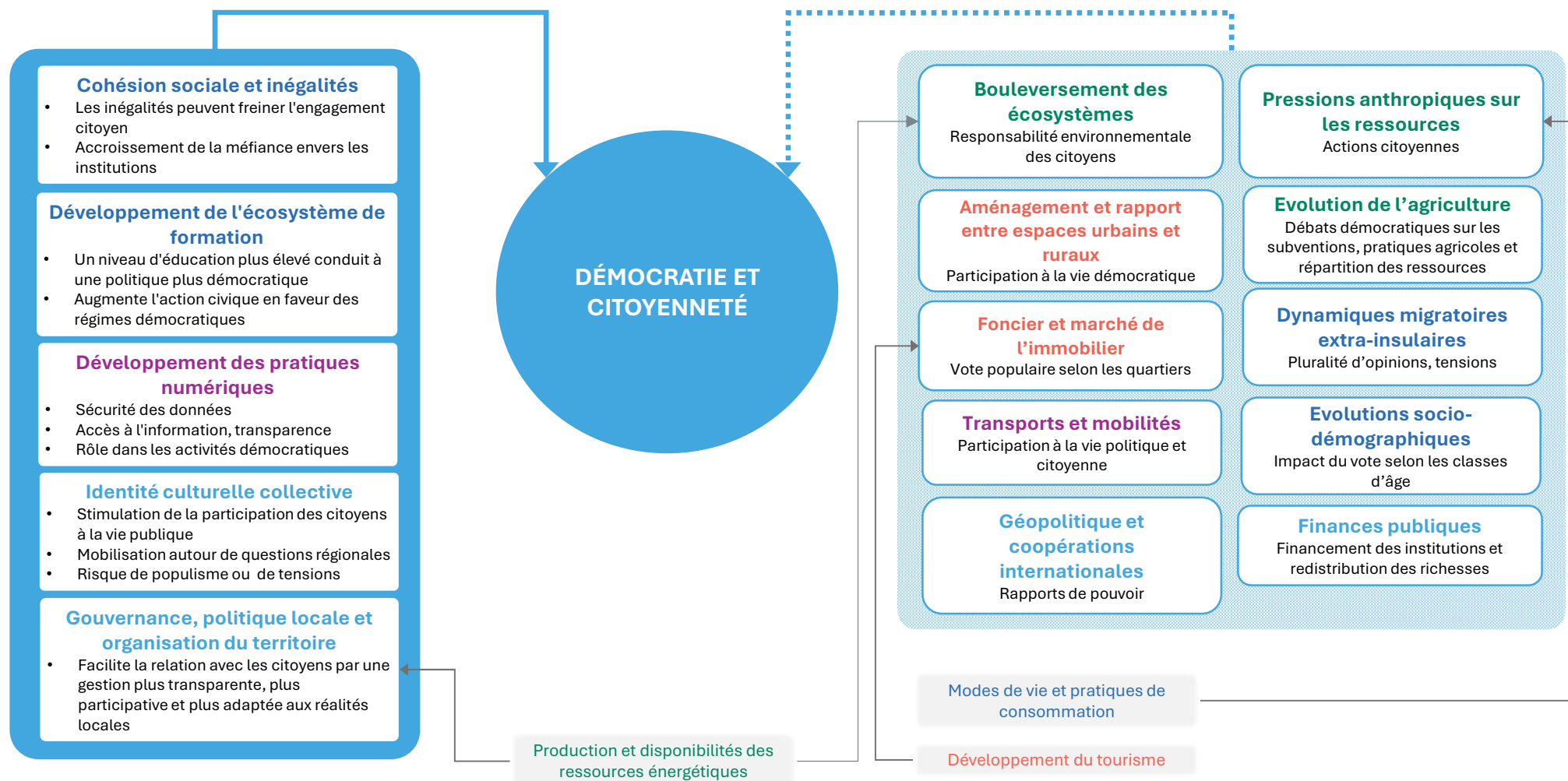


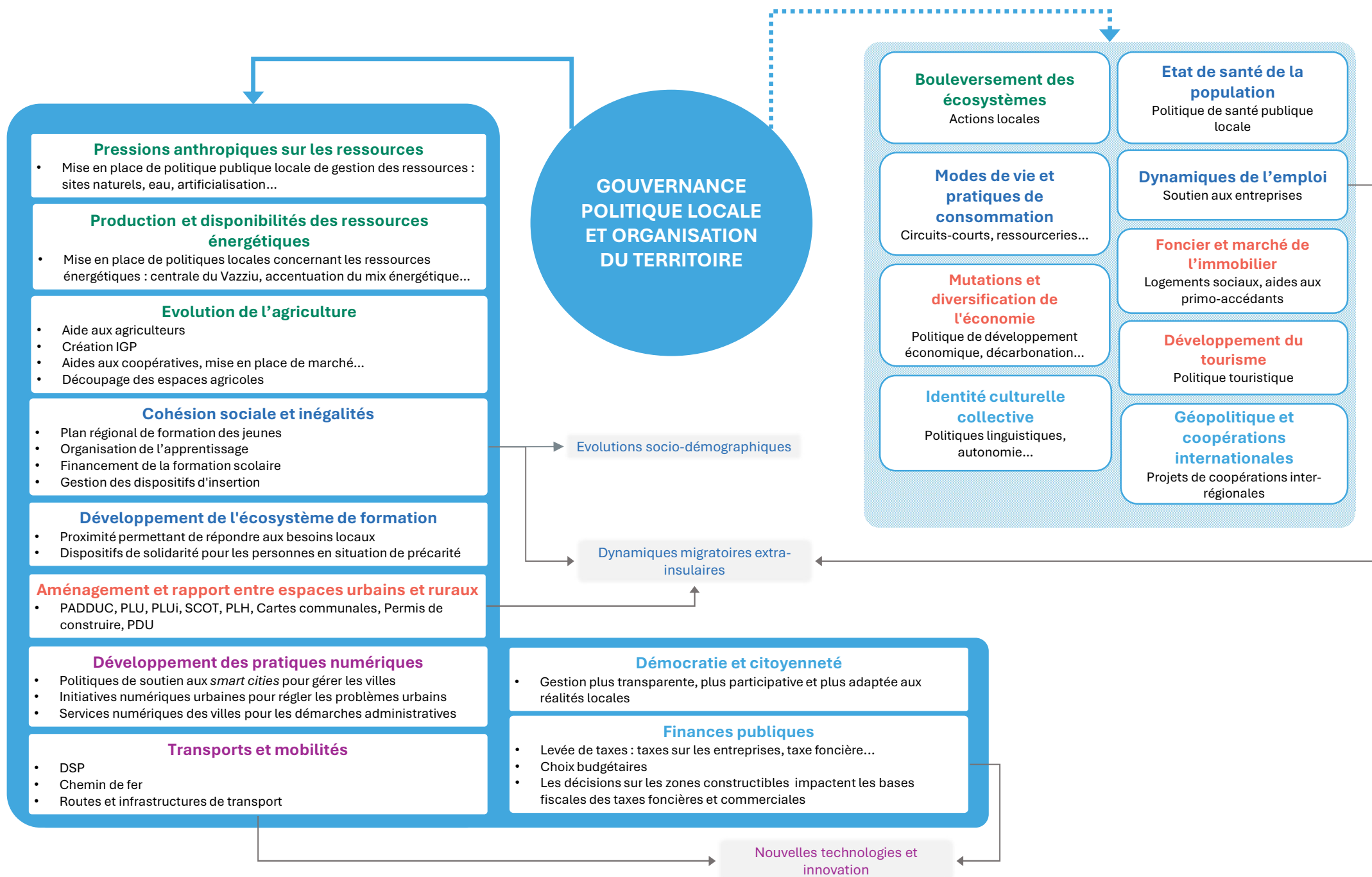
ENJEU N°5 : DYNAMIQUES INSTITUTIONNELLES

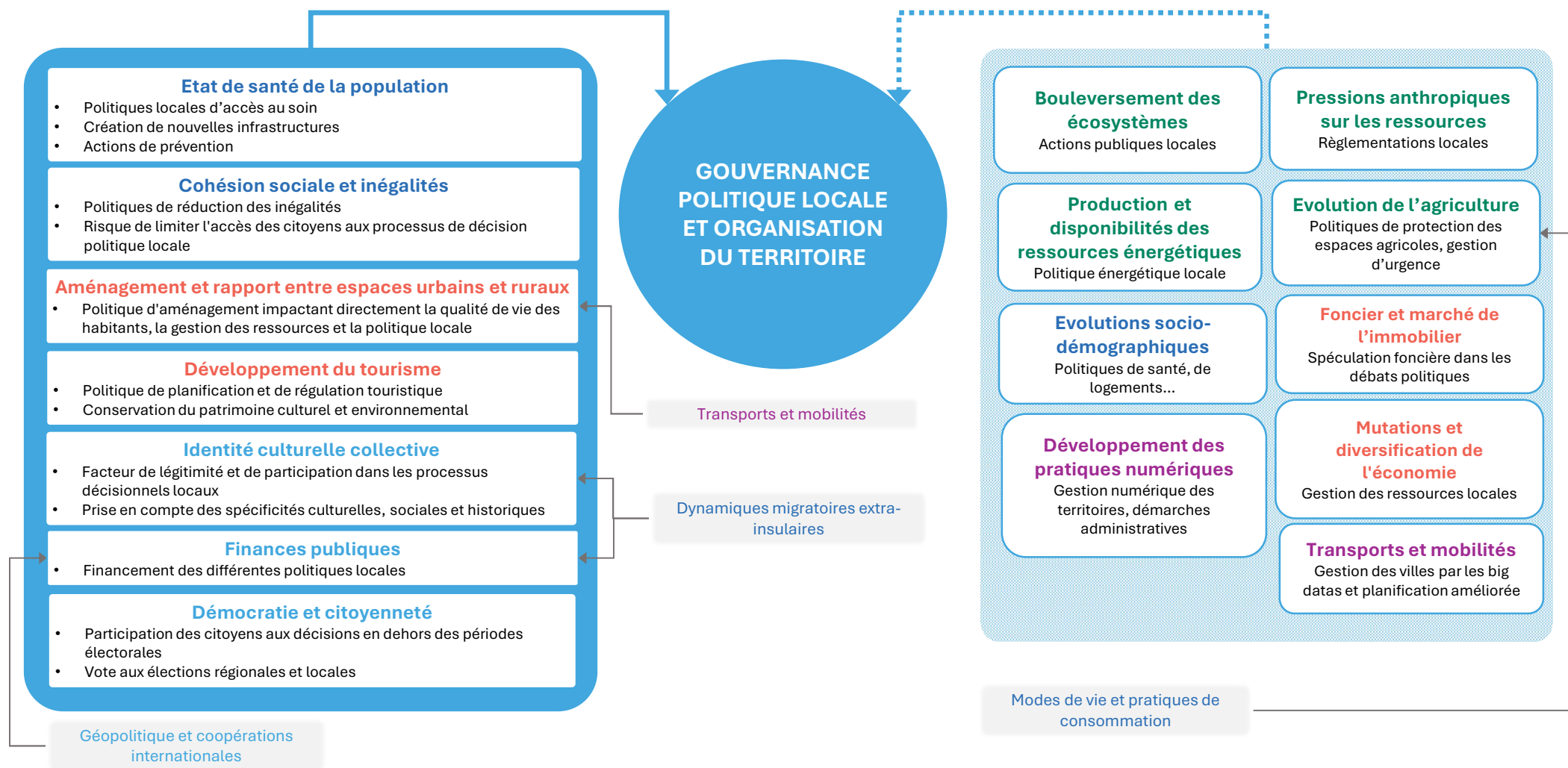


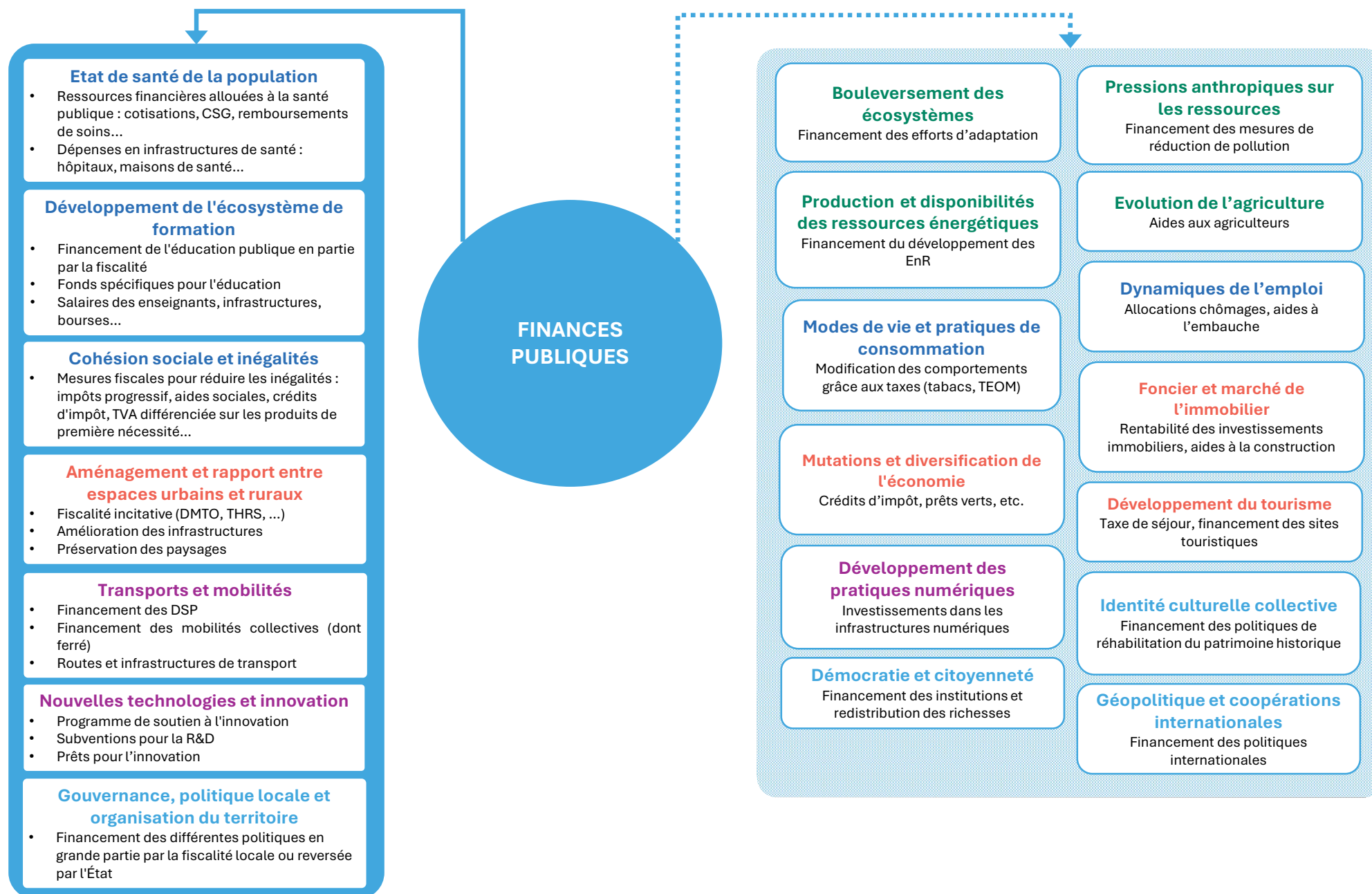


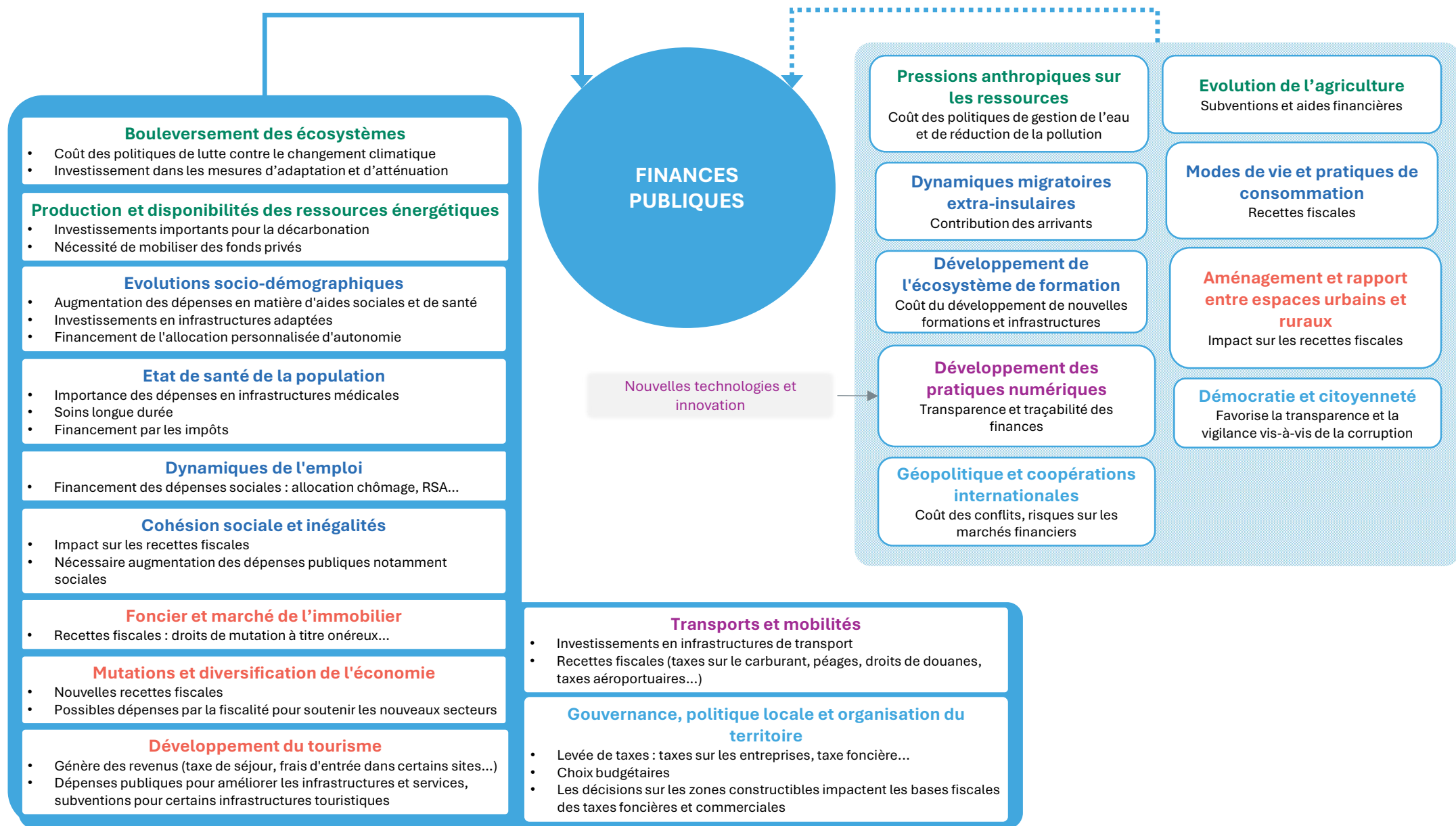




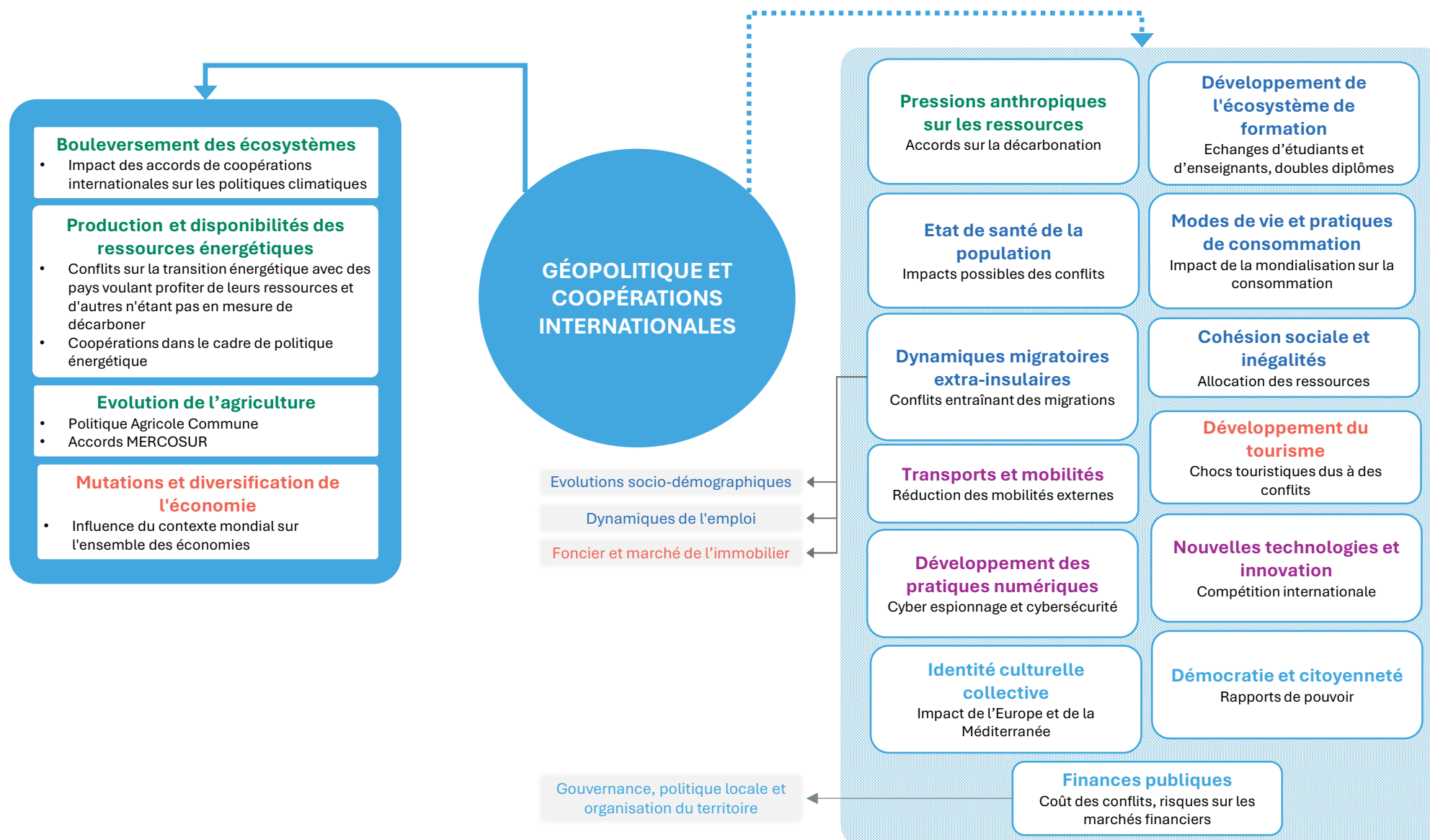


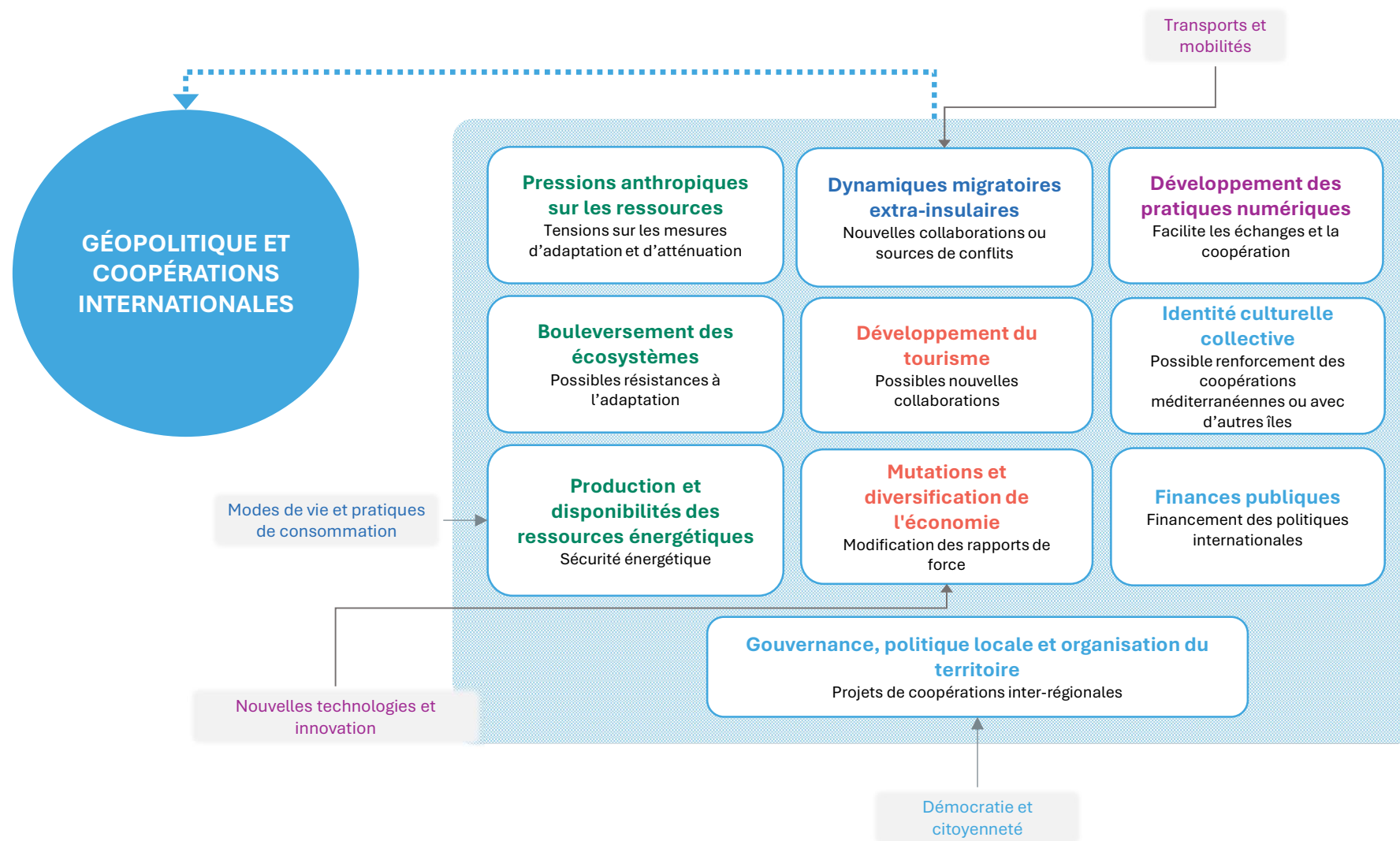






02 | INFLUENCE DE LA GÉOPOLITIQUE ET COOPÉRATIONS INTERNATIONALES





03

VERS LA SCÉNARISATION À 2050

Classer les variables et les projeter sur un temps long

Représentation graphique de l'influence / la dépendance des variables

A la suite de la présentation des variables en partie 01 et des justifications de leurs liens d'interdépendance en partie 02, **les variables ont pu être classées selon leur niveau d'influence et de dépendance. Ce classement est illustré dans un plan d'influence/dépendance** (graphique page suivante).

CLÉ DE LECTURE DU GRAPHIQUE

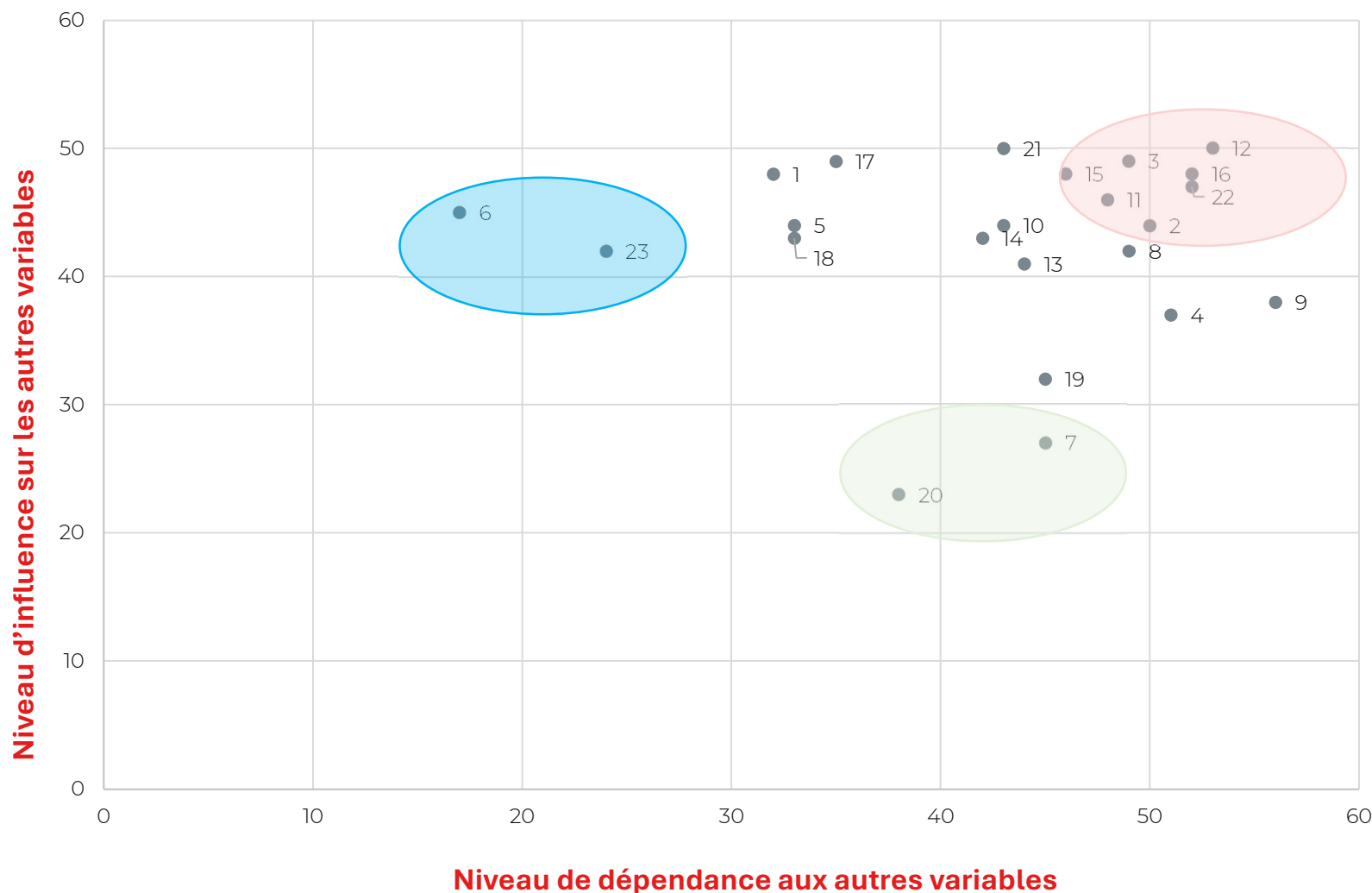
La qualification des différents liens entre les variables permet d'aboutir à une **représentation systémique sous forme d'un graphique** afin de mettre en évidence les variables fortement influencées ou dépendantes du système.

Cette représentation permet de mettre en évidence des éléments essentiels pour la mise en scénario :

- Dans la **bulle rouge** sont représentées les variables à l'impact moyen et fort sur le système **et** fortement influencées par le système. Par exemple, les dynamiques de l'emploi impactent l'économie, le tourisme, la cohésion sociale et peuvent donc être un bon levier pour solutionner différentes problématiques en Corse. Néanmoins, les dynamiques de l'emploi sont aussi impactées par d'autres variables (mutation de l'économie, mobilités, développement des pratiques numériques...) et sont donc à analyser dans leur écosystème d'évolution.
- Dans la **bulle verte** sont représentées les variables faiblement dépendantes et moyennement ou fortement influentes. Par exemple la géopolitique et les coopérations internationales sont assez autonomes, le contexte international est indépendant du système corse. Néanmoins, il peut impacter d'autres variables telles que la disponibilité de ressources énergétiques, le développement de l'agriculture ou les mutations économiques.

Le graphique suivant permet donc de positionner les variables influentes / influencées et dépendantes / indépendantes.

CHACUNE DES VARIABLES SE CARACTÉRISE PAR SON EFFET SUR LE SYSTÈME ET PAR L'IMPACT DES AUTRES VARIABLES SUR ELLE-MÊME



Variables les plus motrices (forte influence sur les autres variables) **et les plus influencées par les autres variables :**

- Aménagement et rapport entre espaces urbains et ruraux (12)
- Transports et mobilités (16)
- Finances publiques (22)
- Pressions anthropiques sur les ressources (2)
- Production et disponibilité des ressources énergétiques (3)
- Dynamiques de l'emploi (11)
- Développement du tourisme (15)

Variables motrices mais peu influencées par les autres variables (les plus indépendantes) :

- Evolutions socio-démographiques (6)
- Géopolitique et coopérations internationales (23)

Variables les moins motrices mais influencées par les autres variables :

- Etat de santé de la population (7)
- Démocratie et citoyenneté (20)

*Le graphique se base sur l'addition des liens (0,1,2,3) de chaque variable dans le tableau de croisement des influences – dépendances. Par exemple la variable 20 « Démocratie et citoyenneté » est indépendante des autres variables et moyennement influence sur le système corse.

03 | CETTE REPRÉSENTATION CONSTITUE UNE ÉTAPE POUR LA RÉALISATION DE SCÉNARIOS POUR LA CORSE D'ICI 2050

Vers le travail de scénarisation à 2050 (1/2) : exemple

EXEMPLE à partir du « Développement des pratiques numériques » en Corse :

- La **fiche variable** de la page 41 resitue le contexte corse au sujet du développement des pratiques numériques.
- Le **schéma** de la page 87 permet de mettre en évidence l'impact du développement des pratiques numériques sur d'autres variables :
 - La production et la disponibilité des ressources énergétiques, car les pratiques numériques sont très consommatrices d'énergie.
 - Les modes de vie et pratiques de consommation par la dématérialisation de nombreux services.
 - La cohésion sociale et les inégalités car le numérique peut être source d'isolement et exacerber les inégalités.
 - Les dynamiques de l'emploi. Le numérique peut permettre la création de nouveaux métiers ou modifier l'existant avec le télétravail.
 - La diversification de l'économie grâce aux mutations des pratiques et des secteurs d'activité.
 - Le développement de nouvelles technologies permettant de développer les usages numériques.
 - La démocratie par l'accès facilité aux informations, etc.
- A l'inverse, le **schéma** de la page 88 recense les variables qui influencent le développement des pratiques numériques.
- Le **graphique** de la page 104 permet de positionner la variable « Développement des pratiques numériques » comme une variable fortement influente sur les autres mais plutôt indépendante.

Vers le travail de scénarisation à 2050 (2/2) : exemple

Les différents éléments permettent de construire deux prémices de scénarios de la Corse en 2050 en lien avec le développement des pratiques numériques.

1- Le « tout numérique » : vers une Corse connectée

- Vers des services accessibles sous toutes leurs formes : accès à la culture, aux soins, etc.
- Une identité culturelle corse qui s'enrichit des apports des nouvelles technologies
- Un accroissement de l'isolement physique des individus
- L'utilisation croissante de l'intelligence artificielle dans les offres de mobilités et dans le quotidien des individus
- Une absence de prise en compte des impacts environnementaux du numérique

2- Le « numérique expert » : vers une accentuation des fractures

- Un accès au numérique est réservé aux plus avertis
- Peu d'applications du numérique et de l'intelligence artificielle aux mobilités de dehors des zones urbaines
- Le développement d'un pôle économique et de formations de pointe autour des activités liées au numérique et aux technologies, attirant et/ou formant une main-d'œuvre qualifiée
- Une accentuation des inégalités territoriales d'accès aux services, équipements, etc.